PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

14e ANNEE VOL. 14, Nos 10-12

SOMMAIRE

EDITORIAL :

La crise internationale actuelle.

NOTES EDITORIALES :

Le deuxième mandat d'Eisenhower.

Où ira maintenant la Yougoslavie ?

Le 8e Congrès du P.C. chinois.

André MARTY (1886-1956).

E. GERMAIN
LA REVOLUTION POLITIQUE EN POLOGNE ET EN HONGRIE

Livio MAITAN. — Avant le Congrès du P.C. italien.

E. GERBEL. — La polarisation des forces en Allemagne.

W. BECKER. — Le jugement de Karlsruhe.

Emilio PRADO. — Les courants de gauche dans les P.S. d'Amérique latine.

Il y a 20 ans. Chronique de la révolution espagnole (fin).

Léon TROTSKY
FREUDISME, PAVLOVISME ET MATERIALISME DIALECTIQUE

Georges Valentinovitch Plekhanov, par Léon TROTSKY.

Les livres. — Die Toten kehren zurueck, de J. Scholmer. — Correspondance F. Engels-Paul et Laura Lafargue.

Documents. — Adresse du Comité Exécutif International. — Vive la République des Conseils hongrois, indépendante et démocratique ! — Manifeste du Comité Exécutif de la IVe Internationale pour le 39e anniversaire de la Révolution russe.

Pour le 5e Congrès mondial de la IVe Internationale. — La Révolution coloniale depuis la fin de la 2e guerre mondiale.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. —Le 18e Plenum du C.E.I. — La presse de l'Internationale. — Italie. — France. — Bolivie. — Pérou. — Brésil. — Uruguay. — Argentine.

DECEMBRE 1956

14e ANNEE VOL. 14, Nos 10-12

SOMMAIRE

EDITORIAL :

La crise internationale actuelle 1

NOTES EDITORIALES :

Le deuxième mandat d'Eisenhower 10

Où ira maintenant la Yougoslavie ? 11

Le 8e Congrès du P.C. chinois 12

André MARTY (1886-1956) 14

E. GERMAIN

La révolution politique en Pologne et en Hongrie 16

Livio MAITAN

Avant le Congrès du P.C. italien 32

E. GERBEL

La polarisation des forces en Allemagne 35

W. BECKER

Le jugement de Karlsruhe 39

Emilio PRADO

Les courants de gauche dans les P.S. d'Amérique latine 43

Il y a 20 ans. Chronique de la révolution espagnole (fin) 48

Léon TROTSKY

Freudisme, pavlovisme et matérialisme dialectique 50

Georges Valentinovitch Plekhanov, par **Léon TROTSKY** 53

Les livres

Die Toten kehren zurueck, de J. Scholmer. — Correspondance F. Engels-Paul et Laura Lafargue 57

Documents

Adresse du Comité Exécutif International. — Vive la République des Conseils hongrois, indépendante et démocratique ! — Manifeste du Comité Exécutif de la IVe Internationale pour le 39e anniversaire de la Révolution russe 59

Pour le 5e Congrès Mondial de la IVe Internationale. — La Révolution coloniale depuis la fin de la 2e guerre mondiale 73

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Le 18e Plenum du C.E.I. — La presse de l'Internationale. — Italie. — France. — Bolivie. — Pérou. — Brésil. — Uruguay. — Argentine 82

DÉCEMBRE 1956

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IVe INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

Editorial

La crise internationale actuelle

La situation internationale a connu durant le mois d'octobre et ce mois-ci des développements extraordinaires dont on ne peut maintenant encore que dresser très provisoirement le bilan (*).

Comme nous l'avions prévu lors de l'éclatement de la crise de Suez, durant ces deux mois ce qui restait encore de la soi-disant « détente » a sombré dans une « crise de guerre », *incontestablement la plus grave depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.*

Les dispositifs de guerre de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique se sont mis en état d'alerte permanente.

Armées de terre, aviation stratégique, flottes navales, sont encore aujourd'hui sur leurs gardes, en place ou en mouvement.

La grande peur du conflit atomique, qui pourrait bien commencer par l'attaque-surprise, a saisi tous les états-majors, se surajoutant à la nervosité, à l'angoisse des uns et des autres, et par ce fait également aggravant le danger du conflit.

La guerre est devenue possible à chaque instant et telle est encore fondamentalement la situation.

Car si la crise internationale semble avoir dépassé un des points culminants qu'elle avait atteint lors des premiers jours de novembre, elle est loin d'être apaisée en *l'absence de solution de tous les problèmes qui l'ont causée et de ceux qu'elle a à son tour soulevés.*

« La guerre est devenue possible », voilà la formule qu'on peut trouver dans la bouche et sous la plume des plus éminents porte-parole de la bourgeoisie internationale et même de la bureaucratie soviétique et des courants divers du mouvement ouvrier.

En l'espace de quelques semaines, de quelques jours, l'échafaudage savamment agencé de la « détente », de la « coexistence pacifique », « de la possibilité d'éviter désormais les guerres », des « voies pacifiques nouvelles au socialisme » s'est écroulé avec fracas par l'éruption de la volcanique réalité sociale.

Nous ne faisons heureusement pas partie de ceux qui auront à se demander, perplexes, étonnés ou même catastrophés, pour quelle raison leurs idylliques rêveries se sont terminées si « brusquement », si « cruellement ».

De la situation internationale, non pas de ses apparences, mais de ses réalités profondes, nous avions une toute autre conception.

Je ne crois pas nécessaire, camarades, de rappeler avec quelle insistance nous avons lutté contre le courant qui subissait la pression des apparences,

(*) (Résumé du rapport présenté par le camarade Michel Pablo au XVIIIe Plénum du Comité Exécutif de la IVe Internationale, fin Novembre 1956).

pour cette autre conception marxiste-révolutionnaire de la période que nous traversons, de ses contradictions, de ses problèmes.

Il est seulement utile, nécessaire, de souligner que, de tous les courants politiques, ouvriers et autres, c'est exclusivement nous qui avons eu cette conception.

⁂

Le trait caractéristique le plus frappant de la crise en cours, *c'est qu'il s'agit d'une jonction, dans le paroxysme, de la crise de l'impérialisme et de celle de la bureaucratie soviétique, qui sévissait déjà avant.*

La crise de l'impérialisme a ses causes les plus profondes dans ses difficultés croissantes avec la révolution coloniale montante.

La crise de la bureaucratie soviétique est nourrie par l'ensemble des contradictions qui caractérisent les rapports de celles-ci avec les masses soviétiques, les masses des « démocraties populaires » et les masses internationales.

La cause la plus immédiate de la crise de l'impérialisme provient des difficultés rencontrées dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord, face à la montée de la révolution coloniale dans ces régions économiquement et stratégiquement vitales pour l'impérialisme.

La cause la plus immédiate de la crise de la bureaucratie soviétique réside dans les effets explosifs qu'ont eus le « dégel » et la « déstalinisation » accélérée en U.R.S.S. même depuis le 20e Congrès, dans les « démocraties populaires », en Pologne et en Hongrie en particulier.

La jonction dans le temps de ces deux crises — du Moyen-Orient et du glacis — tout en aggravant l'une et l'autre — a provoqué la crise internationale plus générale actuelle.

Sans la crise simultanée dans le Moyen-Orient, aggravée par l'intervention militaire anglo-française, la bureaucratie soviétique aurait peut-être eu tendance à réagir avec moins de brutalité, de précipitation, et en réalité d'affolement.

Sans cette même crise, d'autre part, l'impérialisme aurait eu tendance à réagir avec une toute autre détermination devant les événements de Hongrie.

La simultanéité des deux crises a eu comme résultat global le désarroi et les déchirements au sein aussi bien de l'impérialisme que de la bureaucratie soviétique.

Mais, tandis que l'impérialisme a réagi en battant en retraite, le Kremlin a réagi en combinant actions et manifestations, offensives et défensives.

Sans minimiser la part de faiblesse, de nervosité, sinon d'affolement contenue dans les réactions de la bureaucratie, *il y a là, tout de même, une nouvelle illustration du réel rapport de force qui existe actuellement dans le monde et qui reste fondamentalement défavorable à l'impérialisme.*

Car peut-on minimiser l'occasion extraordinaire offerte à l'impérialisme par les événements de Hongrie pour intervenir en tant que « libérateur » des peuples « enchaînés » *et que celui-ci non seulement n'a pas voulu saisir, mais qu'il a froidement consenti à sacrifier ?*

Du point de vue des rapports internationaux, vu sous l'angle des Etats, la crise actuelle met en relief *la structure à « deux puissances » fondamentales du monde actuel : Etats-Unis-U.R.S.S.*

Mais du point de vue classe, la crise actuelle met en relief avant tout *la puissance souveraine des masses, coloniales ou prolétariennes, qui font et déterminent l'Histoire, défient et ébranlent la puissance de n'importe quel appareil, bouleversent aussi bien les plans de l'impérialisme que ceux de la bureaucratie soviétique et sèment le désarroi et la démoralisation dans leurs rangs.*

Si on voulait schématiser les enseignements, les résultats, les reclassements produits jusqu'ici par la crise et dresser un bilan ne fut-il que provisoire et toujours sujet à révision, on dirait que, sur le plan des Etats, c'est l'U.R.S.S., l'Egypte et les Etats arabes qui sortent diplomatiquement gagnants, suivis par les Etats-Unis, avec perdants sinon écrasés l'Angleterre et la France, et Israël dans la plus précaire des situations.

Sur le plan du rapport des forces international, c'est la *coalition réaffirmée dans les faits des Etats ouvriers et de la révolution coloniale, qui sort gagnante face à l'ensemble de l'impérialisme.*

Et enfin, sur le plan du rapport de force de classe, ce sont les masses coloniales et prolétariennes qui dominent, ayant démontré tant au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Angleterre, en Pologne, ou en Hongrie, une énergie révolutionnaire farouche, et une détermination non moins farouche, malgré

ses formes diverses ici et là, d'accéder à une vie meilleure, de bien-être matériel et de liberté, qui est justement la raison d'être de la révolution prolétarienne et du socialisme.

Je passerai maintenant à l'analyse plus concrète des éléments de la crise actuelle et de ses perspectives. Je finirai ensuite ce rapport en insistant sur la manière dont nous devons aborder cette situation et les tâches qu'elle nous impose.

LA CRISE DU MOYEN-ORIENT

Nous avions expliqué (1) pour quelles raisons fondamentales une crise grave et longue, s'installait dans le Moyen-Orient, pourquoi, pour l'impérialisme franco-anglais en particulier, tout en ayant des hésitations réelles quant à l'efficacité d'une intervention militaire, ces hésitations n'avaient pas et ne pouvait avoir un caractère absolu ; pourquoi cependant une intervention militaire éventuelle ne pouvait avoir de chances de succès qu'à travers une guerre générale à laquelle elle conduirait.

Les événements ont montré qu'effectivement l'impérialisme anglo-français, de connivence avec Israël qui a servi en cette occasion et de façon aussi patente qu'aventureuse (l'aventure est dans la nature artificielle et précaire de cet Etat) comme instrument de l'impérialisme et à l'insu de l'impérialisme américain avait prémédité l'agression contre l'Egypte.

Londres et Paris comptaient, non sans raison du reste, que, une fois mis devant le fait accompli — et devant la réussite rapide de l'agression — Washington leur donnerait son appui tacite.

Leurs calculs avaient cependant négligé deux facteurs : *les réactions du Kremlin, décidé à maintenir et élargir la base conquise dans le Moyen-Orient, et les réactions des masses arabes et métropolitaines.*

Ce dernier élément s'est avéré particulièrement important dans le cas de l'Angleterre.

Les difficultés du Kremlin en Pologne et surtout en Hongrie ont précipité l'action préméditée des Anglo-français qui l'ont cru neutralisé par ses difficultés.

L'effet fut plutôt le contraire. Le Kremlin, placé devant la perspective de perdre à la fois ses gains dans le « glacis » et dans le Moyen-Orient, se méfiant des intentions ultérieures de l'impérialisme, a réagi plutôt avec brutalité et de manière ultimatiste.

D'autre part, les masses arabes, loin d'avoir été impressionnées par les moyens mis en œuvre ou même les quelques succès militaires des impérialistes, et malgré l'incapacité de leurs directions nationales, ont réagi sous la forme chaotique d'actions terroristes individuelles et d'embryons de guérillas.

Elles ont ainsi préfiguré ce que serait une guerre internationale à l'étape actuelle.

En l'espace de quelques jours, les foyers d'incendie se multipliaient, à travers toute la région, si inflammable — c'est bien le cas de le dire — du Moyen-Orient.

Tandis que le Canal se trouvait vite bloqué, les pipe-lines sautaient et la fièvre s'emparait des masses arabes.

Encore quelques « succès militaires » des impérialistes, quelques destructions d'autres médinas que celles de Port-Saïd, et des quartiers populaires du Caire, et le Moyen-Orient arabe devenait une terre de feu et de sang, échappant au contrôle, non seulement des impérialistes mais aussi des directions indigènes féodo-capitalistes.

Devant les réactions du Kremlin et des masses, Washington, paralysé par les élections et, de toute manière, manifestement non préparé à exploiter la crise du Kremlin, décida de se tenir en alerte, *et d'essayer de jouer fondamentalement le Moyen-Orient contre le glacis, laissé provisoirement au Kremlin.*

La politique de Washington, à l'heure actuelle, consiste à éviter, y compris en dernière instance par la force, une suprématie soviétique dans le Moyen-Orient ; à regagner les directions féodo-capitalistes arabes en se désolidarisant des Anglo-français et d'Israël, en brandissant le spectre du communisme, en exploitant « l'impérialisme du Kremlin en Hongrie », en reconsidérant les projets d'aide financière aux pays arabes ; à ressouder également l'alliance atlantique, mise cependant sous un plus ferme et plus indiscutable leadership américain.

(1) Editorial. « Quatrième Internationale », septembre 1956.

Dans le cadre de ces objectifs, Washington est décidé à laisser pour le moment le Kremlin régler à sa guise la crise dans les « démocraties populaires », d'autant plus que cette crise ne peut que profiter à Washington sur le plan de la propagande, de sa mission « libératrice », et lui ménager des chances pour l'avenir.

La crise du Moyen-Orient laisse par contre l'Angleterre et la France dans la plus grave situation où ces deux pays se sont trouvés depuis la dernière guerre. Leurs velléités à jouer un rôle tant soit peu indépendant de Washington ont subi un échec cuisant. Menacées par l'ultimatum soviétique, elles ont dû rebrousser chemin à la hâte, frappées de panique, et se réfugier sous la protection de l'aviation stratégique américaine mise en alerte à cette occasion. Leur prestige déjà fort entamé dans le monde colonial de l'Asie et de l'Afrique, est tombé à zéro.

Leurs finances déjà ébranlées par les expéditions coloniales sont aggravées par les conséquences du blocage du canal et la destruction des pipe-lines. Et avec elles, c'est toute l'Europe capitaliste qui souffrira économiquement des mois durant des conséquences de cette aventure.

LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA CRISE

La situation économique du monde capitaliste avant la crise de Suez était caractérisée par les données suivantes : le boom industriel des pays capitalistes de l'Europe portant principalement sur des machines et des biens de consommation durables se maintenait, quoique avec un taux d'accroissement moindre qu'en 1955. Il continuait à être attisé par les investissements et la consommation intérieure, moins par les exportations (qui déclinaient dans la plupart des pays à des degrés divers et en contraste avec l'augmentation quasi générale des importations). Les tendances inflationnistes étaient partout renforcées ; les goulots d'étranglement par manque de matières premières ou de main-d'œuvre persistaient ; le déficit en dollars était en augmentation du fait des importations accrues en provenance des Etats-Unis.

Dans ce tableau général le cas de l'Angleterre et du Danemark était particulier, ces deux pays connaissant en plus — et depuis une période déjà — une stagnation marquée dans leur production industrielle, ainsi qu'une poussée inflationniste et une diminution de leurs réserves en dollars et en or plus fortes qu'ailleurs.

Par contre, la France, l'Allemagne et la Hollande se maintenaient en plein boom industriel (qui, cependant, dans le cas de la France et de la Hollande allait de pair avec une détérioration de leur balance commerciale).

Aux Etats-Unis le boom industriel continuait également, malgré un taux d'accroissement de la production industrielle moins important qu'en 1955, et une forte poussée inflationniste.

Dans les pays coloniaux et dépendants, par contre, la situation économique était caractérisée par le maintien d'une balance commerciale défavorable pour eux dans leurs échanges avec les pays industriels, aggravant aussi bien les poussées inflationnistes que les difficultés pour la formation de capitaux indigènes capables de soutenir l'effort d'industrialisation de ces pays.

La chute relative des échanges entre les régions industrielles et ces régions est un phénomène qui se développe depuis quelques années déjà, qui contraste avec le boom des pays industriels pendant cette même période, et qui est dû aux principales causes suivantes : les régions industrielles ont tendance à produire actuellement elles-mêmes une part accrue de nombreuses matières premières naturelles qui provenaient autrefois des régions sous-développées ; le remplacement des matières premières naturelles par des matières premières fabriquées acquiert des proportions toujours plus importantes ; le fléchissement relatif de la production textile dans les régions industrielles a touché le volume total des matières premières pour ces régions en provenance des pays non industrialisés.

Les conséquences économiques de la crise de Suez bouleversent maintenant considérablement cette situation.

Elles auront la tendance à faire plafonner partout plus vite le boom industriel, sinon à précipiter la phase déclinante en perturbant le commerce mondial ; en aggravant la pénurie de certaines matières premières, dont le pétrole ; en aggravant également le déficit en dollars à la fois des pays capitalistes européens, et des pays coloniaux et dépendants ; en renforçant partout les poussées inflationnistes, sinon carrément l'inflation.

Seuls les Etats-Unis pourraient éventuellement en profiter pour augmenter leurs exportations, et supplanter certains concurrents européens en Amérique latine, et en Extrême-Orient. Par contre, le danger inflationniste sera pour eux également plus grand maintenant.

Les conséquences économiques de la crise de Suez pour l'Europe capitaliste en particulier dépendront naturellement de la durée du déblocage du canal et de la réparation des pipe-lines.

On évalue actuellement entre 6 mois et un an cette durée. Mais il s'agit là de calculs provisoires et passablement arbitraires qui ne tiennent pas compte des aspects politiques de la question.

L'Angleterre aura à affronter pendant cette période une importante réduction de ses importations en pétrole qui influera sur sa production industrielle (au moins 2 % environ de diminution) ; sur ses exportations en pétrole ; sur ses revenus provenant des compagnies anglaises du pétrole ; sur ses réserves en dollars, ses finances, et sur sa balance des paiements.

Pour la France les conséquences seront analogues.

LES CONSEQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES

En ne prenant en considération que le seul aspect d'une plus forte poussée de l'*inflation* que causera inévitablement cette crise, nous pouvons facilement prévoir les *conséquences sociales :* une aggravation des conflits sociaux dans tous les pays touchés par la crise.

Humiliées politiquement, endommagées financièrement, la France et l'Angleterre s'installent dans une longue crise politique et sociale.

En Angleterre, le parti de la bourgeoisie au pouvoir connaît la plus grave crise de son histoire. Grâce à l'attitude prise par le Labour Party, lui-même soumis à la pression anti-guerre des masses britanniques, il existe maintenant une possibilité réelle pour que la crise en Angleterre trouve bientôt une issue progressive par la portée au pouvoir d'un gouvernement travailliste. L'ensemble des conditions ainsi créées favorise objectivement une importante poussée révolutionnaire des masses britanniques.

En France, par contre, la crise politique et sociale risque de profiter en définitive à l'extrême-droite et à la réaction. C'est là le résultat du rôle joué par le Parti socialiste, promoteur de la guerre en Algérie et en Egypte, et de la paralysie du Parti communiste, déchiré, rendu impuissant par la crise du stalinisme. Je dis cependant « risque », car la crise est profonde au sein même de la bourgeoisie française et sera longue avant qu'elle n'aboutisse à une solution plus stable. Entre temps des possibilités réelles existent pour que la crise du mouvement ouvrier français connaisse quand même une solution progressive par la victoire, au sein des deux partis traditionnels, de tendances centristes de gauche qui débarrassent ces partis aussi bien de la direction Mollet que de la direction Thorez.

Mais cette dernière alternative est déjà liée aux perspectives de la crise du stalinisme.

LA CRISE DU STALINISME INTERNATIONAL

Le stalinisme international a été ébranlé, jusqu'en ses fondements, il y a déjà quelques mois, à la suite de la publication du rapport Khrouchtchev sur Staline.

Le malaise et la crise se sont installés, à la suite de cette publication, plus profondément que les apparences, les manifestations extérieures ne le laissaient croire. Comme nous l'avions souligné, précisément contre une tendance à se fier à ces apparences, la crise cette fois s'acheminait et travaillait dans les profondeurs, soulevait les questions fondamentales du communisme en général ; elle était en réalité irréversible et impossible à stabiliser pour longtemps sur un palier quelconque.

Ses trois épicentres, U.R.S.S., démocraties populaires, Partis communistes, agissaient en interaction, la faisant rebondir de l'un à l'autre. Les événements de Poznan démontraient et attisaient à la fois la situation particulière créée dans les démocraties populaires.

Du coup, le foyer le plus actif de la crise internationale du stalinisme se fixait dans ces pays.

Par les conditions historiques qui ont procédé à la formation du nouveau régime social de ces pays, par les erreurs, les excès, les stupidités commises ensuite sous la gestion stalinienne, aussi bien sur le plan économique que politique, par leurs traditions révolutionnaires et culturelles, ces pays repré-

sentent le point à la fois le plus faible et le plus explosif du système stalinien.

Dès l'affaire de la Yougoslavie, notre mouvement avait souligné la possibilité de voir ce système se désagréger plus rapidement qu'en U.R.S.S. même, tout d'abord dans sa périphérie des pays du « glacis ». C'est ce qui arrive maintenant.

Par le fait que les masses dans ces pays ne se sont jamais senties associées démocratiquement ni aux transformations sociales qui ont marqué le changement du régime social, ni ensuite à la gestion de l'économie et de l'Etat ; par le fait qu'elles ont eu au contraire constamment la conviction d'être menée par une bureaucratie, instrument docile du Kremlin, appuyée avant tout sur les armées d'occupation de celui-ci, et sur la police secrète, appendice du Guépéou soviétique ; par le fait que le plan économique ne visait pas à une élévation constante, subtantielle du niveau de vie des masses, mais à la construction d'une économie socialiste « nationale », autarcique, réglée selon les besoins économiques et militaires de la bureaucratie soviétique, les masses des pays des « démocraties populaires » se sont senties constamment frustrées de leur *bien-être*, de leurs *libertés* et de leur *dignité nationale*. Le bilan le plus accablant du stalinisme, en tant que régime exprimant les intérêts de la bureaucratie soviétique et négation du socialisme, éclate maintenant au grand jour précisément dans ces pays.

Il serait naturellement faux d'affirmer que les bases économiques et sociales du nouveau régime n'ont rien apporté aux masses et ne représentent pas des conquêtes importantes et réelles pour elles.

Mais elles représentent incontestablement beaucoup moins qu'en U.R.S.S. même, où la Révolution de 1917 vit toujours dans la conscience des masses et où le régime a pris racine, grâce à des réalisations et à une durée autrement importantes.

A la lumière des événements de Pologne et de Hongrie, le bilan du stalinisme dans le glacis est d'une faillite si complète qu'il menace les bases économiques et politiques mêmes du régime.

Naturellement, tout en affirmant ceci, il faut éviter de schématiser, d'uniformiser la situation dans tout le glacis. Il faut tenir également compte des différences réelles qui existent entre, par exemple, un groupe de pays comme la Hongrie, l'Allemagne de l'Est, la Roumanie et l'Albanie, et un groupe de pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie dans lesquels, en faveur d'un plus haut degré de stabilité sociale, joue surtout l'élément des traditions révolutionnaires et d'enracinement plus important des partis communistes.

Cependant, même dans le cas d'un pays comme la Hongrie l'élan révolutionnaire des masses ne se dirige pas vers la restauration du capitalisme ; confusément, en tâtonnant, il cherche sa voie vers un épanouissement du véritable contenu du socialisme : *bien-être, liberté et culture.*

Laissons les pontifes à la Sartre, tardifs désappointés du stalinisme, par nature étrangers aux réalités et aux aspirations des masses révolutionnaires, parler à propos de la Hongrie d'une « révolution faite à droite ».

LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION POLITIQUE EN POLOGNE ET EN HONGRIE

En réalité, aussi bien en Pologne qu'en Hongrie, nous avons assisté à l'action révolutionnaire spontanée des masses, *la plus ample et la plus riche depuis la révolution d'Octobre, qui a fait naître les organes immortels du vrai pouvoir prolétarien démocratique : les comités démocratiques de toutes sortes des masses en armes.*

Un tel pouvoir n'est jamais celui de la contre-révolution, *qui en réalité ne pourrait frayer son chemin, que dans une deuxième phase de lutte armée précisément contre ce pouvoir. On a été loin d'une telle évolution non seulement dans le cas de la Pologne, mais y compris en Hongrie.*

En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche — la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation.

En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et ces dangers.

Dans les deux cas, l'action spontanée des masses a donné tout ce qu'elle pouvait donner par elle-même : des formes d'organisation du pouvoir, les conseils ; des idées éparses parmi les plus radicales d'un programme politique : gestion ouvrière des usines ; indépendance des partis et des syndicats par rapport à l'Etat ; droit aux tendances et partis se basant sur les conquêtes économiques et sociales du régime, et sur le pouvoir des comités.

On ne soulignera jamais assez l'importance énorme de ces réalisations et de ces mots d'ordre avancés par les masses elles-mêmes, lors de leur propre expérience révolutionnaire ; et qui rejoignent de si près, qui se confondent en réalité avec notre propre programme.

Ceci a reçu, lors des événements de Pologne aussi bien que de Hongrie, une confirmation, une consécration absolument éclatante.

C'est là la preuve que, tout isolé qu'il soit encore des masses, notre mouvement, grâce à ses traditions et à son éducation communiste, marxiste-révolutionnaire constante, au fait qu'il manie efficacement le marxisme en tant que méthode d'analyse, de compréhension de la réalité vivante et d'orientation à son rigoureux attachement aux principes, est infiniment plus près des masses révolutionnaires que n'importe quel appareil puissant ou que n'importe quelle tendance « ouvrière » de masse à direction bureaucratique ou opportuniste.

Les grandes leçons de la révolution politique aussi bien en Pologne qu'en Hongrie *se résument dans la création des organes et la formulation par les masses elles-mêmes des mots d'ordre essentiels du pouvoir et de la démocratie politique prolétariens ; ensuite dans l'importance extrême, fondamentale du parti, que rien ne peut remplacer en tant qu'élément décisif, non certes pour le déclenchement mais pour la victoire de la révolution.*

La révolution hongroise a posé d'autre part des questions auxquelles nous-mêmes devons répondre, non seulement afin d'argumenter efficacement avec les membres des P.C., mais pour notre propre éducation théorique et celle du mouvement communiste en général.

S'il est absolument juste de réfuter catégoriquement la version stalinienne d'une « contre-révolution », il serait également faux de minimiser l'absence de direction révolutionnaire consciente dans cette révolution, et les dangers que ce manque peut faire courir au régime social.

Le manque de direction révolutionnaire consciente, ayant des racines parmi les masses, a fait que la situation révolutionnaire exceptionnellement favorable des premiers jours, avec partout la création de comités dominés par le courant prolétarien, n'a pu être exploitée, afin d'asseoir sur eux tout le pouvoir et de définir un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable du moins difficile à combattre par le Kremlin.

Au contraire, nous avons vu les éléments disparates du gouvernement Nagy, dont une bonne partie étaient des éléments éduqués dans la confusion et l'opportunisme staliniens, hésiter, abandonner successivement leur position antérieure, élargir la démocratisation dans tous les sens, donner des prétextes au Kremlin sinon l'alarmer effectivement.

Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé au contraire de manœuvrer, face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp.

Et pourtant les marges de manœuvre à l'intérieur de ce camp n'étaient nullement négligeables, malgré l'état de compromission extrême du Kremlin par toute sa conduite depuis l'éclatement de la révolution.

Une véritable direction révolutionnaire qui aurait fait appel aux comités et au courant prolétarien des masses avec sincérité, avec audace aussi, aurait pu les convaincre de comprendre les limites de classe de la démocratisation et la nécessité de l'alliance sur un pied d'égalité avec l'U.R.S.S.

Il n'est certes pas sûr que, même dans de telles conditions, la deuxième intervention militaire du Kremlin ne se serait pas produite de toute manière, occasionnée par l'ampleur prolétarienne de la révolution. De toute façon, la position prise par notre Internationale sur la question de l'intervention militaire du Kremlin tient compte de la pire variante. A supposer même que les dangers contre-révolutionnaires furent à un moment donné de la révolution plus grands qu'ils ne l'étaient en réalité — il est maintenant évident que les staliniens ont *a posteriori* sciemment exagéré ce danger et la « terreur blanche » — il est impossible de recourir à cette solution sans défigurer par ce moyen le sens de la lutte et compromettre l'avenir du socialisme aussi bien en Hongrie qu'internationalement.

Face à la révolte de la quasi unanimité d'un pays, il est inconcevable qu'une poignée de « communistes » à la Kadar s'arroge le droit de parler au

nom des « travailleurs » du pays et appelle une armée étrangère à maintenir par son intervention les « conquêtes du socialisme ».

L'argumentation des staliniens sur cette question est une illustration flagrante de leur mentalité de bureaucrates *sui generis* qui ont complètement perverti les notions fondamentales et élémentaires du marxisme révolutionnaire. Pour nous, comme nous l'ont enseigné Marx, Lénine et Trotsky, la classe en tant que telle, brute, avec toutes ses imperfections, limites, confusions est *au-dessus du Parti ;* le parti en tant que tel *est au-dessus de sa direction.*

Nous acceptons la volonté, le verdict de la classe même dans ses errements, car nous voulons la conquérir à nos idées par la persuasion et par *sa propre expérience* et non pas en se substituant à elle ou en la violentant.

Les staliniens ont pris l'habitude de regarder ces notions à travers les lunettes déformées de sous-officiers primitifs, arrogants et stupides d'une armée à la prussienne. Ils commandent et violentent la classe comme ils commandent et violentent en tant qu'équipe restreinte de direction leur propre parti.

Justifier d'autre part l'intervention de l'armée rouge au nom d'une soi-disant fidélité ou défense « inconditionnelle » de l'U.R.S.S. trahit également une mentalité stalinienne qui confond l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier, par sa structure économique et sociale, avec sa direction politique actuelle assumée par la bureaucratie soviétique. Quant à nous qui n'avons cessé contre vents et marées et malgré la pression la plus odieuse, la plus terrible, exercée contre notre mouvement par les staliniens, de défendre effectivement inconditionnellement — malgré sa direction stalinienne — l'U.R.S.S., Etat ouvrier, contre l'impérialisme et la réaction, *nous n'avons jamais mis cette défense au-dessus des intérêts du socialisme et de la révolution mondiale. La défense de l'U.R.S.S. est subordonnée à la défense des intérêts du socialisme et de la révolution mondiale.*

Dans le cas de la Hongrie, la majorité écrasante des travailleurs s'était dressée et se dresse toujours contre l'armée soviétique, agissant pour le compte de la bureaucratie soviétique.

Seule la dialectique primaire de vulgarisateurs du marxisme que sont les chefs staliniens à la Thorez, Togliatti et Cie peut identifier ce conflit à une « lutte de classe » entre la « contre-révolution » de toute une population nationale opprimée et « l'Union Soviétique ». Entrer dans ces simplifications grossières, présentées comme une « vraie analyse de classe » de la situation, c'est faire criminellement le jeu de la bureaucratie soviétique et discréditer non seulement le stalinisme, mais le communisme. D'ailleurs, si durant quelques moments au cours des événements hongrois, a régné une certaine confusion quant à la nature de classe des forces qui dominaient la situation, cette confusion est maintenant liquidée. Depuis la formation du gouvernement Kadar, nous assistons à une très nette dualité du pouvoir en Hongrie : *d'un côté le pouvoir de l'armée soviétique sur lequel s'appuie exclusivement ledit « gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans » et de l'autre côté les magnifiques, les indomptables conseils démocratiques des vrais ouvriers révolutionnaires hongrois disposant même d'une vraie direction nationale : le conseil national central.*

Le tableau est clair, il est devenu incontestablement plus clair pour les masses hongroises elles-mêmes qui mûrissent politiquement d'une minute à l'autre dans le feu, dans le creuset révolutionnaire incomparable que consiste leur lutte placée dans l'ensemble des conditions concrètes qui la caractérisent.

Cette lutte entrera désormais dans l'histoire comme la lutte la plus héroïque, sur le niveau politique le plus élevé jamais atteint par le prolétariat international.

LES PERSPECTIVES DE LA CRISE DU STALINISME

Il est nécessaire de comprendre, en agissant pratiquement en conséquence, qu'*il n'existe aucune force au monde capable de stabiliser pour longtemps sur un échelon quelconque la crise mortelle actuelle du stalinisme international.* Toutes les tentatives de la bureaucratie soviétique de résoudre la crise par la seule force, à la manière hongroise, sont vouées à l'échec comme sont vouées à l'échec toutes les tentatives des équipes staliniennes à la Thorez dans les P.C. de stopper la fermentation, d'intimider les opposants, de revenir à « l'ordre » et la « discipline » monolithiques de l'ère stalinienne.

Même la partie la plus stalinienne de la direction politique de la bureaucratie soviétique qui influence actuellement l'ensemble de celle-ci et qui veut

faire marche arrière ne saurait que combiner constamment violence et concessions, cédant à Gomulka pour imposer Kadar, lui-même empruntant et dépassant le programme émis par Nagy dans ses moments les plus avancés.

Que Khrouchtchev « le centriste » tombe prochainement en U.R.S.S. et que Molotov ou Malenkov, « les staliniens », lui succèdent, ce ne serait pas là une solution capable de restaurer l'ancien ordre stalinien, et de toute manière absolument pas une solution durable. Une nouvelle équipe « stalinienne » en U.R.S.S. serait obligée de combiner les concessions — surtout maintenant en U.R.S.S. même — avec une impression, avec des manifestations de « durcissement », de « fermeté » à l'extérieur, *en tant que suprême tentative de la bureaucratie avant l'apparition désormais inévitable en U.R.S.S. d'une nouvelle équipe qui s'engage dans la « déstalinisation » plus loin que l'a fait Khrouchtchev jusqu'à la révolution hongroise.*

Car telle est la dynamique révolutionnaire qui se dégage des événements de Pologne et de Hongrie, qui traverse actuellement toutes les démocraties populaires, et se confond — en l'attisant — avec la dynamique propre de l'U.R.S.S. La bureaucratie soviétique est en réalité prise actuellement sous les feux croisés de l'impérialisme et des masses révolutionnaires. Elle est apeurée, nerveuse, hésitante, s'efforçant par une action saccadée, spasmodique, de redresser la situation, d'éviter les écueils qui l'assiègent de tous côtés, de survivre. Elle est déchirée, sans convictions, sans perspectives. Toute son action, durant les crises polonaise, hongroise et du Moyen-Orient, le démontre. Sa direction politique se soude et se déchire à chaque nouvel assaut des masses et devant la peur de l'impérialisme qui guette cette situation.

Elle a voulu intimider Gomulka et les Polonais, elle a cédé ensuite, presque sur toute la ligne ; elle a voulu intimider les Hongrois, elle a cédé ensuite, promettant dans sa fameuse déclaration du 30 octobre, une libéralisation générale pour tout le glacis et faisant l'autocritique de ses fautes chauvines ; elle a réagi à nouveau contre eux avec une brutalité inouïe, au même moment où elle envoyait son ultimatum aux Anglo-français. Elle pourrait bien demain permettre sous certaines conditions à Nagy de reprendre le pouvoir en Hongrie et se livrer elle-même à une nouvelle autocritique de ses errements et crimes.

Considérer qu'il peut y avoir pour toute une période une stabilisation d'une équipe néo-stalinienne capable de maintenir une situation comme celle qui existe actuellement en Hongrie, de consommer la rupture avec Tito, d'accepter son isolement actuel des masses prolétariennes, de risquer ses alliances avec les bourgeoisies coloniales, c'est considérer en réalité la variante suivante : une politique du pire de la part de la bureaucratie aboutissant, sinon provoquant délibérément une issue de la crise par la guerre.

Naturellement cette variante n'est pas totalement exclue, elle est surtout réelle — en tant que danger réel — pendant la période intérimaire actuelle où l'ancienne équipe de la direction politique de la bureaucratie soviétique est de toute manière condamnée et compromise — aussi bien envers les « vrais » staliniens qu'envers les éléments « libéraux » — et qu'une nouvelle équipe capable de se placer dans le sillage de la dynamique objective, allant plus loin dans la « déstalinisation », ne se dégage.

De toute façon, le sort définitif du stalinisme moribond déjà dans les démocraties populaires et les Partis communistes des pays capitalistes et dépendants se jouera maintenant de manière décisive en U.R.S.S. même, dans des délais relativement courts. Sauf naturellement en cas d'éclatement d'une guerre majeure qui allongerait éventuellement ces délais.

⁂

Dans une telle situation extraordinaire où la crise catastrophique du stalinisme se propage avec le souffle d'un ouragan, la tâche centrale qui s'impose, c'est de créer, de présenter devant les masses *l'alternative d'une nouvelle direction communiste révolutionnaire.*

Pour l'accomplissement de ces tâches, l'histoire crée maintenant des conditions exceptionnelles : l'existence déjà du programme et des cadres représentés par la IVe Internationale ; des forces révolutionnaires nouvelles qui, par leur propre expérience, retrouvent ou sont capables de retrouver ce programme. Cette fusion est maintenant *possible*, il s'agit de la rendre par notre propre action *inévitable* dans des délais relativement courts.

Le deuxième mandat d'Eisenhower

Eisenhower a été élu, comme prévu, avec une majorité écrasante de 9 millions de voix environ (soit 58 % du total contre 55 % lors des élections précédentes).

En même temps, pour la première fois depuis cent ans, le contrôle du Congrès passe aux mains d'un parti autre que celui auquel appartient le Président élu.

Les Républicains ont surtout gagné dans l'Est du pays, les Démocrates dans l'Ouest. Ce trait, certains analystes du scrutin du 6 Novembre, l'attribuent au fait que les habitants des états de l'Est se sont montrés plus sensibles que ceux de l'Ouest à la situation internationale et ses dangers, et surtout au fait que les difficultés des fermiers avec l'administration républicaine et le mécontentement des ouvriers avec sa politique « grand-capitaliste » ont plus joué à l'Ouest qu'à l'Est.

De toute manière ni la « révolte des paysans », sur laquelle comptaient tant les démocrates, ni l'appui donné par la centrale syndicale à A. Stevenson ne semblent avoir influencé considérablement le vote des électeurs.

Eisenhower a été plébiscité avant tout en tant qu'incarnation de la « prospérité » et de la « paix ».

Les dangers graves qui planaient sur celle-ci au moment des élections ont plutôt joué en sa faveur.

Les électeurs ont estimé qu'il ne fallait pas changer « les chevaux au milieu du torrent » et ont fait acte de confiance à l'homme « pondéré » du « juste milieu ».

Sa victoire éclatante ne peut que le renforcer dans sa conviction que « le républicanisme moderne » dont il se flatte d'être le représentant résume admirablement « le bon sens américain » contemporain.

Il croit avoir ainsi rénové le Parti Républicain qui risquait de dépérir complètement sous la gestion de la vieille garde ultra-droitière. Son « républicanisme moderne » représente par contre « un mouvement politique cohérent, distinct » qui « est véritablement libéral » en même temps que « véritablement conservateur » à l'image de la mentalité apparente actuelle de la majorité de la société américaine.

Cette mentalité est incontestablement le reflet des conditions économiques et sociales particulières qui prévalent toujours aux Etats-Unis.

Le fait que la prospérité économique est pratiquement ininterrompue depuis la grande crise de 1929-1933 n'a pas manqué d'avoir des conséquences sociales et politiques importantes, dont la plus éclatante est incontestablement le retard si grave de la politisation de la classe ouvrière américaine.

Les résultats des élections du 6 novembre, ont donné une nouvelle preuve de ce retard, aussi bien par les minimes pourcentages recueillis par les quelques candidatures ouvrières, que par la prostration dans laquelle ils ont plongé la direction réformiste de la Centrale Unifiée A.F.L.-C.I.O.

Au lieu de chercher l'explication — au moins partielle — du désastreux résultat électoral dans sa politique de soutien des candidats démocrates, et dans son refus obstiné d'une politique de classe en faveur d'un Labour Party et de candidats ouvriers, cette direction reste éblouie devant l'ampleur de la victoire d'Eisenhower, et considère comme « miraculeuse », dans un tel raz de marée, la victoire démocrate au Congrès.

Les augures pour le nouveau mandat d'Eisenhower, sont cependant sensiblement plus défavorables qu'en 1952.

En politique intérieure il aura à affronter une situation économique caractérisée par la tendance du boom industriel à plafonner et surtout par les menaces de la poussée inflationniste qui s'accentue.

D'autre part un grand nombre de Noirs ont fait confiance à l'administration républicaine pour rendre effective l'abolition de la ségrégation, face à un raidissement des réactionnaires du Sud, alliés de la vieille garde ultra-droitière du Parti républicain.

Mais c'est surtout en politique extérieure que le Président du « juste milieu » aura de la peine à éviter des décisions graves, s'il veut maintenir le leadership américain dans l'alliance atlantique et sauvegarder les intérêts fondamentaux de Washington.

L'équilibre instable établi dans le passé, entre l'impérialisme américain, la bureaucratie soviétique, et les directions féodo-capitalistes de la révolution coloniale montante, est actuellement gravement rompu, principalement par l'action révolutionnaire tumultueuse des masses.

Disposant d'un pouvoir bonapartiste accru, le Président aura cette fois-ci comme tâche, non pas tellement d'arbitrer entre tendances plus ou moins convergentes dans un climat « d'euphorie » et de « détente », mais de décider, de trancher, entre impératifs contradictoires, et au milieu de forces hautement explosives.

Il se peut que le deuxième mandat d'Eisenhower soit effectivement, comme on le dit, d'importance « historique ».

Où ira maintenant la Yougoslavie ?

La politique yougoslave est à la recherche d'une nouvelle orientation.

L'amitié retrouvée avec le Kremlin n'a été que de courte durée. Elle représentait un rapprochement sur une base foncièrement opportuniste, le 20e Congrès de l'U.R.S.S. ayant plus ou moins viré dans le « titisme ».

En contre-partie de cette conversion « idéologique » des nouveaux maîtres du Kremlin, les dirigeants yougoslaves, « oubliant » eux aussi le passé, n'ont pas hésité à leur donner l'absoute et à saluer ce scandaleux « retour à Lénine » et ses curieux « représentants ».

La réalité a bien vite démontré la fragilité de l'accord sans principes — au moins sans principes léninistes — conclu entre les deux directions en pleine euphorie de « détente » et de « coexistence pacifique ». La crise montante de l'impérialisme dans le Moyen-Orient, et celle du stalinisme, dans le « glacis » en particulier, ont amené les relations soviéto-yougoslaves au bord d'une nouvelle rupture.

Le « titisme » légitimé à nouveau par le Kremlin en tant que « voie possible au socialisme » a incontestablement attisé les ferments anti-staliniens dans les Démocraties Populaires et les Partis Communistes.

De ce point de vue il joue un rôle progressif, en stimulant les tendances communistes qui aspirent à l'indépendance nationale et à la démocratisation du régime politique, et des Partis .

Mais le « titisme » ne peut pas offrir la plate-forme d'un assainissement et d'une réorientation véritables du mouvement communiste international. Car le « titisme » représente lui-même une variante de bureaucratisme « éclairé », imprégné par les limitations nationales et paysannes de sa base.

La démocratie prolétarienne en Yougoslavie reste toujours paternaliste, limitée à son aspect économique des conseils ouvriers des entreprises, et interdite aussi bien à la pluralité des Partis Ouvriers qu'aux tendances idéologiques au sein de l'Union des Communistes.

La structure du régime politique et du Parti est encore rigoureusement monolithique. La littérature trotskyste y est également aussi rigoureusement bannie qu'ailleurs.

Les dirigeants yougoslaves avaient espéré et souhaité une « déstalinisation » qui ne dépasse pas le « titisme ».

Ils ont même consenti, lors de la deuxième visite de Khrouchtchev et du voyage de Tito en Crimée, à un véritable nouvel « accord de Yalta », qui visait à stabiliser la « destalinisation » à un certain échelon, et même à un partage d'influence entre eux et le Kremlin dans les « Démocraties Populaires ».

Aussi alarmés que le Kremlin par les événement de Poznan, ils n'ont pas hésité à les caractériser avec des mots presque identiques à la très docte et très mensongère « Pravda ».

A Yalta Tito a consenti à s'entretenir avec Gerœ, à se « réconcilier » avec lui et à le cautionner juste à la veille de son renversement par les masses hongroises.

La solidarité bureaucratique s'apprêtait à s'étendre quand elle a été mise en échec par l'ouragan des masses déchaînées.

Les dirigeants yougoslaves ont eux-mêmes traversé une crise lors des événements hongrois et elle n'est pas finie.

Surpris, désorientés, par la violence des masses et par celle de la bureaucratie soviétique, au milieu d'un écroulement général avec fracas de l'échafaudage de la « détente » internationale, ils ont senti la terre trembler sous leurs propres pieds.

Les limites et les failles de leur régime ont apparu clairement dans l'éclat des flammes de la Révolution hongroise.

Désormais il sera impossible d'ignorer l'avance prise dans la concrétisation du vrai pouvoir populaire et de la véritable démocratie politique prolétarienne par les acquisitions grandioses de la révolution hongroise et même de la révolution polonaise.

Du coup la Yougoslavie titiste se trouve devant le dilemme soit de s'aligner sur ces acquisitions soit de se voir détrôner de son leadership dans la « destalinisation ».

La direction yougoslave est depuis un certain temps déjà en perte de vitesse devant les événements dans ce domaine.

Sa sclérose bureaucratique peut s'avérer fatale pour son prestige et sa stabilité.

L'appui embarrassé, effectivement contradictoire, donné à la deuxième intervention de l'armée soviétique en Hongrie et au gouvernement fantoche de Kadar, lui restreint considérablement les marges de manœuvres à la fois par rapport aux masses révolutionnaires, actuellement si éveillées, si attentives, et au Kremlin.

Le prolétariat révolutionnaire attend de la Yougoslavie une prise de position claire sans équivoque opportuniste, une rupture nette avec le stalinisme, une réorientation révolutionnaire, vraiment léniniste, tant de sa politique intérieure qu'extérieure.

Le Kremlin vise d'autre part à repousser la Yougoslavie dans la position d'un

allié mineur, parmi les autres « Etats socialistes » et à lui enlever les prétentions d'une hégémonie idéologique quelconque.

Prise entre ces deux pressions la Yougoslavie est destinée maintenant à évoluer.

La IV[e] Internationale ne peut que souhaiter que cette évolution se fasse en direction d'une véritable lutte léniniste contre le stalinisme, produit effectivement de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., comme les trotskystes l'avaient depuis très longtemps déjà affirmé et démontré.

Mais cette lutte ne pourrait être efficace sans une rupture de la Yougoslavie elle-même avec la politique empirique et opportuniste des dernières années, l'instauration d'une véritable démocratie politique prolétarienne et une alliance avec le mouvement communiste international, au sein d'une véritable Internationale Révolutionnaire.

Le 8[e] Congrès du P. C. Chinois

Le 8[e] Congrès du P.C. chinois qui s'est tenu dans la deuxième quinzaine de septembre a confirmé l'effort de « déstalinisation » entrepris depuis déjà quelques mois, lors de la deuxième session du Congrès national du peuple en juillet (1). De la manière empirique et, pour tout dire, foncièrement opportuniste, qui lui est propre, la direction chinoise s'efforce de s'adapter aux changements nationaux et internationaux et d'éviter les plus grossières erreurs et crimes de la gestion stalinienne en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires » européennes.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que cette direction, tout en s'élevant maintenant elle aussi contre le « culte de la personnalité » et des « leaders » infaillibles, déclare en même temps n'avoir commis aucune erreur depuis 1935 (date à laquelle s'est affermi le contrôle de Mao Tse-Tung sur le parti) et avoir toujours respecté le régime « centraliste-démocratique » du parti.

Et pourtant entre le 7[e] et le 8[e] Congrès du parti onze années se sont écoulées sans que le parti soit consulté sur les événements historiques qui ont marqué l'ascension de ce parti au pouvoir, la victoire de la révolution chinoise et même son passage de sa phase démocratique bourgeoise à sa phase « socialiste ».

Les nouveaux statuts adoptés lors du 8[e] Congrès prévoient maintenant des Congrès à tous les échelons (national et régionaux) chaque année, des élections à tous les postes au vote secret et la tolérance des tendances minoritaires, pourvu qu'elles respectent la discipline à l'extérieur.

Ce sont là des innovations « démocratiques » qui contrastent aussi bien avec les pratiques passées du parti dans ce domaine qu'avec le régime toujours en vigueur dans les autres partis communistes.

Il reste naturellement à voir de quelle manière ces décisions seront honorées en pratique. La « démocratisation » du parti est le corollaire de la « démocratisation » du régime politique qui se manifeste par l'accent mis à nouveau par le Congrès sur le « système multi-parti ». Afin de « développer pleinement les libertés démocratiques » en Chine et d'associer ainsi « toutes les forces œuvrant à la reconstruction socialiste du pays », le Congrès a réaffirmé « le principe d'une coexistence à long terme et d'un contrôle mutuel » entre le Parti communiste et les « différents partis démocratiques ».

« La base sociale » de ces partis, a déclaré Liu-Chao-Chi dans son rapport politique « est constituée par la bourgeoisie nationale, les couches supérieures de la petite bourgeoisie et les intellectuels de ces classes. »

Selon les dirigeants chinois, ces classes et couches, tout en ayant perdu leur base économique et surtout leur pouvoir politique, continuent à subsister grâce à la force de « leur idéologie, de leurs mœurs et de leur style de travail ».

« Pour cette raison, écrit Chen Chih Yuan, dirigeant de la Ligue démocratique de Chine (Quotidien du Peuple, 21-22 novembre), de tels partis peuvent prolonger leur existence, y compris dans une société socialiste. »

Il est dès lors de l'avantage du Parti communiste, concluent les dirigeants chinois, de coopérer pour toute une période avec ces partis au lieu de se fier à un système « monoparti », sujet au danger de bureaucratisme.

De cette argumentation des dirigeants chinois, il faut surtout retenir les points suivants : le Parti communiste est le seul parti du prolétariat et de la paysannerie pauvre ; les autres partis représentent les résidus des classes et couches non prolétariennes, converties par « l'éducation et la persuasion » au « socialisme ».

Ce système « multiparti » sui generis dont les Chinois prévoient maintenant l'existence pour toute une période est leur manière de tourner les difficultés du système « monoparti » qui vide le contenu de la démocratie politique prolétarienne, tout en sauvegardant le monopole du Parti communiste en tant que parti exclusif du prolétariat.

(1) Voir « Les effets de la déstalinisation en Chine (Quatrième Internationale, septembre 1956).

En dehors de ces innovations « démocratiques » concernant le parti et le régime politique, le 8[e] Congrès s'est surtout occupé de l'avenir économique de la Chine et de la discussion du 2[e] Plan quinquennal qui débutera en 1958.

C'est surtout ce plan qui marquera la transformation du pays à prédominance agraire en « pays industriel ». Les dirigeants chinois pensent pouvoir atteindre ce but vers 1967, lors de l'accomplissement du 3[e] plan quinquennal.

Le principal objectif de ce plan est d'obtenir en 1962 la production, par l'industrie nationale, d'environ 70 % des machines et de l'équipement nécessaires pour la construction économique de la Chine.

Les chiffres, aussi bien ceux de la production industrielle (2) à atteindre à cette date que ceux de l'agriculture (3), si modestes soient-ils en valeur absolue et surtout par tête d'habitant, par rapport à ceux des pays industriels avancés, n'acquièrent une signification que comparés aux niveaux de la Chine prérévolutionnaire ou à ceux projetés par l'industrialisation en cours en Inde. Dans les deux cas, la comparaison est tout à l'avantage de la Chine nouvelle.

Les points faibles de la reconstruction socialiste de la Chine résident dans le bas niveau des masses qui ne s'améliorera que très lentement et dans les conditions primitives qui prévalent dans l'agriculture « socialiste ». Le plan prévoit une augmentation de 25 à 30 % des revenus des ouvriers et des paysans, mais qui est liée à l'augmentation de la production et de la productivité.

D'autre part, tout en insistant sur un développement important de l'industrie légère et de l'agriculture, parallèle à celui de l'industrie lourde, les chiffres des investissements et du pourcentage d'accroissement dans ces deux branches ne justifient que des espoirs très modestes.

L'état de l'agriculture est incontestablement le point le plus sombre du tableau. Sur le papier, administrativement, la « socialisation » de l'agriculture englobe maintenant la presque totalité des 120 millions de familles paysannes, formant environ un million de « fermes collectives » (contre 90.000 kolkhoz en U.R.S.S.). Mais l'augmentation prévue par le plan de production agricole doit venir pour environ 35 % par une utilisation plus rationnelle des ressources existantes, des conditions locales de l'irrigation existante et des engrais naturels sur place. Les vastes plans d'irrigation, la mécanisation de l'agriculture et les engrais chimiques doivent attendre quelques années encore jusqu'à ce que l'industrie puisse fournir les machines et les produits nécessaires.

On conçoit dans ces conditions combien fragile est la « socialisation » de l'agriculture et les énormes problèmes économiques et sociaux en perspective.

Encore une fois, il est clair que l'avenir de la Chine, si elle veut éviter pour ses masses le chemin de Golgotha qu'ont connu les masses soviétiques et les dangers de la bureaucratisation du pouvoir, réside dans une planification sur une échelle internationale. Pour cela, la victoire de la révolution politique en U.R.S.S. et la victoire de la révolution dans les pays capitalistes avancés sont plus que jamais nécessaires.

(2) En 1962 : charbon 190 à 210 millions de tonnes, électricité 40 à 43 milliards de Kwh, acier 10,5 à 12 millions de tonnes.

(3) En 1962 : grains : 250 millions de tonnes ; coton : 2,4 millions de tonnes.

ANDRÉ MARTY

(1886-1956)

Avec André Marty disparaît une des figures les plus héroïques de l'avant-garde du mouvement ouvrier français.

Il était né dans une famille de révolutionnaires ; son père ayant été condamné à mort pour sa participation à la Commune de Narbonne en 1870, avait vécu en exil parmi les milieux révolutionnaires de Barcelone et de Buenos-Aires.

Avant 1914, Marty appartenait aux milieux anarcho-syndicalistes et syndicalistes-révolutionnaires, qui représentaient une saine réaction, bien que dépourvue de bases théoriques, à l'opportunisme du parti socialiste. C'est dans ces milieux que naîtront les premières oppositions à la première guerre mondiale et les premiers courants en faveur de la Révolution d'Octobre.

Professionnel hautement qualifié, Marty était en 1919 officier-mécanicien sur le « Protet » qui se trouvait dans la flotte française envoyée en Mer Noire pour appuyer les troupes d'intervention contre le pouvoir bolchevik. André Marty sera alors un des animateurs de la glorieuse révolte des marins français, un de ceux qui avaient pris contact avec les organisations révolutionnaires de ces régions.

Le conseil de guerre le condamna à la dégradation militaire et à 20 ans de travaux forcés après un procès dans lequel il défendit avec force la révolte des marins.

Une grande campagne pour l'amnistie à travers toute la France, marquée par le succès de la candidature de Marty à une cinquantaine d'élections, aboutit à le libérer en juillet 1923.

Quelques mois plus tard, il adhéra au Parti communiste. Il sera élu député communiste en 1924 et le restera jusqu'en 1955. Il fut conseiller municipal de Paris. Dès 1925 il sera membre du C.C. et devint plus tard membre du Bureau politique et membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste, siégeant au secrétariat de celle-ci de 1935 à 1943.

Pendant cette période d'avant-guerre, il fut à nouveau arrêté à deux reprises et c'est aussi à la suite d'une élection qu'il fut libéré. En tout il fit dans sa vie près de 8 années de bagne et de prison.

Il participa à toute la politique stalinienne, notamment pendant la guerre d'Espagne dans laquelle il fut inspecteur général des Brigades internationales. Dans cette période il apparut complètement pris par le stalinisme. Trotsky souligna le rôle destructeur du stalinisme en déclarant que même un homme de la trempe de Marty avait été détruit par lui.

Cependant, dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, des militants du P.C.F. voyaient en Marty le symbole d'un courant de gauche, en opposition à la politique droitière de leur parti. Dans quelle mesure Marty tenta de mener une telle lutte, il ne l'a jamais dit plus tard. En tout cas, à un moment donné, le noyau stalinien — Thorez spécifiquement — le considéra comme un « corps étranger » dangereux et monta contre lui une affaire, dont certains aspects

sont encore mystérieux. Il fut d'abord accusé de « travail fractionnel », traité ignominieusement, chassé de son domicile, volé de ses papiers, abandonné de sa femme. Finalement il fut, en fin 1952, exclu du parti — dont il était encore quelques mois auparavant le 3e personnage — comme traître et policier. Il avait alors 66 ans et les années de bagne et de prison avaient fortement compromis sa santé.

Il ne resta autour de lui que quelques anciens marins de la Mer Noire. C'est alors que les trotskystes et les libertaires, malgré ce qui s'était passé en Espagne, prirent contact avec lui, comprenant qu'il était exclu parce qu'il était effectivement un révolutionnaire étranger à la bureaucratie et au stalinisme.

Dans cette période, il procéda à un réexamen complet de tout le passé. Il n'était nullement un théoricien, mais avant tout un homme d'action dans les masses auxquelles il savait s'adresser dans un style très direct. Néanmoins, avec beaucoup de conscience révolutionnaire, il sut se réorienter, comprit le stalinisme et se prononça dans son livre, « L'affaire Marty », pour un nouveau parti ouvrier révolutionnaire et pour une nouvelle Internationale révolutionnaire. Il eut des rapports très fraternels avec nous et appréciait particulièrement notre revue. Toutefois, habitué au travail de masse, il ne put aller plus loin et ne comprenait pas les petites formations d'avant-garde, leurs problèmes intérieurs, leurs querelles, leurs déchirements. Nous sommes convaincus que dans un mouvement révolutionnaire de masse, il se serait encore plus rapproché de notre mouvement.

Sa dernière manifestation publique, en quelque sorte son « testament politique », fut une lettre à Gomulka écrite quelques jours avant sa mort, saluant la révolution polonaise. Il n'y a pas de doute que la mort de Marty est un coup pour l'avant-garde révolutionnaire en France où il aurait pu jouer, pour la rénovation du mouvement communiste, un rôle semblable à celui de Gomulka.

Cet homme qui, de son vivant, avait vu en U.R.S.S. des usines, des navires de guerre portant son nom, est mort à un moment où la bourgeoisie et les staliniens avaient aussi réussi à faire presque complètement le silence sur lui ; mais le mouvement révolutionnaire qui désormais ne cesse d'aller de l'avant rendra à sa mémoire la place qu'elle mérite dans son histoire.

La IVe Internationale lui rendit publiquement hommage, lors de ses obsèques qui eurent lieu à Perpignan le 26 novembre.

(*Dans le numéro* 52 *de* « La Vérité des Travailleurs », *première quinzaine de décembre* 1956, *lire : Dernier entretien avec André Marty, par Pierre Frank.*)

E. GERMAIN

La révolution politique en Pologne et en Hongrie

I. - Victoire en Pologne.

Avec une rapidité dépassant les espoirs les plus téméraires, la montée révolutionnaire des masses dans les « démocraties populaires » a brûlé les étapes au cours de l'été et de l'automne 1956. Dans le dernier numéro de notre revue nous avions affirmé qu'après la grève de Poznan, l'opposition de gauche démocratique au sein du P.C. polonais avait conquis de haute lutte la liberté de critique, de parole et de presse. En ces jours mémorables d'octobre 1956, qui resteront gravés au cœur des générations futures à une place toute proche de celle qu'occupe Octobre 1917, la classe ouvrière polonaise, dirigée par cette tendance communiste oppositionnelle, a arraché une première et magnifique victoire dans la révolution politique contre la bureaucratie.

DU VII[e] AU VIII[e] PLENUM DU C.C. POLONAIS

Une première étape importante vers cette révolution avait été le VII[e] Plénum du C.C. du P.C. polonais, plénum appelé à tirer les leçons des événements de Poznan. Contre l'opposition des représentants de la bureaucratie soviétique (1), la majorité du C.C. avait décidé de poursuivre la politique de démocratisation et de « déstalinisation » du régime. Mais la direction du parti resta inchangée. Il s'avéra bien vite qu'une importante fraction du Bureau Politique, représentant environ un tiers des membres du Comité Central, était mortellement opposée à la poursuite de cette politique.

Conflits d'idées et de tempéraments ? Certes, mais avant tout conflit social, d'intérêts matériels. Les travailleurs, les communistes oppositionnels polonais l'avaient si bien compris qu'ils avaient appelé cette tendance la « fraction de Natolin », d'après le faubourg chic de Varsovie où les grands bureaucrates du régime avaient leurs somptueuses villas. Les principaux dirigeants de cette fraction étaient Novak, Mazur, Klosiewicz, Zawadsky et, avant tout, le maréchal Rokossovsky qui représentait le trait d'union entre ces dirigeants politiques de la bureaucratie polonaise et la bureaucratie soviétique elle-même.

Contre cette tendance bureaucratique, conservatrice et néo-stalinienne se dressa l'opposition dirigée notamment par Zambrowsky, Morawsky, Cierankiewicz, Rapacki et d'autres. Les dirigeants de cette tendance représentent une alliance entre deux éléments : d'anciens dirigeants de la bureaucratie (surtout d'origine social-démocrate) qui, sentant le changement d'atmosphère et des rapports de forces, étaient prêts à s'accrocher au pouvoir en passant avec armes et bagages dans le camp de l'opposition ; des éléments communistes en général jeunes et originaires des J.C. qui étaient près de la classe ouvrière et devenaient les porte-paroles, mi-consciemment, mi-objectivement, de la tendance prolétarienne de base. Morawski et les dirigeants de l'organisation du parti de Varsovie et de Lodz, les deux principaux centres ouvriers du pays, étaient caractéristiques de cette tendance.

Celle-ci était en quelque sorte « prolongée » sur sa gauche par des groupes d'activistes ouvriers qui commençaient à organiser une campagne publique contre la bureaucratie, se déplaçant d'usine en usine et de ville en ville en essayant de dresser la base ouvrière contre la bureaucratie. Les activistes ouvriers de l'usine d'automobiles Zeran de Varsovie étaient les représentants les plus conscients de ce courant révolutionnaire prolétarien.

Au Comité Central, staliniens et « oppositionnels » démocrates disposaient chacun d'environ 35 % des voix. La fonction d'arbitres revenait à une série d'éléments indécis, le « marais » de cette Convention de la révolution polonaise. On supposait en général que le comportement de l'ancien secrétaire général du parti, Gomulka, épuré en 1949, emprisonné pendant trois ans pour « titisme » et libéré depuis peu de prison, serait décisif pour l'évolution de ces éléments « indécis ». Les rapports de forces politiques et sociaux exerceraient également une influence importante sur leur orientation. Il semble que la bureaucratie soviétique abandonna dès le mois de septembre son opposition à un retour de Gomulka au C.C. et même au B.P. ou au secrétariat du Parti. Elle chercha au contraire à entraîner Gomulka de son côté dans la lutte fractionnelle. Après un mois d'hésitation, l'attitude de Gomulka se précisa dès le début d'octobre 1956. En se rangeant du côté des « démocrates », au moment où le mouvement des masses connaissait déjà un essor extraordinaire, il assura à l'opposition une majorité presque certaine au Comité Central.

Le trimestre de lutte fractionnelle qui se déroula entre le VII[e] et le VIII[e] Plénum du Comité débuta d'ailleurs par un autre revirement sensationnel. Ochab, premier secrétaire du parti, considéré jadis comme un « stalinien dur » de la pire espèce, se transforma rapidement en protagoniste de la tendance « démocratique ». En Pologne, on affirma en général qu'il s'agit d'une conversion aussi sincère que rapide, opérée sous la pression des événements de Poznan et de leurs répercussions dans la classe ouvrière et dans le pays. D'autres, par contre, affirment que cette conversion s'est opérée sous le signe de l'opportunisme habile. Quoi qu'il en soit, le passage dans le camp de l'opposition du premier secrétaire du C.C. paralysa la fraction stalinienne, l'empêcha de passer à l'épuration ou à la répression de l'opposition dans le parti et la condamna à se rabattre presque exclusivement sur son contrôle de l'appareil militaire et sur ses liens avec le Kremlin.

La lutte fractionnelle déborda rapidement les cadres du Bureau Politique et des organismes centraux et régionaux du parti, pour entraîner toutes les organisations politiques et ouvrières, voire les travailleurs des grandes usines et des centres industriels. La montée des masses se précisa rapidement. Des tentatives isolées pour éliminer des éléments oppositionnels de positions clés — notamment dans la presse et à la radio — furent contrées par des grèves perlées, sinon par des grèves ouvertes de tout le personnel. Toute la presse passa à l'opposition (**Nowa Kultura**, 28 octobre 1956). Les deux fractions cherchèrent à gagner à leur cause d'importants comités régionaux du parti et des syndicats ; leurs assises furent le théâtre de discussions publiques ou quasi-publiques violentes. La lutte se transposa dans les usines. Les dirigeants staliniens cherchèrent à gagner les ouvriers en réclamant des augmentations de salaires irréalisables, en créant un climat « anti-intellectuel », voire en utilisant ouvertement des arguments antisémites. L'opposition dressa les éléments les plus sains de la classe ouvrière contre cette démagogie réactionnaire, en s'appuyant principalement sur l'idée d'auto-gestion ouvrière, de destruction des racines économiques et sociales de la bureaucratie et du stalinisme, idée que son dirigeant Morawski avait commencé à lancer dès le lendemain de Poznan.

LES PROCES DES « EMEUTIERS » DE POZNAN

Nous avions écrit dans un article précédent que la façon dont se dérouleraient les procès des ouvriers arrêtés après la grève de Poznan serait un test de la puissance de la vague de démocratisation. Il en fut effectivement ainsi. A la grande surprise des observateurs bourgeois et staliniens, habitués aux ignobles procès en sorcellerie dans les pays sous la coupe de la bureaucratie soviétique, les procès de Poznan qui commencèrent le 27 septembre se déroulèrent dans une atmosphère de liberté de parole, de liberté pour la défense, inconnue depuis les années 20.

On vit tout d'abord les accusés plaider non-coupables. On vit les défenseurs de ces accusés étayer vigoureusement la thèse de leurs clients. On vit des savants examiner l'arrière-fond social des événements et ne pas hésiter à dévoiler quelques-unes des tares principales du régime. On vit les avocats transporter hardiment le débat sur le plan politique, détruire la tentative bureaucratique d' « isoler » les cas individuels du complexe politico-social de la grève proprement dite. On vit des accusés, brusquement encouragés, dénoncer publiquement les tortures auxquelles la police secrète les avait soumis. On vit des explosions pathétiques, comme celle d'un ouvrier accusé, fils d'un ouvrier communiste, qui révéla comment les misérables persécutions policières dont sa famille avait été victime l'avaient acculé au vol pour pouvoir assurer la subsistance des siens. D'un procès de « bandits » et d' « émeutiers », l'affaire de Poznan devint le procès de la dictature bureaucratique.

« **Le tribunal qui déclare l'accusé coupable, nous déclare dans un certain sens tous coupables, car il est le produit de notre société** », déclara de façon fort nette l'avocat Hejmowski (Radio-Varsovie, 4 octobre 1956). L'avocat Kujanek expliqua qu'il était inadmissible de présenter l'accusé Foltynowicz comme un ivrogne et un batailleur, et de le séparer de la classe ouvrière alors qu'il était « chair de sa chair ». Dans son émission du 16 octobre, la radio de Varsovie expliqua que les manifestants de Poznan avaient été remplis d'une opposition contre les injustices commises. Le local des services de sécurité qu'il avaient attaqué n'avait plus été pour eux le symbole de l'Etat, du Droit ou du gouvernement populaire, mais au contraire le symbole de l'injustice. Au moment où le speaker prononça ces paroles, les principaux dirigeants du Guépéou polonais, Radkiewicz, Rozanski, Fejgin et Romkowski, se trouvaient déjà en prison...

Les premiers accusés furent condamnés à des peines relativement légères ; les procès furent ensuite interrompus et, après le 19 octobre, tous les accusés

(1) Voir le dernier n° de « Quatrième Internationale ».

furent libérés, à l'exception de quelques criminels de droit commun. Mais les procès de Poznan connurent un pendant intéressant, révélé au cours d'un débat qui se déroula au Sejm, le Parlement polonais, le 12 septembre. Ce débat avait pour objet l'administration de la Justice en Pologne. Le professeur Hochfeld, dirigeant social-démocrate de gauche y dénonça notamment les conditions d'existence épouvantables qui règnaient dans les maisons de correction pour jeunes délinquants, en s'exclamant :

« L'Angleterre du 19e siècle connut des conditions misérables dans ses maisons de correction pour jeunes délinquants, mais dans la Pologne socialiste du 20e siècle, ces conditions sont plus misérables encore ! ».

Au cours de ce débat, une discussion se déroula entre le professeur Hochfeld et un autre ancien dirigeant social-démocrate de gauche, Drobner, au sujet du sort qu'avaient subi les principaux chefs de l'U.D.B. (Guépéou polonaise). Drobner se plaignit du fait qu'ils avaient été condamnés à des procès secrets et exigea que la lumière soit faite sur leurs crimes. Hochfeld rétorqua :

« Il se peut que ce que je vais dire sera très impopulaire à ce moment... Je ne voudrais pas créer l'impression qu'on ne devrait pas juger des éléments dégénérés... Mais ces crimes concernent des choses qui furent jadis partie intégrante d'un système... Transformer des individus en boucs émissaires d'un système déterminé n'apporterait pas de solution au problème... Je considère par contre comme essentiel d'en arriver finalement à des réformes fondamentales ».

(Radio-Varsovie, 12 septembre).

UN BOUILLONNEMENT D'IDEES NOUVELLES

Au même moment où la lutte de tendance passionnait tout le parti et que de larges masses ouvrières étaient à nouveau entraînées dans la lutte politique, le bouillonnement d'idées qui dès le lendemain du XXe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. avait saisi les intellectuels, artistes et savants polonais atteignit son point d'ébullition. Des centaines et des milliers de travailleurs intellectuels, se sentant brusquement libérés d'un poids insupportable, se mirent à crier leurs peines et leurs espoirs ; ils avaient tant à dire et ils s'étaient tus depuis si longtemps que leurs cris les plus articulés apparurent d'abord comme des balbutiements d'un muet auquel un miracle venait de rendre la parole.

Le poète Victor Vorochylski, jadis stalinien fervent, fit publier le 9 septembre un poème en première page de la revue **Nowa Kultura** dans lequel il montre les intellectuels, jadis dominés par « de bas petits homoncules, morts maintenant d'une seconde agonie » (les bureaucrates staliniens), perdant tout espoir et toute foi, sauvés par de simples ouvriers, dont l'idéalisme et la foi dans le socialisme n'ont pu être ébranlés par les crimes du passé. Deux semaines plus tard, Théodore Tœplitz publia dans la même revue une critique fondamentale du « réalisme socialiste », dont la naissance se place, dit-il, en cette année tragique 1934, ouverture menaçante de la liquidation de toute l'opposition antistalinienne en U.R.S.S. qui allait aboutir aux procès en sorcellerie de Moscou.

« Le réalisme socialiste proclamé comme seul programme et seule tendance artistique admise, avait en pratique pour but de « neutraliser » l'art par rapport aux déviations de la démocratie socialiste, d'en faire un instrument pratique, une servante et un appui de la dictature ».

La conception même du parti — ce dogme de base de l'idéologie stalinienne — fut impitoyablement soumise à une critique révolutionnaire qui aboutissait à des conclusions proches des nôtres, de même que ce fut le cas pour les problèmes littéraires :

« Lénine a créé un parti difficile, non seulement par rapport à ses tâches uniques dans l'histoire mais également par rapport à sa structure. Le parti créé pour lire correctement le développement dialectique des contradictions dans la société humaine et pour les utiliser dans le but de transformer cette société, se caractérisa lui-même par l'unité structurelle des contradictions : centralisme et démocratie, discipline de fer et liberté de discussion, échange d'opinions différentes et unité dans l'action.

Il est facile d'énumérer ces choses, mais il est difficile de les réaliser sans tomber dans un extrême ou dans l'autre. A l'époque de Lénine, cette unité des contraires fut une réalité dans la vie et dans la lutte du parti, pendant une longue période... ».

Et encore, après une critique serrée de la conception stalinienne du parti monolithique :

« La conception du parti monolithique a fourni le fondement théorique pour la hiérarchisation de la vie intérieure du parti qui a remplacé la théorie et la pratique léniniste du centralisme démocratique... Ainsi, naquit la situation paradoxale dans laquelle, d'après les statuts, tous les communistes furent égaux, mais dans laquelle, en pratique ces communistes furent divisés en deux groupes, ceux qui créent, pensent et déterminent la politique, et ceux qui n'avaient qu'à exécuter et à obéir, sans conviction profonde ou connaissance des choses. Du simple membre du parti, on réclama en principe seulement l'obéissance, le paiement régulier de la cotisation et la vertu de protéger son livret de membre comme la prunelle de ses yeux ». (Stanislav Brodski : « Les paroles mortes et le parti vivant », **Tribuna Ludu** du 8 octobre 1956).

Rien d'étonnant à ce que cet auteur salue avec émotion les paroles « libératrices » des nouveaux statuts du P.C. chinois qui admettent le droit de tendances minoritaires de conserver leurs opinions même après un vote majoritaire contre elles ! Rien d'étonnant à ce qu'un

commentateur de Radio-Varsovie, parlant du 8e Congrès du P.C. chinois, n'hésita pas à affirmer, dès le mois de septembre : « Comment est-il possible que nous ayons suivi l'exemple soviétique, alors qu'il y avait cet exemple chinois tant de fois préférable devant nous ? »

Les intellectuels polonais n'hésitent plus à toucher aux sujets les plus tabous. **Zycie Warszawy** du 9 octobre déclare que, fidèles à l'internationalisme prolétarien, les communistes polonais, les plus avancés sur la route de la démocratie socialiste, devaient se considérer comme luttant à l'avant-garde de tous les pays socialistes, dont les idées rayonneraient partout. Il parla en passant des « dirigeants les meilleurs de beaucoup de pays, exterminés avant (!) et après la guerre » par Staline, **« du sang et de la prison qui a sali l'idée merveilleuse et noble de la solidarité internationale, de la solidarité combattante des opprimés, des insultés et des exploités ».**

Et Jerzy Szacki, dans **Po Prostu** du 21 octobre, abordant le problème de l'histoire falsifiée du marxisme, déclare qu'il est impossible d'apprendre l'histoire des années 1924 (!) - 1953 dans les manuels staliniens, que tout ce que les staliniens ont écrit à ce sujet n'était que de l'apologétique pure et simple et cite en passant « Le Matérialisme historique » de Boukharine comme le seul manuel sérieux de sociologie marxiste.

Rien d'étonnant à ce qu'un cabaret de jeunes que l'équipe de **Po Prostu** venait d'ouvrir à Varsovie, proclame triomphalement : « La pensée a devant elle un avenir colossal ». Le communisme était en train de redécouvrir son drapeau propre.

LA GESTION OUVRIERE DES ENTREPRISES

Inévitablement, la lutte contre la bureaucratie devait se déplacer du terrain de la politique et de la théorie au domaine crucial des entreprises, du contrôle sur l'appareil économique du pays. Dès avant le VIIe Plénum, les ouvriers de l'entreprise de construction « Varsovie-Nord » avaient spontanément pris l'initiative de créer un système d'auto-gestion, par lequel le conseil d'entreprise, élu au scrutin secret dirigeait l'entreprise ensemble avec un directeur nommé par le ministère, mais dont les décisions étaient soumises au veto du conseil. La délégation syndicale indépendante du conseil devait défendre les intérêts ouvriers contre les organismes de gestion, au cas où des points de friction apparaîtraient.

Avec l'appui de la tendance de gauche « libérale », le système d'auto-gestion, variant d'ailleurs quelque peu d'un cas à l'autre, s'étendit à plusieurs dizaines de grandes entreprises jusqu'au début du mois d'octobre. En même temps, une discussion de plus en plus passionnée se déroula dans le mouvement ouvrier et dans la presse du pays quant aux formes et à l'importance du mouvement d'auto-gestion dans les entreprises. Ainsi, le journal d'entreprise de l'usine d'automobiles Zeran (l'usine-pilote, le Renault du prolétariat polonais) déclarait ce qui suit :

« La démocratie ouvrière à l'entreprise a pour but de faire des ouvriers, par leur participation immédiate à la direction des entreprises, de véritables copropriétaires de celles-ci, qui sont vraiment intéressés à tous les aspects du sort de l'usine. C'est en même temps la seule garantie pour éviter des fautes et des déficiences, puisque la direction sera contrôlée par la masse des travailleurs ».

L'hebdomadaire **Po Prostu** qui reproduit dans son numéro du 30 septembre 1956 l'article du journal d'entreprise de Zeran souligne que ce projet, un des plus progressifs qui aient été élaborés, comporte des insuffisances, et notamment le droit de la cellule d'entreprise du parti d'exprimer un vote de méfiance envers le conseil de gestion et d'obliger celui-ci de se dissoudre et de passer ainsi automatiquement à des élections nouvelles bien entendu au scrutin secret. Toute intervention extérieure dans les affaires du conseil ouvrier serait une erreur, déclare **Po Prostu.** Le rôle dirigeant du parti est nécessaire, mais il doit s'exprimer par l'effort de convaincre la majorité des travailleurs de modifier la composition du conseil, non pas par des droits monopoleurs du comité du parti.

Et dans un passage magnifique, véritable profession de foi bolchevik-léniniste, le même article de Jerzy, Richard Turski et Vitold Wirpsza dans **Po Prostu** décrit à la fois l'importance historique et la dynamique révolutionnaire de ces premières expériences parties de la base :

« Tout cela dépasse évidemment le cadre purement économique. On ne peut même pas définir ces phénomènes comme « l'arrière-fond politique de mots d'ordre économiques », car il s'agit tout simplement de politique **pure, et non pas d'un aspect tactique mais d'un aspect** stratégique **qui concerne le problème politique décisif : Il s'agit du problème du pouvoir. La classe ouvrière, refoulée pendant l'ère stalinienne par l'appareil bureaucratique qui s'était aliéné de la société, exige maintenant une participation directe au pouvoir, y tend la main comme vers une chose qui lui appartient, et la prend en main comme elle le doit à sa destinée.**

Ces propositions, à première vue modestes, d'auto-gestion des entreprises, contiennent une formidable dynamique. Le fond de la question y est enfermé comme dans une semence, et celui qui ne comprend pas cela ne comprend pas la tendance d'évolution fondamentale de tout le pays.

Lorsque des éléments réactionnaires et bureaucratiques réussissent à arrêter ce processus dans une usine, une ville ou un district, la fermentation passe à une autre usine, une autre ville ou un autre district, JUSQU'A CE QUE TOUTES LES CHAINES BUREAUCRATIQUES AIENT

ECLATE ET QUE LA DECISION ET LE CONTROLE SUR TOUTES LES CHOSES DE DIRECTION D'ENTREPRISE SOIENT PASSES ENTRE LES MAINS DU PROLETARIAT ».

En fait, des délégations de l'usine de Zeran sont allées « débaucher » ainsi des dizaines d'entreprises, de conseils et de comités locaux du parti et des syndicats dans le pays, entraînant derrière elles un formidable mouvement de masse, une politisation de centaines de milliers de prolétaires d'avant-garde qui allait être fatale à la bureaucratie polonaise, et qui a porté un coup mortel à tout le pouvoir de la bureaucratie soviétique.

L'INTERVENTION DU KREMLIN

Avec la fin du procès de Poznan, avec la lancée du mouvement d'auto-gestion des collectifs ouvriers, le dénouement de la lutte de tendance approcha à grands pas. Le VIII[e] Plénum du Comité Central, convoqué pour le 19 octobre, devait se prononcer avant tout sur la réintégration de Gomulka dans le Bureau Politique. L'opposition était décidée à exiger la reconstruction du Bureau Politique dont la majorité stalinienne serait éliminée. Elle voulut transférer la charge de premier secrétaire du C.C. à Gomulka et éliminer tous les membres de la fraction de Natolin du Bureau politique.

Ayant employé toutes les ficelles pour se cramponner au pouvoir, les dirigeants de la tendance bureaucratique, en désespoir de cause, s'adressèrent au Kremlin en un ultime appel à l'aide. Refaisant le voyage en Russie qu'ils avaient déjà fait à plusieurs reprises, Mazur et Novak convainquirent sans doute toute la direction du parti soviétique qu'une intervention rapide et énergique était nécessaire pour éviter une défaite catastrophique. Le Kremlin décida de passer à l'action.

La première réaction fut un article de la **Pravda** du 20 octobre 1956. Utilisant les falsifications les plus grossières — Jerzy Putrament était représenté comme un révisionniste conscient du marxisme, alors qu'il avait reproché à Staline d'avoir revisé Marx — ainsi qu'un vocabulaire ordurier, l'écrivassier de la **Pravda** dénonça comme « articles ennemis et antisocialistes » deux articles parus dans la presse polonaise, l'article de S. Florvzak « Dialogue avec l'Occident » paru le même jour dans **Nova Kultura** et l'article de Jerzy Putrament : « Le Fond du Problème », publié la veille dans le quotidien « Zycie Warszawy » qui exigeait l'autogestion des entreprises (2). Dès le 21 octobre, « Tribuna Ludu » répondit comme il le fallait aux falsifications de la **Pravda**, réponse qui conclut par ses paroles significatives :

« Peut-être est-il difficile de changer des habitudes bien enracinées mais les méthodes nouvelles se fraieront un chemin, quelles que soient ces habitudes ».

Une semaine plus tard, **Nova Kultura** publia également une réponse énergique.

Mais au même moment où l'imprimerie de la Pravda commençait à imprimer ces calomnies, un avion à réaction transportait à Varsovie une délégation du Présidium du Comité Central du P.C. soviétique, dirigée par Khrouchtchev, Molotov, Kaganovitch, Mikoyan et le maréchal Koniev (les informations selon lesquelles le maréchal Joukov faisait également partie de la délégation ont été contredites), et accompagnée par un grand nombre de généraux soviétiques. Organisée dans le plus grand secret, l'arrivée de Khrouchtchev à Varsovie — le troisième voyage polonais des dirigeants soviétiques depuis le début de l'année — ne fut communiquée au Comité Central polonais que lorsque celui-ci avait déjà commencé sa session.

Khrouchtchev, après des insultes grossières à l'adresse de Gomulka, au cours desquelles les mots « traîtres » et « trahison » furent prononcés, exigea le maintien de ses amis fractionnels et avant tout du maréchal Rokossovski au Bureau Politique. Gomulka, élu premier secrétaire du C.C. avant la rencontre avec les Russes, y opposa une fin de non recevoir calme mais énergique. Des paroles et des insultes, Khrouchtchev passa aux menaces. Six mois à peine après avoir dénoncé, devant le XX[e] Congrès, les rodomontades de Staline à l'égard de Tito, il secoua à son tour son « petit doigt » et, comme son maître défunt, s'aperçut plein d'étonnement que rien ne se passa.

Mais les menaces ne furent pas seulement verbales. Ayant comme par hasard fait coïncider la date des manœuvres d'automne de l'armée polonaise avec la date de réunion du Comité Central, Roskossovski mettait en mouvement des divisions considérées comme sûres en direction de Varsovie. Les troupes soviétiques stationnées en Pologne et commandées par le maréchal Koniev quittèrent leurs quartiers dans la région de Lignica et se mirent également en mouvement. Les navires de guerre soviétiques apparurent brusquement devant les ports polonais de Gdansk et de Gdynia, y bloquant pratiquement tout trafic. La Pologne semblait au bord du conflit armé qui allait ensanglanter 4 jours plus tard la Hongrie.

(2) La fureur de « La Pravda » s'explique facilement. Putrament avait commis un crime de lèse-majesté. Il avait dénoncé le rôle de frein des forces productives joué par la bureaucratie non seulement en Pologne, mais encore en Union Soviétique.

LA REVOLUTION VICTORIEUSE

Alors se produisit un phénomène que le Kremlin n'avait pu prévoir, tant il est étranger à toute sa conception de la politique et de l'histoire. Avant même que des détachements de l'armée polonaise n'aient exprimé leur confiance dans le Comité Central polonais ou que la situation militaire se précisa, des millions de

prolétaires polonais se levèrent pour prendre en main et trancher le sort de la nation.

Dans la nuit du 19 au 20 octobre, les travailleurs de Varsovie occupèrent les usines, en partie spontanément, en partie à l'appel de l'opposition de gauche qui dirigea l'organisation locale du parti. Armés, préparés au pire, informés heure par heure par des estafettes qui firent la navette entre les usines et le siège du C.C. de ce qui se trama dans tout le pays, ils se réunirent en meetings permanents et exprimèrent leur revendication mille fois répétées et portées à la connaissance des dirigeants : NE FLANCHEZ PAS ; TENEZ BON ; DEFENDEZ LA DEUXIEME REVOLUTION.

Des meetings spontanés se déroulèrent dans tout le pays. A Poznan, sur une population de 300.000 personnes, plus de 100.000 se réunirent pour exiger l'arrêt des mouvements de troupe russes et exprimer leur confiance à Gomulka. Des meetings non moins impressionnants se déroulèrent à Lodz, Cracovie, Wroclav, Gdansk, en Silésie, et ailleurs. Confrontés avec cette expression unanime de la volonté de la classe ouvrière, les hésitants du « marais » du Comité Central bloquèrent en masse avec l'opposition. Le nouveau Bureau Politique élimina tous les staliniens à l'exception du président de la République Zavadski, qui passa d'ailleurs dans le camp des « libéraux ». Le contrôle sur l'armée et sur la police passa entre les mains d'amis de Gomulka. Les mouvements des troupes polonaises furent arrêtés. Les Russes se retirèrent. Leurs dirigeants repartirent à Moscou, Gomulka recevant bientôt par téléphone les plates excuses de Khrouchtchev.

Après le moment de tension suprême et d'attente nerveuse, la joie de tout un peuple se déchaîna dans des manifestations comme le pays n'en avait plus connu depuis les années 1920. Ce fut l'inoubliable meeting de Gomulka devant 300.000 prolétaires de Varsovie, ville héroïque et ville martyre qui, 12 années après sa magnifique Commune socialiste érigée en plein cœur de l'Europe nazie et lâchement trahie par Staline, vivait une journée de revanche qui est entrée dans l'histoire. Tous ceux qui ont pu suivre ce meeting à la télévision ou au cinéma y ont revu des images qui rappellent les images que nous transmettent les photos jaunies d'un autre Octobre dans une autre cité héroïque, dorénavant légendaire. Comme ils ont rappelé les légendaires meetings du Cirque Moderne, ces meetings des quatre journées glorieuses où l'on voit des grappes humaines s'accrocher aux piliers et pénétrer dans la salle jusque par les toits pour participer aux discussions.

Ce parallèle n'est par fortuit et il ne vient pas de nous. Octobre 1956 en Pologne, c'est la première victoire décisive d'une révolution politique contre la bureaucratie, c'est la continuation logique d'Octobre 1917, c'est la revanche éclatante du prolétariat révolutionnaire et des idées bolcheviks-léninistes sur 35 années de honte stalinienne. Et les participants à ces événements grandioses ont eu conscience de l'importance historique du moment, comme le prouve cet article que Victor Voroszylski a publié dans **Nova Kultura**, le 28 octobre, sous le titre significatif « Quatre Jours qui ont ébranlé la Pologne » :

« Ce furent des journées magnifiques. Lorsque nous étions les 18, 19, 20 et 21 octobre à Varsovie au milieu de milliers et de milliers d'ouvriers et d'étudiants, nous avons senti presque matériellement comment les nobles énergies de la société s'étaient libérées et comment cette force, capable d'actions formidables, croissait d'heure en heure. De nos propres yeux nous avons vu comment le profond sens politique du mouvement d'auto-gestion se manifestait... quel était le sens de la rebellion de la jeunesse, qu'on accusait hier encore de manque d'idées et d'amoralité... Après les années de terreur stalinienne, après les longs mois où on doutait de notre capacité à nous relever de notre chute, mois qui parurent des années — voilà que nous avons respiré, que nous avons enfin pu nous regrouper autour de quelque chose et de quelqu'un... Dans la situation politique et économique qui continue d'être difficile, nous ne croyons pas à la possibilité d'un miracle, nous ne sanctifions pas des noms, même s'ils méritent notre sympathie. Mais nous appuyerons cette direction et son programme dans le sentiment d'être pleinement responsable de ce qui se passe. Nous lui promettons une critique honnête et loyale, des discussions sérieuses, de la patience, du crédit et une aide.

Et ainsi commence le cinquième jour de la révolution, le jour de tous les jours ».

YOUGOSLAVIE ET POLOGNE

Le sens politique du changement de direction — Gomulka parlant au « peuple travailleur de la capitale » utilisa la formule : « Les hommes qui se sont compromis par leur incapacité ou par de graves erreurs ne peuvent demeurer à des postes responsables » — fut précisé dans le rapport que le premier secrétaire prononça au VIII[e] Plénum et qui fut transmis par la radio à toute la nation (de même que fut publié le procès-verbal des discussions du Plénum, à 300.000 exemplaires vendus en quelques heures ; de même fut promise la publication du procès-verbal des discussions du VII[e] Plénum).

Sur un grand nombre de questions : auto-gestion ouvrière dans les usines ; signification véritable des événements de Poznan ; priorité du relèvement de la production agricole et de biens de consommation dans le plan économique ; liberté de discussion et de critique dans le pays et le parti ; démocratisation du parti, de l'appareil d'Etat et des administrations locales, ce rapport n'exprima que ce que ressentaient et défendaient déjà les milliers de propagandistes de l'opposition communiste au cours des mois précédents.

Mais il trancha sur tout le passé des « démocraties populaires », surtout sur la pratique du P.C. yougoslave, par le sérieux et l'honnêteté surprenantes avec lesquels les difficultés économiques furent révélées au pays : chute catastrophique de la productivité du travail, chute catastrophique de la production agricole, gaspillage et gabegie de l'administration industrielle, mensonges des statistiques officielles — voilà ce que Gomulka n'hésita pas à révéler, voilà ce qui a contribué à l'extraordinaire accueil qu'il a reçu des masses polonaises. UNE PAROLE DE VERITE AMERE APRES DES ANNEES DE MENSONGES OFFICIELS fut une parole libératrice. Les travailleurs polonais l'ont ressenti ainsi, confirmant la règle de Lénine : « Exprimer ce qui est » et infligeant un démenti cinglant aux cabrioles prétendûment efficaces de la propagande stalinienne.

Dans ces traits fondamentaux, cette première phase victorieuse de la révolution polonaise représente historiquement un bond en avant par rapport à la révolution yougoslave qui l'a précédée et dans une certaine mesure rendue possible.

La révolution yougoslave s'était réalisée par en haut ; la révolution polonaise est réalisée par en bas. Sous la pression des masses, la direction du P.C.Y. toute entière se libéra de l'emprise du Kremlin ; sous l'action impétueuse des masses, la direction du P.C. polonais vola en éclats, une nouvelle direction se forgeant dans le feu de la lutte. S'étant opposée au Kremlin et ayant besoin de l'appui des masses, la direction du P.C.Y lança le mouvement d'auto-gestion des entreprises par en haut, dans une classe ouvrière encore sceptique et à moitié étourdie, économiquement faible et culturellement arriérée, dans un monde où les rapports de forces n'étaient pas encore fort favorables. S'élançant hardiment sur la route de la révolution politique, le prolétariat polonais, hautement qualifié et cultivé, posa lui-même de juin à octobre 1956 et par en bas la question du contrôle des moyens de production et de la vie politique, et se choisit des dirigeants qui voulaient bien coordonner cette poussée irrésistible.

Les dirigeants yougoslaves qui, à aucun moment, ne furent débordés par les masses, défendirent le monopole de leur pouvoir politique qui resta en grande partie à base bureaucratique et ne permirent pas une véritable démocratisation politique du régime. La révolution polonaise ne s'arrête devant aucune barrière, balaye les directions en place, ne laisse subsister aucun des 120 membres du Conseil Central des Syndicats ; elle s'attaquera demain au Parlement et sans doute au Comité Central, et soumettra toutes les activités sociales à une critique publique, impitoyable et généreuse à la fois, comme seuls savent l'être des prolétaires victorieux.

Sans doute la direction actuelle du P.C. polonais n'est-elle pas encore définitive. Sans doute la partie de cette direction qui conserve de puissantes attaches avec la bureaucratie cherchera-t-elle à freiner ou à arrêter le processus avant qu'il n'arrive à sa phase ultime. Mais la puissance du mouvement est devenue irrésistible. La démocratie socialiste aura encore des batailles à livrer en Pologne. Mais la bataille principale, celle qui a permis à des millions de prolétaires de s'identifier à nouveau avec l'Etat ouvrier, est déjà gagnée.

Comme toute véritable révolution populaire, la révolution politique en Pologne a été profondément nationale, résolvant des tâches ressenties comme brûlantes par toute la nation. En conquérant le pouvoir des ouvriers dans les usines et la démocratie dans l'Etat, le prolétariat polonais conquiert en passant l'indépendance et la souveraineté nationales par rapport à la bureaucratie soviétique. Mais comme toute véritable révolution prolétarienne, la révolution politique en Pologne n'a pas débordé dans le nationalisme, dans le chauvinisme. Les manifestations des classes adverses, inévitables dans les phases initiales de la révolution politique et d'autant plus violentes que le régime bureaucratique avait introduit les formes les plus odieuses d'oppression et de dégradation nationales dans les relations entre Etats ouvriers, ont été limitées à l'extrême. Le parti tout entier s'est dressé contre le chauvinisme au moment même où éclatait la fierté nationale. C'est un élément de plus qui parle en faveur de la Pologne socialiste et qui différencie son progrès de celui, plus limité, de la révolution yougoslave.

Les tests sur les progrès que doit encore accomplir la révolution politique en Pologne sont multiples et variés. La liberté de tendance dans le Parti doit être consacrée par les statuts. La liberté de presse, de propagande et d'organisation doit s'étendre à toutes les tendances du mouvement ouvrier. La liberté de critique envers le gouvernement doit être maintenue comme elle s'est déjà manifestée à l'occasion de l'attitude fort prudente de Gomulka envers la révolution hongroise. L'attitude des communistes polonais envers le mouvement ouvrier international, et envers son avant-garde révolutionnaire, sera un test non moins décisif, comme ce fut le cas pour le P.C.Y. Mais sur tous ces plans, les atouts que possède aujourd'hui la révolution sont infiniment plus nombreux qu'en 1948 ou en 1950.

Plus encore qu'autour du XX[e] Congrès, le mouvement communiste international s'est regroupé et différencié autour de la révolution politique polonaise. Aux hésitations, au malaise, voire à l'hostilité ouverte des bureaucrates du P.C. soviétique, du P.C.F., du P.C. tchèque et allemand, fait face l'approbation des P.C. chinois, yougoslave, américain, norvégien et en partie italien. Partout les masses communistes sont enthousiasmées par l'exemple polonais. Raisonnant en véritable charcutier, Khrouchtchev a interdit aux Polonais de vendre leur « saucisson », leur forme « particulière » de socialisme aux pays voisins. Misérable métaphore d'un bureaucrate suffisant, pourtant si impuissant devant l'histoire qui se dresse devant lui, menaçante, de toute sa hauteur ! La « marchandise » polonaise sera vendue et revendue aux communistes et

travailleurs du monde entier, et la IV[e] Internationale ne sera pas la moindre des forces qui s'y emploiera. Et les idées de Léon Trotsky, qui ont connu un premier triomphe historique dans les journées d'octobre 1917, peuvent dorénavant se cristalliser autour d'une victoire prolétarienne qu'aucune force au monde ne pourra plus effacer : Octobre 1956, l'avance intrépide des prolétaires polonais vers la démocratie socialiste qui conquerra demain le monde.

II. - Défaites et victoires en Hongrie.

« Le mouvement exprime la revendication de nos ouvriers de devenir les véritables maîtres de leurs usines ».

(« **Szabad Nep** », 28 octobre 1956).

REVOLUTION HONGROISE ET REVOLUTION POLONAISE

La révolution politique qui ébranle depuis un mois la Hongrie a connu un déroulement plus spasmodique et plus inégal que la révolution politique en Pologne. Elle n'a pas, comme celle-ci, volé de victoire en victoire. Son cours est interrompu par de sanglantes défaites et, au moment où nous écrivons, il n'est pas encore possible de lui prédire une victoire finale proche ou facile.

C'est que, contrairement à ce qui s'est passé en Pologne, la révolution hongroise a été une explosion élémentaire et spontanée. L'interaction subtile entre les facteurs objectifs et subjectifs, entre l'initiative des masses et la construction d'une direction nouvelle, entre la pression d'en bas et la cristallisation d'une fraction d'opposition en haut, au sommet du parti communiste, interaction qui a rendu possible la victoire polonaise, a fait défaut en Hongrie.

Par compensation, et précisément parce qu'elle était complètement spontanée, la révolution hongroise a permis le développement le plus large et le plus étonnant de cette initiative des masses qui a été presque absente dans la Yougoslavie de 1948-1950 et qui n'a dominé que partiellement la Pologne de février à octobre 1956. La réapparition des **soviets d'ouvriers, d'étudiants et de soldats** en tant qu'organes spécifiques d'organisation et de pouvoir révolutionnaires a infligé un démenti catégorique à tous les sceptiques qui voyaient déjà le prolétariat mondial atteint d'on ne sait quelle tare congénitale.

Parce que la révolution hongroise a permis le développement plein et entier de toutes les contradictions qui sont en puissance inhérentes à toute révolution politique contre la bureaucratie, elle permet, pour la première fois, l'étude précise de cette dialectique nouvelle sur laquelle auront à se pencher les marxistes de notre époque.

« En présence d'une pression énergique des masses la différenciation sociale des fonctionnaires étant donnée, la résistance des dirigeants peut être beaucoup plus faible qu'elle ne paraît devoir l'être. Sans doute ne peut-on que se livrer, à ce propos, à des conjectures. Quoi qu'il en soit, la bureaucratie ne pourra être écartée que révolutionnairement et ce sera, comme toujours, avec d'autant moins de sacrifices qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment ».

Ces prévisions de Trotsky (**La Révolution Trahie**, p. 323), formulées il y a vingt ans, ajoutent un autre élément-clé à l'analyse de la différence entre l'évolution polonaise et hongroise. Les hésitations des dirigeants du P.C. hongrois, les résistances provocatrices des uns, le manque d'énergie des autres, ont certes contribué à transformer un mouvement qui fut d'abord parallèle à celui de la Pologne en une révolution qui déborda ensuite toute direction préétablie. Même si une telle direction faisait défaut au sein des masses, sans doute des réactions plus intelligentes de la part des dirigeants de la bureaucratie auraient-elles pu donner une tournure différente aux événements. Mais il est vain d'épiloguer à ce sujet. Les réactions de la bureaucratie soviétique ont été déterminées, au moment décisif, par des **réflexes paniques d'auto-défense devant la montée des masses.** Novak, Mazur, Rokossovski, voire Khrouchtchev, n'ont-ils pas commencé par réagir de la même façon en Pologne ?

N'oublions pas enfin de tenir compte des différences objectives entre les deux pays, mais gardons-nous d'exagérer ces différences. On a dit que la Pologne était plus industrialisée que la Hongrie ; il n'en est rien. En fait, les salariés occupent dans la population des deux pays une proportion presque égale, et la part de l'industrie dans le revenu national est équivalente. Tout au plus peut-on dire que le prolétariat polonais possède un noyau plus ancien, des expériences révolutionnaires et une tradition marxiste infiniment plus larges, et des cadres ouvriers beaucoup plus nombreux. Mais nous voici revenus au domaine du facteur subjectif et ce n'est pas la moindre des thèses confirmées par la révolution hongroise que celle qui souligne, une fois de plus, l'importance décisive de la direction consciente pour la marche harmonieuse et l'aboutissement victorieux d'une révolution moderne.

LA « FAUSSE ALERTE » DE 1953

Les racines profondes du déroulement plus dramatique et plus contradictoire de la révolution hongroise plongent sans doute dans cette « fausse alerte » de 1953 qui, après la promesse d'un changement radical, fit retomber le parti et le pays dans les pires excès de la dictature stalinienne, attisant, décuplant la haine des masses pour la bureaucratie. Nous avions, à l'époque, retracé les étapes principales de cette « fausse alerte ». Au lendemain de la mort de Staline, un puissant vent de critique déferla sur la Hongrie. Il porta au pouvoir Imre Nagy, vieux communiste, issu de souche paysanne, auteur de la réforme agraire de 1945 et qui, de ce fait, seul parmi tous les dirigeants discrédités du P. C., avait conservé une certaine base populaire. Suivant et accentuant le « cours Malenkov » d'amélioration du niveau de vie des masses, il dépassa bientôt l'exemple soviétique. Il formula des thèses audacieuses, maint la « priorité absolue » revenant au développement de l'industrie lourde, affirmant tout haut que seule l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs pouvait être un critère de succès économique.

Ce ton nouveau réveilla et secoua le prolétariat. Nagy vit sa popularité croître rapidement. Mais la bureaucratie, conservant toute sa force parce que Nagy ne pensa guère faire, par dessus de sa tête, un appel direct aux masses, se prépara à une riposte farouche. Dès la chute de Malenkov elle sentit son heure venue. Nagy fut renversé, exclu du Comité Central, puis chassé du parti.

De même que Gomulka, il refusa avec ténacité tout aveu d'erreur, toute autocritique byzantine. Avec son obstination bornée, la bureaucratie continuera à exiger de lui une telle autocritique jusqu'au 23 septembre 1956, un mois à peine avant l'éclatement de la révolution qui devait ramener Nagy au pouvoir. Son courage, s'ajoutant à une plate-forme de toute évidence populaire, fit de lui un symbole et un point de ralliement des forces oppositionnelles dans le parti et dans le pays. Mais son exclusion du parti, intervenant 18 mois avant l'éclatement de la révolution, au moment où la réintégration de Gomulka était déjà débattue dans le parti polonais, empêcha la constitution d'une opposition semi-légale à l'intérieur du parti. Celle-ci se constituera à la lisière du parti et même du mouvement ouvrier, dans le Cercle Petœfi, dans les groupements d'intellectuels et d'étudiants, alors qu'en Pologne c'est à la direction même du parti et dans tous les organismes du mouvement ouvrier que l'opposition se regroupait. Nous voilà près d'une des causes fondamentales qui expliquent l'insuffisance du facteur subjectif dans la révolution hongroise. Si à un moment de la révolution il y eut effectivement un danger réactionnaire, c'est le prix amer que le prolétariat hongrois doit payer pour les crimes de la dictature stalinienne, avant tout pour l'absence de toute opposition ouvrière légale.

Ayant goûté pendant plus d'un an au pain blanc de Nagy, le peuple ne supporta plus le retour brutal au pain bis de Rakosi. L'opposition se manifesta partout, parmi les ouvriers, les intellectuels, les paysans, les jeunes. L'appareil stalinien fut plus isolé que jamais dans le passé. Des grèves perlées, des discussions violentes semi-publiques, éclatèrent dès avant le XX[e] Congrès. Le mot d'ordre central — qui reste jusqu'au jour présent le mot d'ordre politique n° 1 du prolétariat hongrois — fut le retour au pouvoir d'Imre Nagy. Nagy lui-même se tint d'abord dans une prudente expectative, puis s'enhardit à organiser une tendance. Ses amis dominèrent le Cercle Petœfi. Lors des secondes « funérailles » de Laszlo Rajk, il se sépara de l'énorme foule des manifestants pour venir embrasser Giulia Rajk. Sans doute participa-t-il d'une façon active même à la préparation des manifestations du 23 octobre. N'empêche qu'il ne réussit pas du dehors à réaliser ce que l'opposition de gauche du P.C. polonais acheva du dedans : la construction d'une fraction nationale couvrant les principales régions et usines du pays, capable, comme direction de rechange, de prendre la tête du mouvement de masse.

DU XX[e] CONGRES AU 23 OCTOBRE

Si, au lendemain du XX[e] Congrès, les débats dans le Cercle Petœfi et les discussions à l'Association des Ecrivains, interrompus souvent d'ailleurs par la répression de l'appareil rakosiste, qui fit exclure du parti jusqu'à la dernière minute des porte-paroles de l'opposition, cristallisèrent l'intérêt politique croissant des masses, des manifestations ouvrières, véritables signaux d'alarmes, se produisirent dès le mois de mai, comme celles des mineurs de Komlo, du 27 mai dernier. Contrairement à la révolte de Poznan, ces manifestations n'avaient cependant pas une ampleur suffisante pour réveiller tout le parti et l'avant-garde ouvrière, pour leur montrer qu'il était moins cinq et qu'il fallait transformer tout de suite, le régime politique afin de sauver les bases de départ du socialisme en Hongrie.

Les éléments les plus conscients comprirent ce qui se préparait. Dès le 14 juin, le philosophe marxiste bien connu Georges Lukacz avait fait l'amère analyse suivante dans le club Petœfi, analyse confirmée par les événements ultérieurs :

« **Quelle est la situation du marxisme dans la Hongrie d'aujourd'hui ? Je crains qu'aux yeux de l'opinion publique, il n'a jamais connu une situation aussi mauvaise. A l'époque de Horthy... notre intelligentsia se comporta envers le marxisme avec une certaine réserve mais en même temps avec une estime clairement visible. Les sept ou huit dernières années ont suffi pour détruire complètement cette attitude** ».

(« **Magyar Nemzet** » 17 juin 1956).

Et le grand écrivain Tibor Dery réclama au même forum dès le 27 juin 1956 une « nouvelle révolution » ce qui lui valut dans **Szabad Nep** du 1[er] juillet 1956 une attaque virulente sous la plume de Rakosi qui l'accusa de vouloir préparer une révolution... contre le socialisme. Comme si l'exemple polonais n'avait pas démontré que le socialisme ne peut être sauvé devant le mécontentement de tout un peuple qu'à la condition que l'avant-garde révolutionnaire prenne hardiment elle-même la tête de la lutte pour la démocratie ouvrière pour le renversement de la dictature bureaucratique !

Mais les chefs staliniens hongrois furent aveugles, sourds et muets (sauf en insultes et calomnies envers l'opposition communiste). Rakosi fut maintenu à la tête du parti jusqu'au 18 juillet. Même après sa chute Nagy ne fut réintégré qu'au parti, pas au Comité Central ou au Bureau Politique. Pis encore, Rakosi fut remplacé par son second et en quelque sorte son âme damnée, l'archi-stalinien Ernest Gerœ, chef du Guépéou à Barcelone où il avait organisé en 1937 quelques-uns des crimes les plus épouvantables contre la révolution et les révolutionnaires. En quelques mois de temps, Gerœ allait réussir à se faire haïr davantage par les masses hongroises que Rakosi ne l'avait été pendant huit ans.

Stimulée par le mécontentement généralisé dans le pays, encouragée par les vagues montantes de la révolution polonaise — la solidarité révolution hungaro-polonaise étant une tradition établie depuis 1848 — l'opposition cristallisée autour du Cercle Petœfi ne désarma plus. Le 18 septembre, le Congrès de l'Association des Ecrivains hongrois réclama le retour au pouvoir de Nagy. Le 6 octobre, devant les 200.000 manifestants des « secondes funérailles » de Rajk, le premier-ministre adjoint Antal Apro dut déclarer :

« **Ces funérailles sont le dernier pas vers la réhabilitation (de Rajk et de ses compagnons d'infortune), qui nous a été imposée par la volonté du peuple** ».

Il fallait être un bureaucrate borné et ignorant comme Gerœ pour ne pas comprendre ce signe du temps !

Le 12 octobre, les étudiants décident de quitter la Jeunesse Populaire stalinienne et de constituer leur propre organisation de jeunesse. Quelques jours plus tard, les étudiants de plusieurs Universités de province, dont celle de Debreczen, formulent un programme de revendications demandant le retour au pouvoir d'Imre Nagy, une démocratisation du parti et de l'Etat, le droit de grève, etc. Le 21 octobre, dans un meeting des étudiants de la Faculté Polytechnique de Budapest, ce programme est adopté et précisé. Le même jour, l'écrivain communiste Giulia Hay, qui avait joué un rôle de premier plan dans le Congrès des écrivains du mois précédent, prend la parole dans un meeting enthousiaste, à Gyor, pour populariser le même programme. Le 22, un nouveau meeting se tient à la Faculté des Sciences Economiques de Budapest en faveur de la même plate-forme en présence de milliers d'étudiants.

Entre temps, les nouvelles de la lutte en Pologne avaient électrisé l'opinion hongroise. La presse appuya Gomulka dès le 22 octobre. Les étudiants demandèrent l'autorisation d'organiser une manifestation de solidarité avec la Pologne pour le 23 octobre. La manifestation, d'abord interdite à midi, fut finalement autorisée à 3 heures de l'après-midi, alors qu'elle s'était déjà ébranlée. Elle allait devenir le début de la révolution hongroise.

LA PREMIERE PHASE DE LA REVOLUTION : LUTTE UNANIME CONTRE LA DICTATURE BUREAUCRATIQUE

A la manifestation participèrent d'abord quelque 10.000 étudiants. Mais bientôt les étudiants ne furent plus seuls. Deux jours auparavant, le tourneur Paul Lazlo des usines Czepel (sidérurgie-métallurgie), l'usine-pilote de Hongrie, avait déclaré à l'organe des Jeunesses Populaires hongroises « Irodalmi Vijzal » :

« **Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas encore parlé. Les temps tragiques que nous avons vécus nous ont enseigné de nous taire et de marcher sous un fardeau de plomb. Mais soyez tranquilles, nous parlerons. Nous voulons savoir la vérité. Nous avons soif de vérité, non de sang** ».

Les ouvriers parlèrent en effet. Dès la sortie des usines et des ateliers, de cinq à six heures de l'après-midi, des milliers et des milliers d'ouvriers et d'employés rejoignirent la manifestation des étudiants qui devint bientôt un cortège de près de 200.000 personnes (Szabad Nep, 28 octobre 1956). Plus de 800 officiers de l'armée, ainsi que tous les cadets de l'Académie militaire, marchèrent dans le cortège. Devant la statue du général Bem, héros polonais de la révolution hongroise de 1848, Veres, président de l'Association des Ecrivains, formula les sept revendications suivantes :

1. — Une politique nationale et indépendante, basée sur les désirs du peuple et les principes léninistes.
2. — Examen de tous les traités et accords commerciaux qui avaient ébranlé l'amitié entre les peuples.
3. — Amitié réelle et véritable avec l'Union soviétique, mais basée sur les principes léninistes d'indépendance et d'égalité.
4. — Les usines doivent être dirigées par les ouvriers et les techniciens. Les salaires et normes doivent être revus.
5. — Liberté pour les paysans, appar-

tenance aux coopératives agricoles seulement d'après la libre décision des paysans eux-mêmes. Abolition progressive des fournitures obligatoires à l'Etat.

6. — Changement de la direction du parti et de l'Etat afin de garantir un système de production socialiste libre. Elimination de la clique de Rakosi. Nomination à un poste de direction adéquat d'Imre Nagy et de tous ceux qui ont combattu pour la démocratie socialiste.

7. — Rôle politique majeur pour le Front Patriotique Populaire et élections libres et secrètes pour le Parlement et les autres organes de gouvernement ».

(**Manchester Guardian**, 26 octobre).

Alors que la manifestation, s'amplifiant sans cesse, se réunit à la statue de Petœfi et au Parlement, Gerœ à peine rentré de Belgrade, prononça à 20 heures un discours ahurissant et provocateur. Tout en reconnaissant que le régime avait commis « quelques erreurs », il accusa les manifestants d'être des « chauvins » et des « contre-révolutionnaires » qui « calomniaient l'Union soviétique ». Il les menaça d'une répression sévère s'ils ne rentraient pas immédiatement à la maison. Ce discours transforma une manifestation jusque là paisible en début de révolte. Une partie des manifestants alla renverser la statue de Staline. Une autre partie se rendit au bâtiment de la Radio d'Etat et réclama l'accès des studios pour communiquer au pays les véritables objectifs de la manifestation. Une mêlée confuse s'en suivit, pendant laquelle les provocateurs de Gerœ, semés dans la foule, ainsi que des cars de police secrète amenés en hâte, tirèrent dans le dos des manifestants. Cette nouvelle provocation transforma la révolte en révolution.

Des groupes de manifestants se répandirent dans toute la ville ; bientôt le bruit que des étudiants avaient été tués par l'A.V.O. (police d'Etat) fut connu de tous. Des soldats de l'Armée populaire passèrent très vite leurs armes aux manifestants. Des groupes de combat surgirent un peu partout. Au cours de la nuit, les combats se généralisèrent. A 3 heures du matin, le gouvernement proclama l'état de siège. A 5 heures, il ordonna à tous les citoyens de Budapest de ne plus quitter leurs maisons (**Times**, 25 octobre). Mais la police était débordée et l'armée ne voulait plus intervenir. Gerœ ne vit d'autre issue que d'appeler à l'aide l'armée soviétique, dont l'intervention fut annoncée dès 8 heures du matin, le 24 octobre.

Entre temps, Nagy avait été appelé à assumer le poste de premier ministre et la direction du parti fut changée par l'élimination de la plupart des staliniens ; Gerœ resta cependant en place. Il présenta les choses comme si c'était ce nouveau gouvernement Nagy qui avait demandé l'intervention soviétique. Nagy a nié cette version le 6 octobre, parlant devant la Radio hongroise. Quoiqu'il en soit, l'intervention soviétique, loin d'écraser la révolution, la généralisa. Il n'y avait, à ce moment, que quelques divisions soviétiques en Hongrie. Au fur et à mesure que la lutte militaire s'étendit et que des formations entières de l'armée hongroise se joignirent à la révolution, l'armée soviétique, d'assiégeant de Budapest, fut bientôt assiégée. Le 27 octobre, toute l'armée hongroise passa dans les rangs de la révolution. Lorsque le 28 octobre Nagy capitula devant les forces révolutionnaires, celles-ci étaient sur le point de remporter une victoire militaire décisive.

En province, la révolution éclata un peu partout le 24 octobre, dès que furent connues les nouvelles de Budapest, surtout l'intervention de l'armée soviétique. Dans la plupart des villes les ouvriers constituèrent des **conseils d'ouvriers** dans les usines et des **conseils centraux** dans les localités, qui saisirent tout le pouvoir local, sans coup férir. Dans de nombreux endroits, des communistes oppositionnels se trouvèrent à la tête de ces conseils ; ce fut le même cas avec le conseil des villages, où régna un calme étonnant. La paysannerie hongroise n'a que peu bougé dans la révolution, connaissant en général une situation meilleure qu'avant la guerre et ne désirant que la suppression des kolkhoz, ce qui fut vite réalisé. (Marosan, pantin de Kadar, l'admet lui-même dans **L'Humanité** du 26 novembre). Les trois-quarts des paysans hongrois étaient encore des propriétaires et des producteurs indépendants au moment de la révolution, ce qui explique leur peu de passion révolutionnaire.

En général, ces conseils se placèrent nettement sur le plan de la **démocratie socialiste.** Le « conseil révolutionnaire de Miskolc » formula le 27 octobre les revendications suivantes :

1. — Edification d'une Hongrie libre, souveraine, indépendante, démocratique et socialiste.

2. — Elections libres au suffrage universel.

3. — Evacuation immédiate des troupes soviétiques.

4. — Elaboration d'une nouvelle Constitution, garantissant le droit de grève.

5. — Suppression de l'A.V.O.

6. — Amnistie totale pour tous les insurgés, et procès de Gerœ et de ses complices.

Le conseil national de Gyœr est dirigé par le communiste Szigety. Le conseil « socialiste révolutionnaire » de Debreczen épure l'administration de tous les éléments staliniens et maintient les communistes « nagystes » au pouvoir. Szeged est dirigé par un conseil ouvrier. Les mineurs de Tatabanya dirigent la ville. Les syndicats reconstitués réclament l'établissement d'un « maximum » de salaires de 3.500 forints et la gestion des usines par les conseils ouvriers (« **Nepszava** » 26 octobre 1956). Si certains conseils, comme celui de Miskolc et de Pecs, semblent plus tard évoluer à droite, ce n'est pas parce que des « réactionnaires » ou même des « fascistes » se substituent aux communistes nagystes, c'est parce que les dirigeants sociaux-démocrates traditionnels de ces centres ouvriers sont placés à la tête des comités par les ouvriers.

Jusqu'à ce point, la revolution a traversé son premier stade unanime, généreux, rayonnant, malgré les sacrifices terribles de la répression exercée par les armes lourdes soviétiques. Elle reste toute entière dans le cadre de la démocratie socialiste. Le nouveau gouvernement Nagy, constitué le 27 octobre, inclut outre une majorité de communistes oppositionnels, quelques survivants staliniens et quelques représentants du parti des petits propriétaires qui se hâtent d'ailleurs de déclarer qu'ils se placent sur le terrain de la socialisation des moyens de production. Un cessez-le-feu est proclamé. La révolution sera-t-elle victorieuse ?

LA DEUXIEME PHASE DE LA REVOLUTION : DIFFERENCIATION SOCIALE PARMI LES REVOLUTIONNAIRES

L'intervention militaire soviétique a réveillé des rancœurs terribles. Le maintien au pouvoir de Gerœ (qui reste premier secrétaire du C.C. jusqu'au 25 octobre) ; les hésitations de Nagy qui ne cède aux revendications socialistes et démocratiques qu'à partir du 26 ; la composition du nouveau gouvernement dont sont absents les représentants des combattants ouvriers — tout cela accroît fortement la méfiance des masses et fait raidir les conseils qui contrôlent pratiquement la province.

Le président social-démocrate du conseil de Miskolc prend l'avion et se rend à Budapest pour avertir Nagy que, s'il ne réclame pas le retrait des troupes soviétiques, ce conseil ne reconnaîtra plus l'autorité du gouvernement central. Les conseils en Hongrie occidentale commencent à se fédérer et menacent de constituer un contre-gouvernement. Alors Nagy, débordé de tout côté, sans appui réel, cède complètement et sans discrimination devant la révolution. Le 29 octobre, on annonce le retrait des troupes soviétiques de Budapest, et les combats cessent. Le gouvernement s'identifie avec la révolution et, le 29 octobre, **Szabad Nep** attaque la **Pravda** qui a appelé l'insurrection du 23 octobre un mouvement fasciste contre-révolutionnaire. Le lendemain, les « partis de 1945 » (pas des partis contre-révolutionnaires, mais les partis petits bourgeois avec lesquels le P.C. avait constitué une coalition pour gouverner le pays entre 1945 et 1948) réapparaissent. Les sociaux-démocrates semblent jouir de la confiance des ouvriers. Nagy constitue une garde ouvrière pour défendre les entreprises. La **Pravda** du 30 octobre et le maréchal Joukov lui-même y voient la meilleure garantie du socialisme en Hongrie. Le même jour, le 30 octobre, un nouveau gouvernement est constitué dont font partie les partis reconstitués. Le lendemain Nagy prend position en faveur de la neutralité hongroise et de l'abandon du pacte de Varsovie.

A Budapest, le changement des rapports de forces représente une revanche du peuple opprimé et insulté par la police secrète. Son siège est pris d'assaut par les masses qui se vengent en tuant beaucoup de tortionnaires. Le local du P.C. de Buda est pris d'assaut, non par des contre-révolutionnaires comme l'a affirmé la presse stalinienne, mais par les ouvriers des usines Czepel eux-mêmes L'A.V.O. s'adresse à l'Association des Ecrivains hongrois pour demander la protection de la vie de ses membres ; celle-ci accepte (**New-York Times**, 31 octobre). La « terreur blanche » (c'est ainsi que la presse stalinienne appelle la vengeance des masses contre les bourreaux de la police qui les ont persécutées pendant 8 ans) ne s'étend cependant pas. L'armée révolutionnaire, aidée par des gardes nationaux constitués par des ouvriers et des étudiants, rétablit l'ordre (**New-York Times**, 1er novembre). Le calme et l'espoir reviennent, un calme avant la tempête.

La différenciation sociale et politique se généralise. Partout, la réaction profite de la liberté politique reconquise. Le cardinal Mindszenty, libéré de prison, annonce la constitution d'un parti social-chrétien. En province, des éléments de droite prennent en main l'administration de certaines municipalités. Par ailleurs, les conseils ouvriers s'établissent dans toutes les usines, et le P.C. « nagyste » ainsi que le P.S. précisent leur position en faveur de la socialisation des moyens de production. Le premier numéro du journal social-démocrate contient l'appel suivant :

« **Libérés d'une prison, ne permettez pas que le pays devienne une prison d'une autre couleur. Gardons les usines, les mines et la terre, qui doivent rester entre les mains du peuple** ».

(**New Statesman and Nation**, 17 nov.)

Le 28 octobre, Szigati, président communiste du conseil national de Gyœr, avait fait la déclaration suivante à la Radio :

« **Des éléments douteux, de tendance fasciste et contre-révolutionnaire, s'étaient mêlés aux insurgés. Nous ne voulons pas que revienne l'ancien système capitaliste : nous désirons une Hongrie indépendante et socialiste** ».

Dudas, président du comité révolutionnaire de Budapest, pose comme première revendication de l'insurrection le maintien de la socialisation des moyens de production. Il rédigea plusieurs articles à ce sujet dans le Bulletin de ce comité. L'appel du premier ministre du 28 avait caractérisé le nouveau gouvernement comme étant « placé sous le signe de l'union nationale, et de l'indépendance, du socialisme qui sera la véritable expression du peuple ». La proclamation du 30 octobre annonçant la constitution du dernier gouvernement Nagy, ne différa guère de celle du 28 au sujet du socialisme. Le 3 novembre, les représentants des quatre partis se sont une dernière fois prononcés en faveur de la socialisation.

Certes, on peut estimer que les concessions de Nagy « allaient trop loin »; que la dénonciation du pacte de Varsovie était une « maladresse »; que l'appel à l'O.N.U. (lancé devant la menace imminente de l'intervention soviétique) était une mesure inadmissible pour un communiste; que la vengeance populaire coûtant la vie à des centaines d'agents de l'A.V.O. fournit un prétexte à l'action du Kremlin du 4 novembre. Mais toutes ces affirmations se heurtent au fait qu'une révolution populaire et tumultueuse, qui échappe pour le moment à toute direction organisée, ne peut guère apprendre à obéir ni à croire sur parole. Les masses étaient méfiantes; l'armée soviétique venait de leur imposer une saignée terrible; elles n'en voulaient plus dans le pays. Il n'y avait qu'un seul moyen pour « éviter » les erreurs énumérées : essayer d'organiser la **répression** du mouvement révolutionnaire. C'est tout à l'honneur de Nagy qu'il ne voyait pas son devoir dans la destruction de la révolution mais dans la tentative d'en conquérir la direction, en s'identifiant avec elle.

REVOLUTION POLITIQUE ET MENACE DE CONTRE-REVOLUTION SOCIALE

Sa véritable erreur est ailleurs. Voyant l'apparition des forces réactionnaires, il aurait dû s'appuyer avec plus de franchise et de sens tactique **sur les seuls éléments populaires**, ouvriers et paysans. Au lieu de se laisser prendre à son tour dans un verbiage creux sur « l'unité nationale » et la « démocratie », il aurait dû organiser tout de suite la démocratie socialiste : convoquer par tous les moyens à Budapest un Congrès National des Conseils Ouvriers et en faire la base légitime de son pouvoir. Opposant ainsi un **pouvoir démocratique et ouvrier établi** aux illusions et rêves parlementaires d'aucuns, il aurait pu préciser : élections libres avec la participation de tous les partis ? Oui, **élections pour des conseils d'ouvriers et de paysans pauvres, avec la participation de tous les partis qui reconnaissent la socialisation des moyens de production et d'échange.** Il aurait ainsi rendu l'intervention soviétique politiquement plus difficile et le jeu de la réaction infiniment plus compliqué.

Certes, une telle politique n'aurait pas été acceptable pour tous ceux qui participaient à la révolution. Celle-ci était précisément caractérisée par le fait que **toutes** les couches de la population y avaient pris part. Mais en se prononçant carrément pour la dissolution des coopératives agricoles (sauf celles auxquelles les paysans avaient librement adhéré), l'alliance entre les ouvriers et les paysans aurait pu être rétablie. Les paysans craignaient le retour des seigneurs autant que les ouvriers celui des capitalistes. Une épreuve de force ultérieure entre les ouvriers et la réaction n'aurait pu que tourner en faveur du prolétariat. Et puis, si jamais cette épreuve tournait mal, une intervention de l'armée soviétique, qui entourait de toute part le pays, restait toujours possible. Mais quelle différence entre une intervention russe demandée par les ouvriers hongrois en lutte contre la réaction, et une intervention contre l'ensemble du peuple qui résiste farouchement !

Des sycophantes ont voulu battre en brèche ce raisonnement en affirmant que l'armée soviétique était intervenue « au moment où la Hongrie était redevenue une démocratie bourgeoise ». La bonne affaire : comme si la nature sociale d'un Etat dépend de l'origine de ses ministres ! Derrière le radicalisme apparent de la pensée se cachent les préjugés petits bourgeois les plus vulgaires.

Pas plus qu'un Etat ne devient socialiste au moment où les sociaux-démocrates gouvernent sans toucher à la propriété privée, un Etat ne redevient bourgeois du seul fait que quelques ministres (petits-bourgeois) font partie du gouvernement. Pour que la « démocratie bourgeoise » triomphe en Hongrie, il fallait une broutille : enlever aux ouvriers armés et en pleine montée révolutionnaire leurs usines, leurs mines, leurs chemins de fer et leurs banques, afin de les rendre aux anciens propriétaires. C'est insulter le prolétariat hongrois que d'affirmer que cela aurait pu se réaliser sans coup férir, « comme résultat d'élections libres ». C'est l'insulter doublement que d'affirmer, comme fait le journal de Brandler, « que l'armée russe était devenue la seule garantie de l'économie socialiste ».

En réalité, le danger d'une restauration du capitalisme ne fut ni réel ni imminent. Cet argument est aussi mensonger et calomniateur que les calomnies plus grossières des staliniens, affirmant froidement que le peuple ouvrier, tout entier soulevé, était composé de fascistes et de horthystes, ou qu'une décade de démocratie populaire avait suffi pour permettre aux fascistes de « tromper les ouvriers ». L'intervention du Kremlin n'a été causée fondamentalement ni par ce « danger » ni par des considérations stratégiques qui ont, dans la meilleure des hypothèses, joué un rôle secondaire.

Elle s'explique par la panique qui s'empara du Kremlin **quant au sort de tout le « glacis » soviétique.** Car des soviets à Budapest et à Debreczen, et un pouvoir ouvrier démocratique établi dans ces villes, ce serait, à brève échéance, la perspective d'une révolution en Roumanie, en Allemagne orientale, voire en Tchécoslovaquie et en U. R. S. S. même. Voilà l'explication de l'intervention du 4 novembre, qui en prend par conséquent un caractère nettement et monstrueusement **contre-révolutionnaire**, un coup terrible porté aux intérêts du socialisme en Hongrie même et dans le monde, un coup terrible porté aux intérêts de l'Union soviétique. Il suffit d'en examiner les conséquences internationales, qui ont partout permis le renforcement de la réaction, pour ne pas douter de la nature de cet acte.

LA TROISIEME PHASE DE LA REVOLUTION : HEGEMONIE OUVRIERE DANS LA RESISTANCE PASSIVE

Le gouvernement Kadar, instauré dès le 4 novembre sous l'égide de l'armée russe, n'a jamais été autre chose qu'un gouvernement fantoche. « Kadar a un argument décisif : 5.000 blindés... », devait dire le 27 novembre un membre du conseil ouvrier central de Budapest. Mais si générale était la résistance, même après l'écrasement d'une héroïque poignée de combattants armée; si détesté le régime Rakosi-Gerœ; si unanime la réprobation du coup de force du 4 novembre et, avant tout, si magnifique et si confiante la combattivité du prolétariat hongrois, que Kadar lui-même ne pouvait pas ne pas débuter sa carrière sans faire des concessions importantes aux masses.

En fait, sa déclaration ministérielle du 4 novembre reprend l'essentiel du programme de Nagy, moins le retrait des troupes soviétiques. Elle s'identifie avec la « glorieuse révolution démocratique du 23 octobre », et une semaine plus tard, dans une proclamation lue devant Radio-Budapest le 10 novembre, le gouvernement Kadar affirme à nouveau que « l'ère de l'arbitraire et de l'illégalité staliniens ne pourront jamais retourner en Hongrie », et que les « conquêtes du 23 octobre » seront défendues (**New-York Times**, 11 novembre 1956). Hélas, ces promesses n'ont guère été tenues.

A peine prononcées, elles furent déjà contredites par des déportations massives de combattants révolutionnaires en Russie. A cela succéda le cynique enlèvement de Nagy et de ses compagnons réfugiés à l'Ambassade yougoslave, en violation flagrante d'un accord conclu avec le gouvernement de Tito, et de promesses faites par Kadar aux ouvriers le 15 novembre. Le 23 novembre, ce crime fut suivi par une attaque ouverte contre la liberté de la presse ouvrière, le journal de l'armée étant supprimé et celui des syndicats étant confisqué parce qu'ils avaient osé critiquer les attaques de la **Pravda** contre la Yougoslavie. Les journalistes de l'organe central du P.C. hongrois, ayant reçu l'instruction d' « appuyer inconditionnellement la ligne de la **Pravda** », entrèrent en grève (**Manchester Guardian** 26 novembre). Kiss, dirigeant du groupe de Kadar, affirme que les ouvriers sont en train de « gaspiller la propriété du peuple », c'est-à-dire qu'il les accuse de prendre en main la gestion des usines (« **Times** » de Londres, 29 novembre). En l'espace d'un mois on revient au seuil de la dictature stalinienne.

Mais si la révolution a subi toutes ces défaites partielles; si les comités de soldats semblent avoir été dissous, une conquête reste et c'est la conquête essentielle : **les conseils ouvriers dans les usines.** Montrant un sens politique, une intelligence tactique et un courage incomparables, le prolétariat hongrois a senti avec un instinct infaillible que les conseils représentent son instrument de lutte le plus adéquat dans la situation actuelle. Ayant stabilisé ces conseils, les travailleurs ont commencé à les fédérer, puis ont convoqué le 21 à Budapest un congrès national des Conseils Ouvriers, véritable Parlement Ouvrier qui a réclamé en fait le droit d'être reconnu comme seul représentant du peuple travailleur.

Dans ce Congrès des Conseils ouvriers, auquel les intellectuels et les étudiants ont également joint leurs représentants, le prolétariat hongrois possède véritablement un organe de pouvoir d'Etat, qui négocie d'égal à égal avec le gouvernement Kadar. Ainsi existe une situation de fait de **dualité de pouvoir**, transition non pas « de la dictature du prolétariat vers la démocratie bourgeoise » comme le prétendent des avocats byzantins du Kremlin, mais **de la dictature bureaucratique à la démocratie prolétarienne.**

La calme confiance en eux-mêmes que possèdent les prolétaires organisés dans ces conseils s'exprime dans quelques déclarations d'une netteté remarquable. Visitant une usine en compagnie d'officiers soviétiques, le correspondant du **New-York Times** enregistre dans le numéro du 20 novembre de son journal la déclaration suivante :

« **Le président d'un conseil ouvrier déclara : « Nous avons dit aux Russes que la seule aide que nous demandons d'eux c'est de nous laisser tranquilles ». Il ajouta que des Russes avaient « promis des armes pour nos gardes ouvrières ». « Mais nous leur avons répondu... que nous avions conservé nos fusils et que nous gardons maintenant nous-mêmes notre usine ».**

Et encore cette remarque sobre et sensationnelle à la fois d'un dirigeant ouvrier au correspondant du **Times** de Londres (27 novembre 1956) :

« **Un représentant du conseil ouvrier du premier et deuxième arrondissement de Budapest déclara qu'aussi longtemps que le gouvernement Kadar persistait dans son attitude « rigide et manquant de compréhenson », les CONSEILS OUVRIERS, QUI AVAIENT MAINTENANT DANS LEURS MAINS LE POUVOIR REEL DANS LE PAYS, ne pouvaient pas influencer le facteur politique dont dépendait le retour au travail ».**

Alternant les ordres de grève générale et de reprise du travail; affirmant à chaque reprise qu'ils conservent un droit de grève inconditionnel; exigeant d'être reconnus comme seuls compétents en matière ouvrière et sociale; réclamant la direction de l'industrie; affirmant qu'ils devraient pouvoir organiser la police (**Manchester Guardian**, 28 novembre), les dirigeants des conseils ouvriers agissent comme une véritable direction ouvrière

surgie de la lutte qui est, en puissance, la direction révolutionnaire de la République socialiste démocratique et indépendante de Hongrie qui sera établie tôt ou tard.

Bien sûr, la répression pourra décapiter tel ou tel conseil, désorganiser momentanément tel réseau, refouler momentanément les conseils à la lisière de la légalité. Mais ce ne sera que partie remise. Ayant goûté pendant un mois au fruit défendu du pouvoir direct et démocratique de la classe, les ouvriers hongrois ne seront plus satisfaits des misérables miettes de « démocratisation » à la Kadar-Khrouchtchev. A la longue, il n'y a que deux issues possibles : ou bien l'écrasement complet de tout le mouvement ouvrier et l'installation d'un régime de dictature et de terreur pire que celui de Rakosi-Gerœ ; ou bien la victoire de la démocratie socialiste des conseils. En fait, comme l'a dit un membre du conseil ouvrier central de Budapest, le 27 novembre :

« **Toutes ces manœuvres sont regrettables ; mais en fin de compte, nous vaincrons de toute façon** ».

LA REVOLUTION POLITIQUE, PARTIE INTEGRANTE DE LA REVOLUTION MONDIALE

La révolution politique en Hongrie et en Pologne agit aujourd'hui comme moteur du mouvement révolutionnaire international au même titre que la révolution coloniale. En fait, on peut dire que ce sont là, aujourd'hui, les deux courants principaux qui propulsent l'avance des forces révolutionnaires dans le monde. Témoin, la nouvelle pression révolutionnaire qui amène le P.C. yougoslave à tourner vers la gauche. Témoin, les manifestations antifranquistes virulentes à travers l'Espagne. Témoin, la montée des forces oppositionnelles révolutionnaires dans tous les P.C. du monde, le désaveu de l'aventure stalinienne criminelle par les P.C. yougoslave, polonais, norvégien, américain qui, pour la première fois dans l'histoire du stalinisme, divise en deux camps les partis communistes du monde entier.

Les effets les plus importants de la révolution hongroise se feront cependant sentir en U.R.S.S. même. Il n'est pas imprudent de prédire qu'après la victoire de la révolution politique en Pologne et après la montée révolutionnaire en Hongrie, l'épicentre de la révolution politique se déplace à nouveau des « démocraties populaires » vers l'U.R.S.S. Une des preuves et non la moindre du caractère profondément prolétarien de la révolution hongroise, ce fut la propagande de fraternisation systématique adressée par les ouvriers insurgés envers les soldats de l'armée soviétique. Appels de radio, tracts, manifestes, et cet émouvant billet répandu par les ouvriers de Csepel : « Soldats soviétiques, on vous a dit que vous combattez contre des fascistes, et vous vous battez contre les ouvriers de Csepel-la-Rouge ».

Cet effort de fraternisation a-t-il eu des effets ? Soyons prudents avec les nouvelles de désertion en masse, et de groupes de soldats passés dans les rangs de la révolution. Mais il est un fait certain, confirmé par de nombreux correspondants de presse, que les soldats et les officiers soviétiques se sentent mal à l'aise devant la résistance unanime de toute la population laborieuse. Il est également un fait certain que les soldats transfèreront ce malaise dans leur propre patrie. Et les récits des échos de la révolution hongroise en Union soviétique sont hautement significatifs. On sait que les étudiants de l'Université de Moscou ont affiché plusieurs fois de suite des bulletins de nouvelles de la B.B.C. concernant la Hongrie, pour protester contre le caractère mensonger des informations officielles à ce sujet. Le correspondant à Moscou de l'hebdomadaire britannique **New Statesman and Nation** publie, dans le numéro du 24 novembre, les informations suivantes du plus haut intérêt :

« **Les orateurs aux conférences sur la situation internationale furent bombardés de questions concernant la Hongrie. A plusieurs reprises, le public fut tellement indigné par la répétition de la version officielle, qu'il fit appel à des étudiants étrangers présents pour fournir des réponses, ce que certains firent avec diligence. D'après des sources dignes de foi, le mécontentement des militants de base... fut réflété dans les résultats des élections pour les comités et bureaux du parti, tenues dans les sections locales du parti, à la veille du 7 novembre. Une note aigue de mauvaise humeur était sensible dans le ton que les étudiants et les ouvriers ont employé dans certaines institutions pour exprimer des griefs. Dans une Faculté de Léningrad, les étudiants... ont organisé une manifestation dans laquelle ils portèrent un portrait de Gomulka** ».

Et le 28 novembre, le correspondant du **New-York Times** à Moscou, de passage à Copenhague, a confirmé qu'une grève sur le tas avait éclaté aux usines de roulement à billes Kaganovitch à Moscou, contre l'élévation des normes de travail. La grève aurait été victorieuse.

Même si la fraction néo-stalinienne de Molotov-Kaganovitch a pris le dessus momentanément, par suite des événements de Hongrie, l'accentuation de la pression des masses en U.R.S.S. même indique la direction future des événements dans ce pays.

Le camp communiste international divisé et en plein confusion, ce n'est tout de même pas la preuve d'un progrès des forces révolutionnaires, affirmeront d'aucuns. Nous répondons : le réveil de l'esprit critique des militants communistes, l'accentuation de leurs efforts

pour débarrasser les Etats ouvriers et les partis communistes de la bureaucratie privilégiée qui a usurpé le pouvoir représentent un énorme pas en avant pour le mouvement ouvrier international. A plusieurs reprises, en 1936, et 1944 et depuis 1953, cette bureaucratie a empêché que le prolétariat mondial n'exploite des occasions propices pour une avance décisive du socialisme dans le monde. Elle vient encore une fois d'infliger une défaite terrible à l'Union soviétique. L'éliminer aussi rapidement que possible, assurer la transition vers la démocratie ouvrière avec le minimum de frais, c'est assurer un essor jamais connu au communisme mondial. Les ouvriers polonais et hongrois ont montré la voie. Les ouvriers du monde entier n'oublieront pas ces leçons.

30 Novembre 1956.

Livio MAITAN

AVANT LE CONGRÈS DU P. C. ITALIEN

Dans le numéro de septembre de « Quatrième Internationale » nous avons consacré un article à la déstalinisation dans le P.C. et dans le mouvement ouvrier italien en général. Que s'est-il passé après cette date dans le parti communiste le plus fort de l'Europe occidentale ?

Le Congrès de Moscou et la parution du rapport Khrouchtchev avaient déclenché une discussion très ample à l'intérieur du P.C. italien et, sous la pression de cette situation, Togliatti lui-même avait été obligé de laisser tomber du lest et de faire des concessions fort intéressantes. Le débat avait été ouvert dans les organes du parti et il faut dire que rien de pareil ne s'était produit depuis des décades dans aucun parti communiste d'obédience stalinienne.

Nous avons déjà parlé des différentes tendances, qui s'y étaient dessinées et qui étaient plus claires à la base du parti, dans les sections et les cellules, où on s'exprimait avec une liberté presque totale et où on arrivait parfois jusqu'à demander la démission de Togliatti et de son groupe. C'est surtout à la base que se dessina la tendance de gauche dont la direction elle-même dût parler, mais qui s'est régulièrement vu refuser tous les articles de discussion envoyés aux organes du parti. La démocratie a toujours des limites très strictes pour messieurs les dirigeants du P.C. italien...

C'est dans cette situation qu'on arriva en fin septembre au Comité Central qui devait adopter le nouveau programme du parti et les thèses du Congrès. Dans l'esprit de Togliatti et des autres membres de son groupe, cette session devait marquer un tournant. Dans quel sens ?

Dès le lendemain du 20e Congrès, tout avait été remis en question et, au fond, le parti était sans ligne. Le C.C. devait donner une ligne, l'imposer au parti et redresser la situation en sa faveur, en déclenchant une offensive contre les oppositionnels. La discussion aurait dû se développer désormais dans des limites assez étroites. En effet le congrès fut convoqué pour le commencement de décembre, tandis que la parution des thèses de discussion était prévue pour la mi-octobre. Cela signifiait de toute évidence obliger les cellules à discuter dans un délai très court des documents assez longs concernant toutes les questions fondamentales qui se posent maintenant au mouvement ouvrier international. En réalité certaines sections et cellules avaient même voté avant que les textes ne soient publiés dans la presse du parti.

Nous avons dit, dans notre article du mois de septembre qu'une différenciation politique très nette s'était dessinée jusqu'au Comité Central du Parti : centre-droite, centre-gauche et droite y étaient représentées ; seule la gauche n'arrivait pas jusqu'aux milieux dirigeants. Le C.C. de septembre avait enregistré un compromis entre centre-droite et centre-gauche et la reconstitution d'un centre plus ou moins soudé en face de la droite et de la gauche, contre lesquelles on entama une polémique parallèle. Le mot d'ordre avait été lancé — d'une façon peu convaincue à vrai dire — contre le révisionnisme et contre l'extrémisme.

Sur le plan organisationnel, le compromis donna certaines satisfactions au « centre-gauche », qui est plutôt formé par des staliniens nostalgiques. Ses porte-paroles, qui étaient en perte de vitesse, connurent une reprise : l'un d'eux, Longo, fut chargé de présenter le rapport devant le C.C. Deuxièmement, cette tendance gagna en ce qui concerne la préparation du Congrès et la limitation du débat (elle avait été, au fond, hostile à la discussion très libre des mois précédents).

Sur le plan politique, c'est plutôt le centre-droite qui eut le dessus et en réalité la droite elle-même eut des satisfactions assez larges ; ce qui explique, d'ailleurs, son alignement sur le centre dans le vote au C.C. (qui fut unanime). En effet, le programme ainsi que les thèses sont tout à fait droitières, dans la ligne Togliatti la plus poussée et dans l'optique du premier rapport Krouchtchev sur les « voies nouvelles du socialisme ».

Examinons les deux documents, en en faisant des citations très larges. Le projet de nouveau programme du Parti, qui commence par des généralités exprimées dans une forme banale, parfois très peu correcte, révèle la volonté de Togliatti et de son groupe de minimiser l'affaire « Staline et stalinisme ». Sur ce point, on sait que Togliatti avait pris des positions assez poussées et que tout le monde avait proclamé la nécessité d'une analyse très ample et très profonde. Mais entre temps il y avait eu la résolution du 30 juin du C.C. du P.C. de l'Union soviétique et Togliatti, qui reste un disciple fidèle des maîtres du Kremlin, fit rapidement machine arrière, laissant tomber, du moins jusqu'à ce jour, ses idées sur la dégénérescence bureaucratique en U.R.S.S. et le « système polycentrique » du mouvement communiste international. Le même homme qui avait écrit les choses, dont nous avons parlé dans notre article précédent, fit adopter dans le programme le passage suivant, digne d'un Thorez ou d'un Servin : « Le caractère démocratique et socialiste de l'Etat soviétique n'a pas été entamé par les conséquences des graves erreurs qui, pendant une certaine période, ont restreint les limites de la démocratie ». Et plus loin, dans le document, on lit : « Les erreurs commises sont dénoncées et corrigées... ». C'est à peu près tout sur le problème capital qui se pose maintenant au mouvement ouvrier et sur lequel Togliatti lui-même avait écrit au printemps des choses fort différentes !

La partie centrale du document se pose pour but de réviser les positions essentielles du léninisme en les remplaçant par les « voies nouvelles ».

On commence par déformer les raisons mêmes de la fondation du parti en oubliant la véritable polémique anti-réformiste et en affirmant tout simplement :

« Le parti communiste se constitua afin d'assurer à la classe ouvrière et au peuple italien, un guide idéal, politique et pratique dans leur lutte pour le bien-être et pour la liberté, contre l'oppression politique et l'exploitation économique. »

Après avoir défendu la politique de Togliatti dans la dernière décade, le document arrive à son affirmation centrale :

« Le régime parlementaire, le respect du principe de la majorité, la méthode fixée par la Constitution ne sont pas seulement compatibles avec la réalisation des réformes sociales avancées et avec la construction d'une société socialiste, mais facilitent et assurent, dans les conditions actuelles, la conquête de la majorité par le parti de la classe ouvrière ».

L'organe du Parti, dans son commentaire sur ce passage, écrit : « Liaison et pas rupture. C'est là l'élément nouveau de la situation italienne actuelle et une caractéristique fondamentale de la voie italienne au socialisme ».

D'autre part, le texte clarifie encore mieux sa valeur en disant plus loin :

« Le respect, la défense, l'application intégrale de la Constitution républicaine sont l'axe de tout le programme politique du parti ».

On ne saurait être plus clair !

Nous voulons toutefois donner une idée plus adéquate de l'opportunisme foncier et du manque total de sérieux théorique de la part de la direction du P.C. italien en citant deux passages qui concernent la conception de la société capitaliste :

« Aux paysans travailleurs, dans la société socialiste, on garantira la jouissance absolue de leur propriété. L'agriculture socialiste moderne sera basée sur la propriété de la terre par ceux qui travaillent sur la terre ».

« Les petits et moyens producteurs industriels pourront jouir, dans un régime socialiste, de conditions de prospérité pendant de longues périodes ».

Le deuxième document est la traduction des « nouveaux » principes programmatiques sur le plan politique et tactique, et il est tracé sur la ligne bien connue du P.C. italien, avec une accentuation droitière.

Comme on le voit, la droite n'avait pas beaucoup de raison pour se plaindre de la formulation des documents.

Après le C.C. les directions locales, pendant quelques jours, ont eu l'impression que les choses allaient recommencer à marcher et que l'appareil allait assurer assez aisément un véritable triomphe des thèses du Comité Central de Togliatti. Mais quand la manœuvre commença à atteindre son but, les événements de Pologne et de Hongrie rejetèrent le parti dans le chaos.

Togliatti et sa direction se prononcèrent dès le début pour l'intervention soviétique, mais eurent à faire face à une opposition et à une résistance très grande. Dans les cellules et dans les sections, les discussions furent plus vives que jamais et il y eut maints cas de prises de position contre l'intervention de l'armée soviétique. La presse internationale a parlé d'une résolution des intellectuels, mais il ne s'agit pas d'un cas isolé. Dans quelques sections, on en est arrivé jusqu'à coller des affiches hostiles à la ligne du parti, tandis que, dans les bureaux et même dans les secrétariats de certaines fédérations, il y avait une lutte de tendance acharnée sur la question hongroise.

En ce qui concerne les syndicats, la direction de la C.G.T. condamnait ouvertement l'action soviétique, ce qui provoqua tout de suite un courant favorable pour remplacer Togliatti par Di Vittorio, — le leader syndical — à la direction du parti. Il est vrai que Di Vittorio a fait plus tard machine arrière, en faisant croire que sa position au bureau de la C.G.T. avait été dictée par la préoccupation de ne pas se séparer des socialistes de Nenni, violemment hostiles à l'intervention. Mais c'est un fait que, même à l'occasion de Poznan, Di Vittorio avait pris une position plus proche de celle de Gomulka que celle de Togliatti.

Il faut dire qu'un nombre important de militants, tout en n'étant pas des staliniens, ont justifié la deuxième intervention soviétique comme un moindre mal, car, d'après eux, les réactionnaires avaient désormais pris le dessus. Mais la presque totalité de ces militants sont également convaincus qu'on ne devait pas en arriver là et que le fait qu'on y soit arrivé constitue une condamnation définitive des méthodes staliniennes. Et ces militants veulent maintenant discuter, discuter plus que jamais et surtout l'affaire « Staline et stalinisme ». Sur ce plan, il y a une certaine convergence entre droitiers et gauchistes, et même les gens qui soutiennent la ligne Togliatti

se déclarent pour la discussion la plus ample, tandis que les appareils dans la plupart des cas doivent accepter une situation devant laquelle ils sont impuissants.

Ainsi, les plans de Togliatti ont échoué et le débat de préparation au congrès se développe avec une différenciation politique de plus en plus nette au sein du parti. Il est vrai que la direction fait de son mieux pour tout étouffer ; par exemple, elle a poussé les fédérations les plus bureaucratisées à tenir leur congrès très vite pour influencer les autres, elle a suspendu pendant un mois le débat dans l'organe du parti, en ne le reprenant que vingt jours avant le congrès et, jusqu'ici, surtout avec des documents des fédérations ; elle tâche de provoquer des réactions sentimentales des militants en criant au danger fasciste qui en réalité est très minime ; elle veut imposer à l'occasion même du Congrès la campagne pour la reprise des cartes. Mais elle ne peut pas empêcher que, dans les cellules et dans les sections, il y a des tendances et des votes avec majorité et minorité : ce qui signifie un changement radical par rapport à la préparation des congrès précédents. Elle ne peut pas obliger tout le monde au silence et elle doit par exemple accepter qu'on la critique publiquement pour ne pas avoir publié le rapport Khrouchtchev, pour avoir été tiède dans la déstalinisation, pour avoir imposé des mœurs bureaucratiques.

Il est impossible de prévoir le déroulement du Congrès national qui pourrait être bouleversé par de nouveaux événements. Il est possible qu'à ce Congrès il y ait encore une presque unanimité pour Togliatti. Mais cela ne reflètera pas la situation réelle dans le parti, qui est en réalité très divisé.

Les tendances de fait sont désormais reconnues presque officiellement et, dans certaines fédérations, les bureaucrates eux-mêmes en parlent. Nous ne savons pas dans combien de congrès locaux il y aura des positions différentes parmi les délégués ; mais il est certain que presque partout il y a la droite et la gauche, même si ces positions ne se reflètent pas dans la « légalité » des congrès. Jusqu'ici il y a eu déjà, dans certaines villes, des cellules et même des sections qui se sont prononcées contre les documents du Comité Central et pour des positions de gauche. C'est une minorité, une petite minorité même, mais il est très important qu'on en soit arrivé là.

Quant à la droite, sa lutte se place plus sur le terrain de la démocratisation que sur celui des thèses, étant donné qu'elle est d'accord sur les thèses, même si elle désire parfois un révisionnisme encore plus ouvert. Ses préoccupations concernent surtout la situation dans laquelle le parti s'est trouvé après les événements de Hongrie, parce qu'elle comprend très bien que la soi-disant politique des alliances a subi un rude échec. C'est pourquoi elle a des griefs contre la direction de Togliatti dont elle approuve la ligne politique à l'intérieur.

Il faut ajouter qu'à la base du parti persiste une tendance stalinienne nostalgique, qui a été plutôt renforcée par les événements hongrois. Il s'agit d'une tendance primitive, d'après laquelle tout allait pour le mieux sous Staline, qui n'était pas un droitier comme Khrouchtchev etc. C'est une position sans lendemain, qui s'affirme dans les secteurs les plus arriérés mais elle existe et, répétons-le, elle a une certaine consistance.

Quelle que soit l'issue du congrès, qui va commencer le 8 décembre, une chose est certaine et apparaît clairement à un nombre de plus en plus grand de militants : le P.C. italien est un parti sans perspectives. Après le 20e Congrès, les dirigeants actuels, voulaient en réalité le placer sur un plan nettement réformiste et misaient sur une large alliance avec les classes moyennes. Mais en une semaine tout cela s'est écroulé. Les socialistes de Nenni eux-mêmes se sont séparés du P.C. italien et le parti est maintenant isolé comme il ne le fut jamais dans cet après-guerre. Dans les usines même il est toujours en perte de vitesse. A cause de sa liaison avec la bureaucratie soviétique — liaison qui est toujours déterminante, malgré la déstalinisation — le P.C. italien ne peut pas et ne pourra jamais être un véritable parti réformiste. D'autre part, il a cessé d'être depuis longtemps un parti révolutionnaire.

Répétons-le, un nombre toujours plus élevé de militants commence à se rendre compte de tout cela. La tâche des communistes révolutionnaires, c'est d'aider ce processus de maturation des militants du P.C. italien qui a marqué dans l'année 1956 des étapes d'une importance sans précédent.

1er décembre 1956.

E. GERBEL

La polarisation des forces en Allemagne

Au milieu des grands conflits et tensions internationaux, la République fédérale sous la direction d'Adenauer et dans un climat d' « économie de marché » paraît être un pôle tranquille du système capitaliste. Depuis des années il n'y a eu aucun ébranlement profond dans l'édifice politique de ce morceau d'Etat allemand. Les plans politiques du gouvernement de Bonn n'ont rencontré qu'une faible résistance à la tribune parlementaire dans les dernières années. Cependant même cette petite résistance a suffi à troubler les plans de la coalition d'Adenauer dans quelques questions importantes, avant tout celle du réarmement.

Les élections au Parlement fédéral de 1953 donnèrent à la coalition des partis de Bonn, notamment au C.D.U. — le parti d'Adenauer — une telle majorité « inébranlable » qu'on put percevoir une profonde résignation dans la classe ouvrière. Celle-ci se croyait alors complètement mise dans l'impossibilité d'exprimer parlementairement sa volonté. La direction du S.P.D. n'a rien fait pour surmonter ce manque d'espoir et d'énergie par des actions extraparlementaires, en premier lieu pour exprimer la volonté des masses contre le réarmement. La direction du S.P.D. esquiva tout pas sur le terrain extraparlementaire parce qu'elle avait senti, dans les peu nombreuses actions politiques et syndicales qui ont eu lieu depuis 1945, que ces actions sortaient rapidement du chemin prescrit et pouvaient s'étendre comme un fleuve qui déborde sur l'Allemagne occidentale. Dans les campagnes contre la loi constitutionnelle sur les entreprises, les conflits au cours des grèves légales, les « grèves sauvages » de Hambourg et de Cassel de 1954, dans les démonstrations contre le réarmement, la pression dynamique de ces actions commençait à devenir sensible.

La situation contradictoire de la direction du S.P.D. consistait en ceci que d'une part, contrainte par le C.D.U. à l'opposition, elle n'avait aucune possibilité parlementaire d'agir décisivement sur le développement politique de la République fédérale, et que d'autre part, par crainte d'un soutien extraparlementaire obtenu dans une mobilisation des masses, elle renonçait à la seule chance de devenir une opposition réelle au régime d'Adenauer.

La haute conjoncture économique ainsi que le petit nombre des luttes économiques en résultant rendit plus difficile le développement de la conscience politique de la classe ouvrière et de son esprit de décision. C'est pourquoi le malaise politique général au sein de la classe ouvrière ne s'exprima que par une très large pression au sein des organisations ouvrières. Il se manifesta bien dans de nombreuses résolutions soumises par des organismes inférieurs du S.P.D. et du D.G.B. (G.G.T. allemande) à leurs congrès nationaux, mais sans que ces résolutions ne se transforment de manifestations générales de volonté de la base en une véritable lutte politique. Aux deux Congrès — celui du S.P.D. à Munich et celui du D.G.B. à Hambourg — ce sont les résolutions politiques sur les questions du réarmement et de la réunification qui exprimèrent l'opposition grandissante des masses à la politique d'Adenauer et à la politique irrésolue et capitularde de la direction du mouvement ouvrier.

Ce fait montre que la conscience politique ne se renforce pas seulement sur des questions purement économiques. Comme auparavant, ce sont les problèmes politiques liés à la réunification et au réarmement qui accrochent la conscience politique des masses. Ils se trouvent et se trouveront encore longtemps au cœur de la politique allemande et, par suite, des changements de la politique de la classe ouvrière.

Cette situation marqua le caractère contradictoire des deux Congrès. D'une part une forte pression des membres par les résolutions présentées et d'autre part l'absence totale d'une représentation des membres par des délégués adéquats. Les orateurs d'une tendance « de gauche » étaient en partie numériquement et en partie idéologiquement si faibles qu'ils ne marquèrent en aucune manière le déroulement des Congrès. L'état d'esprit des masses ne fut représenté que par les résolutions. Ceci permit aux directions assises de trouver les méthodes bureaucratiques pour empêcher cet état d'esprit de se manifester.

Mais ceci ne veut pas dire qu'elles réussirent à passer tout simplement sur cette volonté des masses. Si cette base

était trop faible pour venir visiblement s'exprimer comme tendance politique aux Congrès, elle était cependant trop forte pour qu'on puisse simplement y passer outre avec une ignorance bureaucratique. C'est pourquoi elle réapparut dans les décisions, bien que sous une forme très diluée, comme un moyen destiné à priver d'aliment le mécontentement latent montant. Mais c'était en même temps fournir une arme aux mains de « l'opposition », si celle-ci comprend comment donner à ces décisions un sens tout à fait défini qui s'exprime dans l'action. Sans se solidariser avec le cours des « gauches », mais afin de canaliser pratiquement leurs volontés, la bureaucratie des deux grandes organisations s'est opposée, à son corps défendant, à la pression des tendances social-libérales de droite.

Par suite de cette situation organisationnelle générale, il n'y a pas eu ni au Congrès du S.P.D. ni à celui des syndicats un moment culminant. Le Congrès des syndicats laissa passer sur lui sans protestations visibles un discours d'Adenauer. Ce n'est que lorsqu'on traita des résolutions sur la remilitarisation que le Congrès s'éveilla à une vie politique. Ce fut en même temps le point où, pour la première fois dans l'histoire du D.G.B., une fraction « chrétienne » compacte se leva et prit parti pour les plans du gouvernement.

Mais le Congrès adopta à une grande majorité les résolutions repoussant le réarmement présentées par le syndicat des métallurgistes, résolutions qui se maintiennent fondamentalement sur celles qui furent adoptées à Francfort sur cette même question. Mais le D.G.B. suit la nouvelle ligne du S.P.D. qui, dans cette lutte, déplaça l'accent sur le refus du service militaire.

De même que la bureaucratie n'osa pas au Congrès du parti à Munich éclairer du feu de la rampe l'aile composée des différentes écoles libérales, antisocialistes, de même la bureaucratie syndicale renonça à soumettre au vote du Congrès du D.G.B. les résolutions qui se prononçaient positivement sur la co-propriété, car on craignait par une telle façon de procéder de mettre en route toute la problématique de la lutte de classe et d'amener une défense résolue des gauches qui aujourd'hui sont encore amorphes. De sorte que les deux Congrès n'apportèrent aucune décision nouvelle, aucune impulsion nouvelle, ni vers la droite ni vers la gauche.

Sur cet arrière-fond de la situation politique de la classe ouvrière eut lieu un regroupement très spontané des sentiments des masses en dehors des organisations. Après son élection de 1953 Adenauer dut encaisser des gifles en politique extérieure et intérieure qui n'étaient pas à mettre au compte de l'activité du mouvement ouvrier, mais des difficultés intérieures propres à la bourgeoisie allemande et internationale. Il se produisit des scissions au sein de la coalition et au sein des partis de la coalition, sans que celles-ci fassent apparaître des bases politiques de classe. Depuis quelques mois un changement permanent des postes ministériels est une préoccupation quotidienne à Bonn.

Ces déplacements au sein des partis de la coalition et ces changements dans la coalition même sont l'expression des difficultés apparaissant constamment sous une forme plus aigue, en politique extérieure, dans la question de la remilitarisation, de la loi sur les réformes sociales, etc.

Dans cette marche coupée de crises de la politique gouvernementale, le S.P.D. et les syndicats auraient dû frapper pour accentuer les conflits et annoncer leur propre volonté d'accéder au pouvoir. Revendiquer concrètement le renversement du gouvernement d'Adenauer aurait dû être la tâche politique quotidienne du S.P.D. Mais il aurait fallu pour cela des luttes de masse que l'on ne voulait pas engager.

La direction du S.P.D. se limite seulement aux combinaisons parlementaires avec les forces du F.D.P. et du B.H.E. qui se détournent de la coalition d'Adenauer pour se créer de nouvelles possibilités de coalition dans le land de la Rhénanie du Nord et de la Westphalie. Mais la situation est telle au sein de la classe ouvrière que même la formation d'une coalition et l'occupation de quelques postes ministériels, entre autre celui de président, auraient des effets très puissants sur les membres du S.P.D. et les ouvriers qui prendraient conscience de leur force. Ils ne voient pas la collaboration de classe du S.P.D. avec une partie de la bourgeoisie. Ils voient la défaite politique du vieil Adenauer haï.

Mais la direction du S.P.D. ne sait pas comment entreprendre quelque chose même en utilisant ce sentiment, car sur toute question elle vient buter sur le problème de la lutte des masses. Elle préfère renoncer aux postes ministériels plutôt que de se laisser entraîner dans une lutte pour la classe ouvrière.

C'est pourquoi il se produisit, presque sans intervention du S.P.D. ou d'une autre force politique de la classe ouvrière, un fort approfondissement et une extension de l'hostilité à la politique d'Adenauer de la part des larges masses. Ce qui amena une défaite électorale d'Adenauer et de son parti, étonnante même pour les optimistes, et une victoire électorale du S.P.D. de signification éclectique, dans les élections cantonales et municipales sur la plus grande partie du territoire de la République fédérale.

C'est particulièrement dans les résultats des élections en Rhénanie du Nord-Westphalie que le déplacement des masses électorales s'est exprimé de la façon la plus vive. C'est également un guide pour apprécier les résultats électoraux dans les autres parties du pays.

En Rhénanie du Nord-Westphalie, le C.D.U. a perdu plus d'un million de voix, soit 25 % des électeurs d'Adenauer en 1953. Si l'on calcule cette perte au pourcentage des voix des nouveaux électeurs, la perte est de 1.275.000 voix.

En même temps, le S.P.D. a gagné 870.000 voix. A ce sujet, il faut tenir compte que le K.P.D., en raison de son interdiction, n'avait pas la possibilité de

présenter des listes et ainsi des électeurs du K.P.D. ont été automatiquement pris par le S.P.D. Mais même en tenant compte de cela, il reste un gain effectif de 570.000 voix.

C'est avant tout dans les villes industrielles et dans les quartiers ouvriers que le S.P.D. a gagné des voix. Dans une série de bastions traditionnels du C.D.U., il y a aujourd'hui des majorités social-démocrates ou bien le S.P.D. est devenu le premier parti (exemple : Cologne, Dusseldorf).

Les listes social-démocrates furent élues avant tout par la classe ouvrière, à quoi il faut ajouter une partie prépondérante des nouveaux électeurs, c'est-à-dire la jeunesse qui attend du S.P.D. une lutte énergique contre le service militaire. Remarquable est également l'augmentation du nombre des voix de femmes pour le S.P.D., voix qui constituaient dans les régions catholiques un réservoir pour le C.D.U. Cela exprime la forte opposition des femmes à la politique gouvernementale des prix.

L'augmentation des voix du S.P.D. ne signifie pas encore un tournant vers la lutte de classe. C'est seulement l'alternative, la seule, à la politique d'Adenauer, dont les masses prennent de plus en plus leurs distances. Le C. D. U. a perdu dans ces élections une grande partie de cette poussière humaine qu'il avait pu mobiliser pour les élections de 1953. Il n'a pu entraîner une seconde fois aux urnes la grande masse apolitique des abstentionnistes. Qu'il puisse le faire une autre fois est très douteux. Cette masse amorphe de petits bourgeois qui ont assuré le succès électoral du C.D.U. en 1953 est toujours attirée par une force et non par un parti perdant.

Cependant les élections ont montré que la bourgeoisie allemande, comme auparavant, s'appuie sur les partis de la coalition de Bonn, avant tout sur le C.D.U. et sur Adenauer. Le F.D.P. a tout tenté pour s'opposer de front à Adenauer. Il a essayé de saisir la résistance à la remilitarisation qui existait même dans de grandes parties de la bourgeoisie ; il a essayé par des contacts est-ouest de concentrer sur lui les volontés de la population pour une politique de réunification raisonnable. Mais tout cela n'a servi de rien. Pour les masses, le S.P.D. est le seul autre terme de l'alternative à Adenauer ayant quelques chances de succès.

Dans cette situation il est particulièrement remarquable que tous les partis se trouvant à mi-chemin ou près du S.P.D. ont été rejetés à l'arrière-plan. De plus en plus visibles sont les deux forts pôles, le C.D.U. et le S.P.D. De plus en plus forte devient la tendance au système des deux partis et ainsi à l'alternative : classe contre classe. Car le S.P.D. incorpore indiscutablement aujourd'hui organisationnellement l'ensemble de la classe ouvrière, ce qui ne veut rien dire quant au contenu de sa politique, mais ce qui n'est pas, avant tout, du goût de sa propre direction.

Le K.P.D. n'était pas, en raison du jugement de Karlsruhe, en état de présenter des candidats. Il a essayé dans quelques villes de faire acte de candidature sur des listes « indépendantes ». C'est seulement dans la ville ouvrière de Hanau (usines Dunlop) que trois anciens membres du K.P.D. ont pu être ainsi élus au parlement local. A Essen un militant connu du K.P.D. avait présenté une liste propre et n'a pu recueillir sur elle que 636 voix. La partie la plus grande et la plus saine du K.P.D. a donné ses voix au S.P.D. La direction du K.P.D. avait laissé ouverte cette question ; elle avait aussi donné la possibilité d'élire des candidats bourgeois « progressifs ». Elle entendait par cela des candidats du F.D.P. qui s'étaient montrés particulièrement actifs dans l'établissement de contacts est-ouest et qui s'étaient prononcés pour des rapports avec les Etats du bloc oriental.

A Mulheim, un des centres de l'industrie lourde de la Ruhr, d'anciens militants du K.P.D. ont appelé à élire la liste du Centre catholique parce qu'une de leurs marionnettes du « mouvement » du Front populaire y figurait comme candidat. Tandis que la liste du S.P.D. obtenait 57 % des voix, la liste soutenue par le K.P.D. en obtenait 0,09 %. C'est un des plus éclatants exemples de la banqueroute politique et morale du stalinisme en Allemagne.

La victoire électorale du S.P.D. ne fut pas une victoire après des combats glorieux. Elle ne reflète ni son activité politique ni son incrustation organisationnelle dans la classe ouvrière. Ce n'était également pas la reconnaissance d'une puissante politique socialiste. C'était la protestation contre la politique d'Adenauer, la pression des masses étant chaque jour plus sensible. La victoire électorale démontre les grandes illusions qu'ont les masses que le S.P.D., quand il prendra le pouvoir ou quand il y participera de manière conséquente, tiendra les promesses de son Congrès et de ses réunions :

— supprimer le service militaire ;
— se retirer des accords militaires internationaux ;
— créer de meilleures conditions pour une réunification ;
— réaliser une meilleure loi des loyers ;
— résoudre la question du travail dans le sens des revendications syndicales pour la semaine de 40 heures ;
— changer la loi sur les entreprises dans le sens des revendications syndicales ;
— mettre un terme à la montée des prix ;
— stimuler la construction de véritables habitations sociales ;
— épurer l'appareil d'Etat des innombrables éléments réactionnaires et fascistes.

Dans ces revendications s'expriment les espoirs des masses dans une politique gouvernementale du S.P.D. En comparaison des puissants événements mondiaux, elles peuvent être considérées comme primitives. Mais elles sont de la plus grande importance pour le développement d'un large mouvement pour le renversement du gouvernement Adenauer, fut-ce par la voie parlementaire aux pro-

chaines élections fédérales (la seule voie visible à présent). Toutes les chances se trouvent du côté de la direction du S.P.D., si elle sait transformer cette confiance en une force politive active et si elle veut réaliser ses promesses. Il existe la possibilité pour le S.P.D. de triompher aux prochaines élections par une majorité de plus de 50 % et de prendre le pouvoir politique, s'il mène consciemment la lutte pour le prochain Parlement fédéral comme une lutte pour le pouvoir.

Les masses ouvrières doivent faire ces expériences avec la direction du S.P.D. Il dépend des forces révolutionnaires dans le mouvement ouvrier allemand que les masses en même temps que leurs illusions ne perdent pas leur confiance dans la lutte pour le socialisme. Il leur revient de construire dès maintenant une autre alternative à la direction traîtresse du S.P.D.

La lutte politique en Allemagne est placée dans les dix à douze mois à venir sous le mot d'ordre du renversement du gouvernement Adenauer. Ceci a également la plus grande importance pour la dynamique des brusques mouvements de la classe ouvrière des pays de l'Europe orientale, et avant tout de l'Allemagne orientale. Par sa politique, Adenauer ne peut que fortifier et durcir la dictature d'Ulbricht dans la zone orientale et ainsi faire surgir le danger d'explosions semblables à celle de la Hongrie. Il fournira ainsi le prétexte bon marché pour stimuler ces forces qui, dans la bureaucratie soviétique, veulent par leurs provocations abattre le soulèvement des masses en Allemagne orientale tout comme en Hongrie.

Dans les journées critiques de novembre, on sentait nettement que les larges couches de la population étaient conscientes de ce rôle d'Adenauer. Bien que le socialisme ait été grandement compromis par les ministres socialistes en France et par la bureaucratie stalinienne en Hongrie, les élections qui se sont tenues en ces mêmes jours en Wurtemberg-Bade et en Rhénanie-Palatinat ont donné les mêmes résultats que les élections en Basse-Saxe, en Hesse et en Rhénanie du Nord-Westphalie. Le S.P.D. est sorti de la lutte électorale avec un grand gain de voix. La défiance envers Adenauer s'est renforcée avec sa visite à Paris auprès des spécialistes de la guerre, bien qu'il ait tenté de placer sur sa tête les lauriers de partisan de la paix. En dépit des tentatives faites pour exciter une vague d'antibolchevisme, on n'a pas pu ramener les masses à la haine qui sévissait dans le temps de la guerre froide et du pont aérien de Berlin. Pour la population, une chose était claire : si nous avions déjà eu une armée, Adenauer l'aurait engagée en Hongrie et à Suez. Les masses, considérablement politisées par les événements, ont très clairement reconnu le grand danger qu'entrainerait une armée existante en cas d'événements semblables à ceux de la Hongrie, menant à une troisième guerre mondiale. Elles reconnurent qu'Adenauer était la force prête à s'engager dans une telle aventure.

Les sentiments de la classe ouvrière allemande se dressent aussi bien contre le crime de la bureaucratie stalinienne en Hongrie que contre le bain de sang des impérialistes en Egypte. La direction du D.G.B. essaya de faire exprimer la « volonté » des syndicats au moyen de tracts et de réunions. Elle-même hurla contre la conduite de la direction stalinienne en Hongrie et voulut en passant ne qualifier les événements d'Egypte que comme des faiblesses de l'Organisation des Nations Unies encore en développement. Mais, sous la pression des ouvriers et des militants des conseils d'entreprise, elle dut changer ses plans et attaquer avec la même vigueur les deux crimes. De nombreuses organisations syndicales et directions syndicales d'entreprise refusèrent de diffuser des tracts, notamment du syndicat des métaux, parce que ceux-ci attaquaient unilatéralement les « Russes » en Hongrie et ne disaient rien sur le conflit de Suez.

En outre, il était important d'observer que le sort des ouvriers hongrois se trouvait beaucoup plus au cœur des préoccupations de la classe ouvrière allemande. Il en résulte visiblement que la classe ouvrière allemande recommence à se sentir comme partie de la communauté mondiale que constitue le prolétariat international. Ce ne sont encore que des pas incertains. Mais ils montrent que la classe ouvrière allemande commence à se réorienter et à se former politiquement. Les exemples de quelques éruptions d'actions sporadiques témoignent que, lorsqu'on en viendra à nouveau en Allemagne à de plus grandes luttes de classe, elles seront puissantes, pleine de vigueur et de maturité.

W. BECKER

Le jugement de Karlsruhe

(Une victoire de la réaction en République Fédérale)

Le 17 août 1956 est un jour historique. Après un procès qui dura cinq ans, le tribunal constitutionnel fédéral a réalisé sa tâche. Il a fourni la preuve que le K.P.D. était anticonstitutionnel et, par conséquent, qu'il pouvait être interdit par le gouvernement fédéral. Les forces policières qui se trouvaient déjà prêtes furent lâchées quelques heures plus tard dans une « action foudroyante » sur les bureaux et les imprimeries du K.P.D. La saisie de « matériel accusateur », la mise sous scellés des locaux et l'arrestation de militants du parti, préparées comme une démonstration impressionnante de force, passèrent comme une lettre à la poste, à peine observées par l'opinion publique.

En 1951, lorsque le réarmement fut fixé comme un objectif réalisable, le gouvernement fédéral prit ses premières mesures préventives contre une résistance possible du mouvement ouvrier. Par l'attaque contre le K.P.D., il s'en prit dans une juste estimation de la situation au point le plus faible. Il ne réussit pas alors du premier coup à interdire le Parti communiste qui visiblement souffrait déjà politiquement et organisationnellement, et à se créer une arme contre tout mouvement radical de la classe ouvrière, parce qu'à cette époque le développement réactionnaire n'avait pas encore atteint ce niveau qui aujourd'hui, grâce à la faiblesse, à l'incapacité et à la « fidélité à l'Etat » de la direction des grandes organisations ouvrières, nous amène au seuil d'un régime de type Dollfus.

Le jugement de Karlsruhe est un acte politique ; sa justification en est l'opportunisme politique. L'anticonstitutionnalité du K.P.D. est définie dans les considérants du jugement du fait que « la dictature du prolétariat que le K.P.D. propage comme prémisse nécessaire à son but final sur la voie de la révolution prolétarienne, est incompatible avec l'ordre libre, démocratique ».

Cette justification est un non-sens à deux égards. Lorsqu'elle dit que, dans la comparaison des ordres étatiques, il n'est pas besoin d'introduire « des exemples concrets d'Etats dans lesquels la « dictature du prolétariat » est réalisée », elle déclare ainsi qu'il existe quelque part un tel Etat sur la base de la « dictature du prolétariat ». Ces grands personnages montrent ainsi qu'ils comprennent bien peu les choses sur lesquelles ils tranchent souverainement. Certes, dans les premières années de la Révolution d'Octobre de 1917, l'Etat soviétique reposait sur la « dictature du prolétariat », jusqu'à ce que la bureaucratie montante parvint à anéantir la démocratie ouvrière. Même des journalistes bourgeois, même l'ex-stalinien et antibolchevik forcené Arthur Kœstler, dirent d'elle qu'il n'y avait jamais et nulle part eu dans l'histoire moderne une démocratie plus élevée et plus large qu'en Union soviétique lors de la floraison de la « dictature du prolétariat ». Aucun homme sensé ne peut évidemment s'attendre à ce que les plus hauts représentants de la justice bourgeoise le comprennent.

En ce qui concerne les « exemples concrets », les Partis communistes, là où ils ont reçu le pouvoir des mains de l'armée soviétique, n'ont pas érigé la dictature du prolétariat mais la dictature de la bureaucratie soviétique sur le prolétariat. Une fois de plus, le stalinisme peut revendiquer d'avoir fourni à la justice bourgeoise de pseudo-arguments contre le communisme, en ce cas contre la théorie marxiste révolutionnaire de l'Etat.

Le jugement est une confirmation classique de la conception marxiste de l'Etat et du droit. Il montre d'une façon claire comme le jour qu'il n'existe pas un « Etat défenseur du droit » ni un droit neutre flottant au-dessus des classes. Aussi longtemps que la société est divisée en classes dont les intérêts s'opposent de manière antagoniste, l'Etat est l'instrument de force de la classe dirigeante ; le droit régnant est le droit de la classe dirigeante.

A la « dictature du prolétariat » il n'est donc opposé que le « modèle de l'ordre libre ». « Que la réalité constitutionnelle de la république fédérale, déclare un des considérants, concorde partout ou non avec ce tableau n'a aucune importance ici ». Il faut donc admettre qu'il est aussi sans importance pour Messieurs les Juges de savoir si leur affirmation « que chaque membre de la société est un libre collaborateur aux décisions soçiales » ou bien si « la tendance au bien de tous les citoyens et d'une répartition à l'égalité des charges » correspond à la réalité sociale. En d'autres termes les juges ne paraissent pas être intéressés de savoir si la réalité

sociale, si les rapports sociaux réels correspondent au « modèle ».

L'introduction les articles de la Constitution 18 (abus de la liberté de presse, de coalition et de réunion) et 21 (règlement intérieur démocratique des partis et leurs buts) ne fait que souligner seulement combien le jugement correspondait à un besoin politique et est en premier lieu l'expression de l'ampleur atteinte à ce jour par la réaction politique. Toutes les caractéristiques anticonstitutionnelles qui y sont mentionnées s'appliquaient, dans le sens des considérants du jugement (dictature du prolétariat), en 1949 au moment de la promulgation de la Constitution tout aussi bien qu'aujourd'hui.

Il en sera de même lorsque le K.P.D. — considéré comme objet d'échange — sera réautorisé en cas de réunification, par la réalisation d'élections panallemandes, possibilité qui est prise en considération par le jugement. Cette nouvelle Constitution considérée comme possible par eux qui donnerait au K.P.D. hostile au « modèle » de nouvelles possibilités d'action pourrait, selon la logique des juges de Karlsruhe, être seulement une constitution « hostile à l'ordre démocratique libre ». En acceptant une telle variante, les juges consentent à « l'idée d'un ordre hostile à la démocratie libre » et devraient être rendus responsables de la propagation d'idées anticonstitutionnelles. « L'établissement du droit » bourgeois se trouve pris ici dans le filet de sa propre argumentation. Il ne peut pas y répliquer, car il fait appel à des élections panallemandes comme pouvoir constituant. De vraies constitutions sont créées par des événements révolutionnaires ; la révolution prolétarienne n'est pas seulement une révolution politique mais également la révolution de transformation sociale.

Le comble de la farce qui démasque la bassesse du droit moral bourgeois n'est pas encore atteint. Le grand héritage historique de la démocratie bourgeoise est ici jeté par dessus bord. L'essence de la démocratie bourgeoise issue d'une lutte sanglante contre le féodalisme consiste à garantir par la Constitution, la liberté des idées et leur discussion libre. Ne peut être poursuivi pénalement qu'une action hostile à l'Etat, directe, concrète, définie juridiquement. Mais ceci, comme on nous le rappelle, n'est que le modèle ; la réalité constitutionnelle est sans intérêt pour les juges.

Une mixture extravagante de construction juridique et d'ignorance du sujet est manifestée dans la tentative de justifier l'inconstitutionnalité du K.P.D. par une analyse du processus de pensée de constitution. Ainsi le tribunal développe la thèse que ce « système de valeur » de la libre démocratie interdit de rejeter fondamentalement et totalement l'ordre économique et social capitaliste existant et de considérer l'homme comme membre d'une classe (pages 642 et 644). Il est dit qu'il est contraire à la dignité de l'homme d'analyser réellement la structure sociale (p. 644 et 646). Il est dit que la « libre démocratie » dans le sens de la loi fondamentale refuse de laisser caractériser en général l'état économique du travail salarié au service d'un entrepreneur privé comme base de l'exploitation (p. 647) etc... Par cette sorte d'argumentation, la social-démocratie classique du temps du programme d'Erfurt se trouve tout autant accusée que le K.P.D. L'article 27 de la Constitution du Land de la Rhénanie du Nord-Westphalie établie un an après la loi fondamentale pose la revendication de l'étatisation des industries des matières de base. Il fut adopté par le C.D.U., le S.P.D. et le K.P.D. Aujourd'hui le tribunal constitutionnel poursuit le K.P.D. parce qu'il préconise une modification des rapports de propriété pour enlever sa puissance économique au capital monopoleur et à ses soutiens.

Ensuite « chacun dans la grande mesure du possible est responsable aussi de coopérer à la décision de la collectivité. L'Etat, est-il ajouté, doit lui frayer la voie, ceci se produit en premier lieu par le fait que la lutte spirituelle, la confrontation des idées est libre, en d'autres termes que la liberté de pensée est assurée ». Au nom de cette liberté, au nom de la liberté des idées on a interdit non une activité hostile à l'Etat, mais la profession d'une théorie de l'Etat. Jusqu'à ce jour, un tel jugement destructeur des fondements de la démocratie bourgeoise n'avait pas été possible même pas aux Etats-Unis, le pays le plus hostile au communisme parmi les « démocraties occidentales ».

Dans les pays européens, les Partis communistes ne sont interdits que là où, comme en Espagne et au Portugal, existent des dictatures fascistes ou catholiques-autoritaires ou, comme en Grèce, où la contre-révolution a vaincu grâce à l'intervention étrangère et à la trahison stalinienne.

La bourgeoisie allemande s'est ainsi créée en cas de nécessité le prétexte pour s'en prendre à toute déviation idéologique et exercer une terreur spirituelle totale. En tant que représentant du gouvernement fédéral, Ritter V. Lex a déclaré devant le tribunal que le « matérialisme dialectique » était le véritable accusé. Il a ainsi tracé les limites de la « liberté de pensée » et de la « libre confrontation des idées » et ouvert la porte à une chasse aux sorcières effrenée.

Mais le véritable sens politique du procès devient clair dans un commentaire d'un porte-parole du Ministère de l'Intérieur selon lequel il sera plus facile au gouvernement de procéder maintenant « contre le radicalisme et l'extrémisme de toute sorte ». Comme il n'y a, dans la République fédérale, en fait ni danger fasciste grave ni menace contre l'Etat de la part du K.P.D., l'action de Karlsruhe ne doit être comprise que comme constituant un précédent. La chaîne avec laquelle le mouvement ouvrier allemand doit être ligotée est montée, maille après maille : loi constitutionnelle sur les entreprises, réarmement et interdiction du parti.

Les questions constitutionnelles ne sont pas des questions de droit mais de force. Jusqu'à ce jour aucun juge ni aucun gouvernement ne s'est vu autorisé à procéder contre « l'académie orientale »

qui, comme on le sait, repousse la responsabilité du gouvernement envers le parlement, institution non établie par Dieu, et qui préconise un régime clérico-absolutiste sur une base de castes. Mais à cette association honorable appartiennent toutefois de « hautes personnalités » dont le « comportement démocratique » ne peut être mis en doute. L'exemple contraire, l'interdiction du S.R.P. semi-fasciste, ne prouve rien. Le S.R.P. était nuisible à la bourgeoisie allemande. Il troublait le tableau d'un développement « démocratique libre » de la démocratie de Bonn et nuisait au crédit politique du gouvernement de Bonn à l'étranger. Son existence ne correspondait nullement à des besoins aigus de la société bourgeoise. Pour cette raison — et en vue de la prochaine interdiction du K.D.P. — il fut déclaré anticonstitutionnel et interdit.

L'interdiction du K.P.D. est un acte de prophylaxie politique. Dans sa tentative d'établir sa puissance étatique sur une base réelle, la bourgeoisie allemande voit qu'elle ne peut atteindre ce but qu'avec l'établissement d'une armée. Les forces armées dont elle disposait jusqu'à présent — police et forces de frontières — n'étaient en aucun cas en état de maintenir « la loi et l'ordre » dans des cas sérieux, par exemple une grève générale ou une grève de masse politique.

Mais la bourgeoisie allemande sait aussi combien profonde est la résistance au réarmement dans la classe ouvrière allemande et avant tout dans la jeunesse ouvrière. Elle a vu combien les modestes mouvements extraparlementaires des organisations ouvrières révèlent le véritable rapport de forces potentiel entre les classes. L'accomplissement de la remilitarisation signifierait donc le renversement total de ce rapport de forces en faveur de la bourgeoisie.

Avec l'interdiction du K.D.P., l'Etat d'Adenauer montre la force qu'il a déjà atteinte. Les opposants à la remilitarisation et les éléments socialistes dans et en dehors des organisations de masse doivent être intimidés, confondus et diffamés. (Le général Hermann : « Un objecteur au service militaire est soit un lâche soit un communiste »). Le jugement de Karlsruhe s'avère donc un pas important sur la voie d'un régime autoritaire, une mesure alarmante pour ficeler les libertés démocratiques. En conséquence de l'interdiction du K.D.P., des patrons chicaniers exigent que des délégués d'entreprise communistes soient démis et même licenciés. Les syndicats sont invités à éliminer les communistes de leurs rangs. Ces mesures ne devraient pas être appliquées seulement à ceux qui, désormais, agiraient dans le sens et sur ordre du Parti communiste interdit, mais aussi contre tous ceux qui étaient connus comme membres du K.P.D. avant l'interdiction.

Il est caractéristique de la bassesse politique et morale des sommets syndicaux ou de leur impuissance politique complète, qu'ils n'ont pas rejetés avec indignation cette prétention. Ils n'ont trouvé aucun cheveu dans la soupe et blâmèrent seulement le gouvernement pour avoir agi « d'une manière politique inintelligente ». Il est symbolique que le président de la C.G.T. allemande (D.G.B.), Walter Freitag, et le premier président de la Fédération des Métaux, Brenner, au moment même où le gouvernement portait un coup aux libertés démocratiques, se rencontrèrent avec Adenauer pour reprendre leurs conversations « dans une atmosphère amicale ».

A la direction syndicale se sont associées dignement les hautes sphères du Parti socialiste. Nulle part il n'y a eu de protestation **politique** d'un de ses représentants contre ce jugement. C'est à peine si un des commentaires donnés officiellement alla au delà de « insensé, politiquement déraisonnable » ou « erroné ». Ollenhauer qui fut interrogé pendant ses vacances par des journalistes refusa de prendre position, Mellies bredouilla une stupidité et la direction du parti se tut. Mais le « Vorwaerts » du 24 août estime semble-t-il « objectif » et en « correction démocratique » de certifier au tribunal « que le jugement est juste dans son résultat... ».

Le premier président de la Fédération socialiste de Hesse, le « gauche » Willy Birkelbach, n'a éprouvé aucun besoin plus pressant que de suspendre sur le parti aussitôt une interdiction de recrutement. L'idée de recevoir maintenant les honnêtes ouvriers du K.P.D. dans le parti pour les arracher, par une libre discussion, à l'idéologie stalinienne n'est vraiment pas venue à aucun de ces « dirigeants ouvriers » réformistes ; par contre ils ont été perturbés à l'idée d'un afflux d'anciens communistes. Quand leur viendra-t-il à l'esprit que la plus modeste revendication de planification économique ou même de nationalisation — quelle idée bolchevique — le plus timide mouvement extraparlementaire dans la lutte contre une politique bourgeoise fatale pourrait être mis hors la loi sur la base du jugement de Karlsruhe ? Les considérants qui se trouvent à la page 597 du troisième volume du jugement du tribunal constitutionnel ne laissent aucun doute qu'il y a des craintes réelles que les mêmes raisons peuvent un jour servir à une action contre le S.P.D. Il y est dit que, même un parti démocratique classique pourrait être non constitutionnel. Il est en outre affirmé par le tribunal constitutionnel que des actions extraparlementaires qui ont pour but d'exercer une influence directe et persévérante sur le parlement, menacent la fonction de protection de la libre démocratie reposant sur une pluralité de partis (p. 660). S'il ne dépend que des juges de Karlsruhe, tout mouvement extraparlementaire devrait être poursuivi pénalement dans la République fédérale comme non constitutionnel.

Le parti communiste a récolté ce qu'il a semé : un coup de pied de la bourgeoisie pour sa « politique proétatique » de collaboration de classe pendant la lune de miel de la « nouvelle voie démocratique vers le socialisme » dans les années 1945-1947 ; l'indifférence à son sort de la part des ouvriers pour sa politique intérieure et extérieure qui a à peine encore quelque chose de commun

avec les intérêts de la classe ouvrière allemande. S'étant identifié plus ou moins étroitement avec la dictature haïe du S.E.D., il a fait tomber complètement à zéro ce qui lui restait de crédit politique. La bureaucratie du K.P.D. a intentionnellement saboté une déstalinisation réelle qui aurait pu lui créer de nouvelles sympathies. Le nombre légèrement croissant des électeurs communistes qui, selon toutes les indications, était à mettre au compte de la politique extérieure russe, ne peut tromper sur le fait qu'au moment de l'interdiction le K.P.D. se trouvait déjà totalement isolé.

Au sein de la classe ouvrière, c'est-à-dire dans les entreprises et les syndicats, il y eut à peine des protestations. Les appels du K.P.D. à des protestations restèrent sans effet. Personne ne remua le petit doigt pour la défense du parti qui, voici 25 ans, était sur la voie de la conquête du pouvoir en Allemagne. Les sentiments des ouvriers sont opposés à cette mesure, mais aucune main ne s'est levée pour la défense du « parti des travailleurs ».

Il serait cependant erroné de conclure de ce triomphe de la justice bourgeoise qu'un nouveau 1933 a commencé ou que celui-ci est proche de nous. La société bourgeoise n'est pas aujourd'hui — comme dans les années 1929-1933 — ébranlée par des crises économiques et politiques permanentes. Il n'y a pas de petite bourgeoisie désespérée comme base de masse pour le fascisme. La bourgeoisie n'a pas besoin d'une force extraparlementaire disponible pour maintenir sa domination de classe. Mais elle s'y prépare. Elle se forge aujourd'hui des armes pour demain. Si elle y a réussi jusqu'à présent, c'est beaucoup moins grâce à sa force propre qu'à la politique réformiste et stalinienne qui a déçu, désorienté les travailleurs, gêné le développement de la conscience politique des masses et saboté le déploiement de la force de classe du prolétariat allemand. La conjoncture économique qui se maintient empêche l'éclosion d'une nouvelle couche dirigeante lors du déclenchement de grandes luttes spontanées.

L'attentat de Karlsruhe doit provoquer de vives protestations et une résistance résolue du mouvement ouvrier. Mais sans de fortes organisations ouvrières ayant une direction résolue à la lutte de classe et politiquement ferme, il n'y a pas de lutte efficace pour la défense des libertés démocratiques. La résistance victorieuse contre la réaction politique coïncide avec une lutte victorieuse pour une direction de la classe ouvrière ayant une conscience de classe. Le résultat de cette lutte sera un nouveau parti révolutionnaire du prolétariat allemand, qui seul pourra résoudre les tâches révolutionnaires de notre époque en Allemagne.

Emilio PRADO

Les courants de gauche dans les P. S. d'Amérique Latine

L'histoire des partis socialistes de l'Amérique latine, presque dans sa totalité — dans le processus de dégénérescence mondiale de la social-démocratie — est l'histoire de leur rôle d'agents de l'impérialisme yankee au sein du mouvement ouvrier. En général, ces partis non seulement ont tourné le dos aux mouvements des masses surgis dans l'après-guerre mais, comme c'est le cas de celui de l'Argentine sont des agents inconditionnels de l'actuel gouvernement de l'oligarchie et de l'impérialisme, en se dressant comme force de choc contre les ouvriers. Au Brésil, ils ont appuyé dans les dernières élections le candidat de l'impérialisme américain et de l'oligarchie, Juarez Tavora.

La vague révolutionnaire d'après-guerre et la poussée des masses à l'échelle mondiale, ainsi que le développement de la lutte des masses en Amérique latine concrètement, ont frappé, secoué, certains partis socialistes et provoqué une crise dans laquelle des tendances de gauche se sont manifestées. Celles-ci sont le reflet, quoique déformé, confus, des changements révolutionnaires dans l'ordre mondial à l'époque actuelle et sont aussi le reflet d'un important pas en avant dans la politisation.

Telles les tendances représentées à la direction du Parti Socialiste Populaire du Chili par Waiss et Ampuero, tendances qui accentuent davantage le courant de gauche dans le cours vers la délimitation du P.S.P. avec les autres partis socialistes de l'Amérique latine ; telle est aussi la tendance Aguirre dans le Parti Socialiste de l'Equateur, de même que l'aile gauche dans le Parti Socialiste Uruguayen.

Le Parti Socialiste péruvien, sous la direction de Luciano Castillo, qui exerce une influence dans les zones pétrolières, a ébauché une certaine radicalisation sous la pression des derniers mouvements de masses pendant les élections en s'approchant ainsi du Parti communiste avec lequel il a formé, un front unique électoral. D'ailleurs, la formation de ce front électoral a été favorisée par les changements d'orientation survenus dans le P.C. en conséquence des répercussions du XX[e] Congrès.

Le Parti Socialiste colombien, encore relativement jeune, a vu naître, particulièrement sous l'orientation de l'un de ses chefs, Antonio Garcia, une tendance qui a essayé de donner une explication correcte des mouvements anti-impérialistes en Amérique latine, mais elle tombe dans une position d'appui aux bourgeoisies nationales. Dans le P.S. argentin s'est esquissé un courant de gauche, à travers Latendorf, dirigeant de la jeunesse socialiste. Il se prononça pour l'appui aux masses — en mettant cette lutte sur le plan latino-américain — dans des cas comme ceux de la Bolivie et du Guatémala ; en critiquant l'impérialisme yankee. Ce qu'il exprime en réalité c'est le mécontentement des secteurs de la petite bourgeoisie qui s'attendaient à une solution « démocratique » du gouvernement de la révolution qu'ils avaient appuyé, en croyant que celui-ci allait résoudre les problèmes économiques. Mais la politique réactionnaire du gouvernement leur a fait perdre confiance, et l'appui a diminué. Cependant, ce courant de gauche ne rompt pas ouvertement avec le gouvernement Rojas-Aramburu et moins encore avec la direction du P.S. pro-oligarchique et pro-impérialiste. Elle est complètement coupée du mouvement ouvrier, en dehors de la lutte du prolétariat pour la récupération de la C.G.T. et des syndicats ; par contre elle est encore fortement influencée par la petite bourgeoisie « démocratique » qui craint le retour de Péron.

CARACTERISTIQUES GENERALES DE CES TENDANCES

La tendance Aguirre est celle qui a le plus avancé vers des positions marxistes-révolutionnaires en alignant sa politique sur la théorie de la Révolution permanente. En effet, elle signale que seul le prolétariat au pouvoir soutenu par la paysannerie et les couches pauvres de la petite bourgeoisie peut réaliser les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et pose la question de la nécessité des Etats-Unis Socialistes de l'Amérique latine comme la seule solution historique (1). Sur le plan international, cette tendance se place sur le terrain révolutionnaire et

(1) « Révolution Bourgeoise ou Révolution Prolétarienne pour l'Amérique Latine et l'Equateur ». Dr. M. A. Aguirre. Editions Imprimerie de l'Université, 1952. Quito. Equateur.

proclame son accord avec les révolutions coloniales et semi-coloniales de même que son appui à l'U.R.S.S., la Chine communiste, etc.

La tendance Waiss-Ampuero, qui constitue la majorité dans la direction du Parti Socialiste Populaire Chilien, représente un parti qui, avec le P.C., est le seul à avoir une influence réelle dans le mouvement ouvrier du Chili. Ils organisent d'importants secteurs de l'avant-garde prolétarienne et influencent aussi d'autres tendances socialistes telles que l'aile gauche du Parti Socialiste Uruguayen. La tendance Waiss-Ampuero, qui s'oriente de plus en plus vers des positions marxistes révolutionnaires est une tendance centriste de gauche typique, ce qui mérite particulièrement une analyse de ses caractéristiques.

On doit tenir compte que le P.S.P. provient à l'origine d'une scission du Parti Socialiste et est depuis l'expression la plus à gauche de la traditionnelle politique réformiste et des agences de l'impérialisme que sont les partis socialistes. Dans son programme, il pose la question de l'impossibilité pour les bourgeoisies nationales d'accomplir les tâches de la révolution bourgeoise et qu'elles pourront être menées à fond seulement par la Révolution Socialiste dirigée par le prolétariat. Ceci favorisa la naissance de tout un courant de gauche, majoritaire dans la direction, laquelle reflèta, dans les nouvelles conditions, la montée révolutionnaire des masses dans le monde et plus particulièrement en Amérique latine. A présent, le P.S.P. constitue un parti centriste de gauche.

Le livre d'Oscar Waiss « Nacionalizaciones y Socialismo en América Latina » expose amplement et complètement la pensée de sa tendance et en même temps montre les causes qui, nour nous, expliquent d'une façon claire toutes les limitations et les inconséquences de cette tendance dans l'application de sa politique sur le terrain concret de la lutte de classes, même l'opportunisme caractéristique dans son action.

Bien qu'il représente un progrès sensible par le fait qu'il reconnaît l'incapacité historique de la bourgeoisie et le rôle du prolétariat comme dirigeant historique de la révolution latino-américaine ; bien qu'il reconnaisse le caractère progressif des mouvements des masses en Amérique latine et la nécessité de les appuyer, Waiss, en contradiction flagrante avec son exposé, tire la conclusion qu'il est impossible d'instaurer la dictature du prolétariat, dans cette étape de la lutte pour le pouvoir, et qu'une étape « intermédiaire » est nécessaire. Une « République Démocratique des Travailleurs » formée par un bloc du prolétariat, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie qui devrait réaliser les tâches démocratiques bourgeoises dans sa phase première, c'est-à-dire la révolution par étapes et sous une forme graduelle, d'après Waiss, en suivant l'exemple du gouvernement Arbenz-Arévalo au Guatemala et celui du M.N.R. en Bolivie, tous deux nécessaires pour la première étape.

Une telle conception met de côté, et pour un temps indéfini, le rôle du prolétariat dans la révolution latino-américaine en plaçant celui-ci à la remorque des directions bourgeoises et petites bourgeoises, ce qui explique l'opportunisme et les concessions devant ces directions. Elle explique, en outre, l'inconséquence dans l'application de classe et les va-et-vient à droite et à gauche, les fluctuations inhérentes au centrisme de gauche, comme elle explique, enfin, son inertie et ses reculs sous la pression des classes ennemies.

L'appui apporté à Ibanez par le P.S.P. et la collaboration au gouvernement ont été un produit de ces conceptions — que Waiss essaie de justifier dans son livre. Par la suite, la désaffection des masses envers Ibanez et la recherche d'une politique et d'une direction de classe — qui s'étaient exprimées par la CUTCH au moment de sa création — ont obligé la direction du P.S.P. à adopter une politique plus à gauche facilitant ainsi la formation d'un « Front de classe » ce qui, en général, tendait à donner une impulsion à la lutte des masses dans la CUTCH, de loin plus correctement que le Parti communiste ; celui-ci se trouvant engagé par son alliance avec les radicaux et la Phalange. Jusqu'à la grève générale du 7 juillet 1955, le P.S.P. a suivi une ligne ascendante : ses députés, surtout Ampuero et Aniceto Rodriguez ont mené une campagne d'agitation en dénonçant les tares du régime capitaliste et de la démocratie bourgeoise et montrant, comme la seule issue, la conquête du pouvoir par les masses. Le résultat a été une plus grande pénétration de son influence.

Après la grève du 7 juillet — plus particulièrement après l'échec de la grève générale de septembre 1955 et de celle de janvier 1956, l'incapacité de la direction étant la cause de la défaite subie par les travailleurs — la direction du P.S.P. recula sur des positions droitières et remplaça sa politique de Front de Classe par un compromis avec les radicaux à travers le F.R.A.P. (Front d'Action Populaire) pour aboutir aux élections. L'échec de cette politique, exprimé par des pertes de voix dans des fiefs du P.S.P., a révélé le mécontentement des travailleurs envers cette politique conciliatrice et capitularde et obligea la direction du parti à faire un nouveau tournant.

Ce tournant s'est produit sous la pression d'événements nouveaux. D'une part, le mécontentement et les critiques de la base du parti, la volonté de celle-ci de mener une politique de classe avec son esprit combatif en opposition à sa direction qui a reculé devant les coups du gouvernement et de la bourgeoisie et cherché un refuge dans une alliance avec les secteurs de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie « progressiste » (avec l'aile Bossay des radicaux) ; d'autre part, les répercussions du 20e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. sur le mouvement communiste se sont fait sentir aussi sur le P.S.P. en poussant celui-ci vers une politique de Front unique avec le P.C., ce qui détermina un changement dans le contenu du Front d'Action Populaire transformé d'organisme purement électoral et d'alliance avec les radicaux et les phalangistes en organisme de Front unique des partis ouvriers qui se transforment ainsi en élément d'impulsion du mouvement ouvrier.

Un autre fait important est constitué par la discussion publique à travers le quotidien du P.C. « El Siglo », sur des problèmes relatifs au caractère de la révolution en Amérique latine. Le P.S.P. y expose, dans les caractéristiques que nous avons analysées, une position plus juste que celle du P.C. puisque celui-ci défend sa conception du « Front de Libération Démocratique Nationale ».

LEUR POSITION A L'EGARD DES PROBLEMES LATINO-AMERICAINS ET INTERNATIONAUX

Par rapport au processus révolutionnaire en Amérique latine, ces tendances manifestent leur appui aux mouvements des masses tels que la revolution bolivienne, mais elles se maintiennent dans le cadre d'un appui à la direction petite bourgeoise du M.N.R. ou d'Arévalo-Arbenz au Guatemala. Lorsque Waiss dit : « C'est une erreur de vouloir appliquer au Chili les mots d'ordre de Lénine pour la Révolution d'Octobre ; mais ce n'est pas une erreur d'assimiler l'esprit du léninisme... » (2), il le dit parce que malgré les différences qu'il établit avec la politique du P.C. : — « Front des Travailleurs » au lieu de « Front Démocratique de Libération Nationale » — il existe au fond une même conception chez Waiss que celle du stalinisme, c'est-à-dire la révolution par étapes. « Nous ne tomberons pas dans la simplicité de soutenir qu'il faut combattre en même temps contre l'ensemble de la bourgeoisie, de l'oligarchie, de l'impérialisme et des puissances du ciel et de la terre coalisées. Nous reconnaissons le besoin et même la nécessité de lutter souvent à côté de secteurs de la bourgeoisie contre des ennemis plus puissants, mais à condition de ne pas nous confondre avec nos alliés transitoires ; de ne pas leur céder l'hégémonie ; de ne pas donner l'impression que nous faisons partie du même « appareil politique » (3). Malgré cet essai pour se différencier du stalinisme — esquisse d'une politique qui ait un caractère de classe plus accentué — Waiss laisse sans précision le rôle du prolétariat, sa fonction indépendante et laisse aussi la porte ouverte à l'opportunisme.

Mais ce qui montre davantage sa limitation à comprendre le caractère de la révolution en Amérique latine et la pression subie de la part des secteurs petits bourgeois « démocratiques » est sa position vis-à-vis du problème argentin, du mouvement péroniste de masses et ses organisations de classe : la C.G.T. et les syndicats. Le P.S.P. s'est borné uniquement à reconnaître l'existence d'un tel mouvement et à repousser le gouvernement comme gouvernement de l'oligarchie. Mais la gauche du Parti Socialiste Uruguayen, par exemple, s'est alignée sur les positions maintenues sur cette question par l'aile droite de Frugoni. Malgré quelques différences qu'ils ont manifestées avec le P.S. argentin, leurs divergences sont bien maigres. Ni le P.S.P. ni la gauche du P.S. uruguayen ne se sont levés pour défendre le mouvement ouvrier argentin et sa C.G.T., la grande organisation des masses argentines, contre laquelle a été dirigé principalement le coup réactionnaire de l'oligarchie et l'impérialisme qui provoqua la chute de Péron. A cette occasion ils se sont fait les complices de la Sainte Alliance établie par tous les secteurs réactionnaires de l'Amérique latine contre les masses argentines. Contre ces masses argentines qui, avec les masses boliviennes, ont été le bastion des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes de l'Amérique latine.

La réunion du Bureau Latino-Américain de l'Internationale Socialiste qui a eu lieu cette année à Montevideo et à laquelle ont participé le Parti Socialiste Populaire du Chili et le Parti Socialiste uruguayen à côté du Parti Socialiste argentin, a montré un esprit capitulard de la part du P.S.P. et autant de la gauche du P.S. uruguayen face au réactionnaire P.S. argentin. A cette réunion, tous deux ont fait le jeu du P.S. argentin, de la position réactionnaire de celui-ci, agent du gouvernement oligarchique Aramburu-Rojas. Pas un mot d'appui à la classe ouvrière argentine en lutte pour défendre ses conquêtes contre les attaques du gouvernement, celui-ci ayant utilisé le Parti Socialiste comme force de choc contre le mouvement ouvrier. En outre, Ampuero, Secrétaire général du P.S.P., a parlé au meeting de clôture de ladite réunion, à côté de Moreau de Justo — membre de la Junte consultative du gouvernement Aramburu — et à côté de Frugoni.

Par ailleurs, à la même réunion, une résolution fut approuvée en vue d'organiser une conférence latino-américaine de partis « démocratiques », tels que le Parti Radical du Chili, l'U.C.R. de l'Argentine et, bien entendu, le Parti Socialiste argentin, c'est-à-dire les Partis socialistes qui ont des positions gauche avec des partis bourgeois et petits bourgeois « démocratiques » aux positions pro-impérialistes. En opposition à cela, Oscar Waiss, appuyé par la majorité du P.S.P., avait posé la question d'une conférence de Partis socialistes et révolutionnaires de l'Amérique latine dans le but d'y unifier la lutte anti-impérialiste, ce qui représentait un pas progressif.

Encore une fois, l'inconséquence de ces gauches pour mettre en pratique leurs propres positions théoriques — d'où leur esprit de capitulation devant la droite — s'est montrée par ce tournant.

Sur le plan international, la position adoptée est celle du « troisiémisme » en s'alignant du côté de la Yougoslavie, de l'Inde, etc. Ces gauches appuient les

(2) « El Siglo », 22-8-56.

(3) Idem.

révolutions coloniales et votent aussi des résolutions d'appui à l'U.R.S.S., à la Chine communiste et aux démocraties populaires. Leur appui aux mouvements coloniaux est coupé du processus des luttes des masses coloniales et semi-coloniales de cette époque comme partie du développement de la révolution socialiste mondiale dont ils font partie, l'U.R.S.S., la République Populaire de Chine, l'Indochine communiste, la Corée du Nord, les démocraties populaires et les révolutions coloniales et semi-coloniales, ceci indépendamment du fait que la direction se trouve dans les mains de la bureaucratie stalinienne. Par là se reflète leur manque de compréhension du caractère du stalinisme ainsi que de celui des Etats ouvriers. Dans cette question où une prise de position correcte est décisive pour l'avenir de toute tendance qui prétend parler au nom du marxisme révolutionnaire, ces courants de gauche manifestent clairement leur position centriste qui subit, d'ailleurs, la pression idéologique de l'impérialisme. La dénomination « impérialisme soviétique » (coïncidence avec celle que donne aussi l'impérialisme) répond à leur incompréhension du caractère social de l'U.R.S.S. et de la bureaucratie au pouvoir. Ce manque de compréhension a pour base l'absence de toute analyse, et aussi d'une position marxiste révolutionnaire conséquente sur les phénomènes historiques les plus importants de cette époque et, plus particulièrement, en ce qui concerne le développement et la forme du cours de la révolution socialiste mondiale de notre temps. Ne pas agir sur la base de l'analyse indispensable, donc sur des positions politiques justes, équivaut à favoriser les plans de l'impérialisme mondial dans sa préparation de la guerre contre l'U.R.S.S., la Chine communiste, le Vietminh, la Corée du Nord, les Démocraties populaires et toute autre forme de développement de la révolution socialiste mondiale, malgré les déformations que celle-ci puisse avoir à cause de la nature de ses directions.

LA GAUCHE DU P.S. URUGUAYEN

La gauche du Parti Socialiste uruguayen avec Trias et Broquen comme chefs, dans une évolution analogue à celle du P.S.P., a exprimé par les résolutions de son dernier Congrès ordinaire de 1955 et du 14e Congrès extraordinaire de l'année en cours, son appui à la révolution bolivienne et à la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation. Une résolution sur la Centrale unique a été aussi approuvée, mais ces résolutions reflètent de plus grandes limitations que celles du P.S.P. Ceci s'exprime principalement à l'égard des rapports avec le mouvement ouvrier et ses tâches les plus importantes telles que l'unification syndicale et la Centrale unique. En ce sens elle est plus en arrière que le P.C., qui a pris l'initiative sur ce terrain et pousse en avant la lutte pour la Centrale unique en même temps qu'il insiste sur le Front unique avec le P.S. Aussi bien la droite que la gauche du P.S. ont repoussé ce Front unique.

Cependant, la situation objective a influé et influe encore sensiblement sur la gauche socialiste. Malgré son empirisme et ses hésitations, elle a été obligée, sous la pression des événements, de marcher au rythme de ceux-ci et d'avancer vers des positions correctes. Ainsi, les derniers mouvements de la classe ouvrière — et particulièrement la grève des ouvriers des frigorifiques — se sont manifestés au sein du Parti Socialiste et ont obligé la gauche à se joindre au mouvement général d'appui à la grève des frigorifiques et à pratiquer de fait l'unité d'action avec le P.C. De même cette situation s'est vue reflétée au dernier Congrès extraordinaire qui approuva une politique d'unification du mouvement syndical et pour la Centrale unique. Ces premiers pas sont encore limités par le rejet des propositions de Front unique avec le P.C. ; sa réalisation renforcerait sans doute le Front prolétarien et faciliterait le chemin vers la Centrale unique car le P.C. et le P.S. sont pratiquement les seuls partis ayant une influence importante dans le mouvement ouvrier. Ce rejet est, en fin de compte, la conséquence de la pression exercée par la droite et de la crainte de s'opposer à elle, ce qui a comme cause le maintien de conceptions réformistes et l'esprit hésitant qui en découle.

Au sujet du problème argentin, dont l'importance pour l'Uruguay et pour le prolétariat uruguayen n'est pas à souligner, la gauche s'est également tenue aux côtés de Frugoni et Cie, en appuyant le P.S. argentin, agent du gouvernement oligarchique, en caractérisant de fascistes Péron et le mouvement argentin de masses et en servant ainsi les intérêts de l'oligarchie argentine et de l'impérialisme. Elle est restée silencieuse devant la campagne de la Sainte Alliance réactionnaire dans toute l'Amérique latine contre le mouvement ouvrier et les masses argentines ; elle n'a pas dit un seul mot d'appui à la lutte des travailleurs argentins pour la défense de leurs syndicats et de leur C.G.T. Dans toutes ces questions, la gauche du P.S. uruguayen a montré sa nature conciliatrice et capitularde envers la droite chaque fois que celle-ci fait preuve de décision. Et ceci est l'une des conséquences du manque d'un organe de la gauche où elle critique les positions de la droite, où elle puisse définir ses positions et se différencier de celles de Frugoni. Le résultat, l'un des résultats de tout cela est que l'organe du P.S. « El Sol » est une mixture de positions de la gauche et de la droite et, par conséquent, n'exprime pas une politique cohérente.

Tel, par exemple, au moment de la proposition de Front unique formulée par le P.C. qui fut rejetée. Dans cet ordre d'idées, la droite — qui agit comme agent de l'impérialisme — de même que la gauche, veulent ignorer le poids du P.C. dans le mouvement ouvrier, veulent ignorer aussi que le P.C. a une influence sur un secteur important d'ouvriers d'avant-garde, parmi les plus conscients et les

plus combatifs, et prétendent faire une « unification » comme si ce secteur n'existait pas.

Récemment, lors de l'arrivée de Paz Estensoro à Montevideo, ils ont fait son apologie en le présentant comme l'un des chefs de la révolution latino-américaine. Bien que la position de la gauche socialiste soit celle d'un appui à la révolution bolivienne, l'apologie de Paz Estensoro, qui représente la direction petite bourgeoise de cette révolution, met en évidence le caractère capitulard de sa politique devant la petite bourgeoisie. Cette gauche marche à la remorque des masses, se place derrière la petite bourgeoisie, mettant dans les mains de celle-ci la direction de la révolution en Amérique latine. A cet égard, la concordance avec les autres gauches — celles du P.S. et P.S.P. — est complète. Du reste, elle n'est rien d'autre que la conséquence d'une même conception de la révolution par étapes. La même conception qui nie le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, en le reléguant pendant une durée indéfinie, et en se plaçant à la queue des mouvements de masses conduits par des directions bourgeoises ou petites bourgeoises au lieu d'être la conscience et la direction marxiste révolutionnaire. Ils n'ont pas tiré la moindre conclusion de la défaite au Guatemala, ni de la stagnation de la révolution bolivienne et du danger constant d'un coup de « la Rosca », comme ils n'ont pas non plus tiré des conclusions de la chute de Péron (par contre, le P.S. uruguayen se réjouit de cette chute et donna son appui au gouvernement « révolutionnaire » de l'oligarchie), dans le sens de montrer l'incapacité historique des bourgeoisies nationales et de la petite bourgeoisie pour mener à bout les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, de même que la révolution en Amérique latine ne pourra avancer que sous la direction du prolétariat, dirigeant des grandes masses à travers l'instauration de Gouvernements Ouvriers et Paysans.

OU VONT CES TENDANCES ?

Toutes les tendances de gauche des Partis socialistes qui se sont avérées sensibles aux changements de l'époque, concrètement dans la montée mondiale du mouvement des masses et dont quelques-unes ont tendu et tendent vers la sortie des anciens cadres réformistes et du rôle d'agents idéologiques de l'impérialisme, autant dire à la rupture avec les caractéristiques du réformisme, ont fait, comme nous l'avons vu, des pas en avant dans leurs positions et programmes. Les progrès et les développements sont imprévus et dans une grande mesure déterminés par la situation objective même, par la force des luttes du prolétariat, luttes qui se placent sur un plan de plus en plus élevé, et sont influencées dans leurs progrès et développements par des événements comme le 20e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., lequel a eu — et a encore — des répercussions sur les P.S. Ces progrès se font de manière empirique et, quoique marqués par de fortes doses réformistes et opportunistes, ils développent à leur tour, dans le sein même des tendances de gauche, des forces révolutionnaires qui cherchent de plus en plus consciemment la ligne marxiste révolutionnaire. Ce complexe exerce sa pression et, malgré les reculs des directions de ces tendances et malgré leur esprit conciliateur envers la droite, oblige les chefs à répondre et à prendre position par rapport aux conquêtes du prolétariat et aux exigences de ses luttes, comme cela est arrivé au Chili avec le Front unique P.C. et P.S.P. et comme cela arrive actuellement en Uruguay avec la Centrale unique.

Le caractère limité de leur politique — à cause des attaches, non rompues avec les conceptions social-démocrates tant sur le terrain politique qu'organisationnel — est un facteur négatif pour la politisation des masses ainsi qu'un frein pour les autres tendances révolutionnaires telles qu'elles existent dans les Partis communistes. Tel est le cas que l'on peut voir en Uruguay où les hésitations et les inconséquences de la gauche du Parti socialiste dans l'application de ses propres résolutions — approuvées au Congrès extraordinaire — sont un facteur qui retarde la formation de la Centrale unique dans un milieu où existent des conditions irréprochables pour aboutir à sa formation.

Or, la situation objective mondiale et le nouveau essor dans la montée des luttes de masses en Amérique latine influe sensiblement sur ces gauches, en produisant des éléments de fermentation et en développant constamment des forces vers le marxisme révolutionnaire. Dans la base des partis communistes aussi, les positions du marxisme révolutionnaire font leur chemin en créant des conditions favorables à leur développement.

Les marxistes révolutionnaires insérés dans ces courants agissent dans le sens d'un développement conscient en élargissant les bases pour la formation du parti révolutionnaire de masses.

Il y a 20 ans

Chronique de la révolution espagnole (*)

(fin)

Après les journées de mai 1937 à Barcelone, la révolution espagnole va décliner presque continuellement jusqu'à ce que Franco lance son offensive finale à la fin de l'année 1938.

Pratiquement, après mai 1937, après les mesures politiques, économiques et sociales mentionnées dans notre précédent numéro, après les procès contre les militants du POUM — copiant servilement les grands procès de Moscou des années 1936-1938, à la différence que les accusés se refusèrent à « avouer » des crimes d'espionnage qu'ils n'avaient pas commis — après une série de décrets interdisant de plus en plus toute vie politique, aussi bien à Barcelone que dans les unités militaires, la guerre civile se réduisit à une lutte purement militaire.

LA NON INTERVENTION

Dès que la guerre civile éclata, les puissances fascistes, Allemagne et Italie, accordèrent un soutien sans réserve à Franco. Des troupes italiennes, du matériel de toute sorte. Dans la Méditerranée des sous-marins « inconnus » torpillaient des navires.

Les masses travailleuses dans le monde entier voulaient assurer l'aide la plus complète au camp républicain. Quand Madrid fut menacée, des milliers de volontaires allèrent former des Brigades internationales qui furent soumises d'ailleurs, après les journées de mai 1937, à un féroce contrôle stalinien. (Il est à remarquer que nombre des militants communistes qui revinrent des Brigades furent désormais considérés comme peu sûrs par Staline. On le vit à propos de l'affaire yougoslave, du procès Rajk, etc.

Mais l'Espagne républicaine avait besoin d'armes, de munitions, d'avions... En face des gouvernements fascistes qui ne refusaient rien à Franco, on assista à l'attitude suivante des gouvernements qui, normalement, s'affirmaient opposés au fascisme : le gouvernement soviétique **vendit** des armes aux Républicains espagnols et exploita ce concours pour imposer des conditions politiques, pour faire éliminer des partis et des gouvernants qui ne se montraient pas disposés à s'aligner sur la politique de Staline. Quant aux gouvernements anglais et français (ce dernier sous la présidence de Léon Blum), ils se prononcèrent pour la « non intervention ».

Pour assurer la « non intervention », la Société des Nations nomma un comité. On entra dans le maquis des procédures diplomatiques. Que signifiait exactement ce terme ? Comment pourrait-on vérifier les accords qui pourraient être pris? Comment obtenir l'évacuation des volontaires ? etc.

On pouvait poser des questions à l'infini. Les commissions se réunissaient, les diplomates ergotaient. Pendant ce temps, les fascistes alimentaient Franco, tandis que les démocraties soucieuses de respecter leurs engagements de non intervention empêchaient des livraisons ouvertes d'armes à l'Espagne républicaine qui vidait son trésor dans les caisses de l'Etat soviétique et devait, en outre, recourir à des achats d'armes par contrebande.

La « non intervention » fut d'ailleurs plus qu'une hypocrisie diplomatique pour justifier l'inaction des démocraties ; pendant toute la période de la guerre civile, le gouvernement anglais et d'abord une aile du quai d'Orsay, puis le gouvernement lui-même entretinrent des pourparlers dans la coulisse avec Franco, dans l'éventualité qu'il allait gagner la partie.

Le comité de la non intervention fut sur le point de finir ses travaux au début de 1939, quand la victoire de Franco était presque acquise militairement. En janvier 1939, il y eut un accord pour le retrait des volontaires, quelques jours avant l'entrée des troupes franquistes à Barcelone.

LA DEFAITE MILITAIRE

Il n'est guère utile de donner un tableau détaillé des opérations militaires de l'année 1938. D'une façon générale, sauf quelques réactions des troupes républicaines, la tendance générale est celle d'une avance des franquistes.

Dans les derniers jours de 1938, Franco engage son offensive en Catalogne qui va être la bataille décisive de cette guerre.

(*) Voir « Quatrième Internationale », numéros de juin 1956 et de septembre 1956.

Une contre-attaque des Républicains en Estamadoure ne parviendra pas à changer la marche des événements.

Le 15 janvier, chute de Tarragone. Negrin décrète la mobilisation générale. Le général Miaja, célébré par les staliniens, déclare : « Nous ne nous rendrons jamais ».

Quelques jours plus tard, les troupes franquistes commencent leur marche sur Barcelone. C'est une véritable avance sans combats.

Le 26 janvier elles entrent dans Barcelone qui n'est pas défendu, « pour éviter le massacre de la population » !

Des milliers d'hommes refluent vers la frontière française. Le gouvernement français désarme les troupes, prend des mesures contre les réfugiés qui vont connaître un peu d'aide des organisations ouvrières et beaucoup de tracas et de mesures rigoureuses de la part des autorités françaises (police, gendarmerie, armée).

Le 1er février, réunion à Figueras, non loin de la frontière française, des Cortès : 62 présents et 106 absents.

Le 4 février, chute de Gerone.

Le 6, la lutte en Catalogne est terminée. Les troupes de Franco sont arrivées à la frontière française. La République est encerclée sauf sur une partie de la côte méditerranéenne.

Le 10 février, Minorque se rend.

Le 11 février, le gouvernement Negrin s'installe à Madrid.

Le 27 février, les gouvernements de France et de Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement de Franco. La France aura pour ambassadeur Pétain, « le plus noble et le plus humain de nos chefs militaires », écrivait Blum dans « Le Populaire » en guise de consolation aux militants de son parti.

Le 28 février, Azana qui n'est pas rentré en Espagne donne sa démission de Président de la République.

DEBACLE ET DECOMPOSITION

A partir du 6 mars commence une lutte intérieure dans le camp républicain.

Un pronunciamento a lieu le 6 mars à Madrid. Le gouvernement Negrin est remplacé par un Conseil National de Défense avec le général Miaja, le général Casado, le socialiste Besteiro, Carillo de l'U.G.T., San Andres de la Gauche républicaine, Vals et Gonzales Marin de la C.N.T. Nous voulons la paix, déclarent-ils. Et ils se tournent contre Negrin et le P.C. espagnol.

Negrin se réfugie en France.

Pendant près d'une semaine, des combats se produisent dans Madrid. Franco se garde d'avancer pendant que se produisent ces combats pour lesquels des troupes sont retirées du front.

La fin de la guerre d'Espagne pâlit en face des nouveaux événements qui se produisent, de l'effondrement de la Tchécoslovaquie, le 15 mars, de sa dislocation et de l'instauration du protectorat allemand.

Le 18 mars, Besteiro propose des négociations à Franco.

Le 22 mars, le comité de non intervention se dissout.

Le 26 mars, Franco rompt les négociations et prend l'offensive sur le front de Cordoue et de Tolède.

Le 28 mars, reddition de Madrid.

Le 30 mars, reddition de Valence. Miaja fuit à Oran.

Le prolétariat espagnol a été vaincu. Le fascisme a triomphé avant tout en raison de la politique de collaboration de classe, de la politique de Front populaire, des organisations ouvrières.

Léon TROTSKY

Freudisme, pavlovisme et matérialisme dialectique

Dans cette année 1956 a été célébré le centième anniversaire de la naissance de S. Freud, qui fut incontestablement un des sommets de la pensée humaine.

La place de la psychanalyse dans la connaissance humaine est encore discutée. Nous parlons de la psychanalyse en tant qu'étude de psychologie individuelle et non de généralisations abusives, notamment d'ordre philosophique, auxquelles des psychanalystes, et Freud lui-même, se sont livrés. Encore moins peut-il être question de caricatures de la psychanalyse qui circulent assez couramment.

La psychanalyse a été combattue dans les années passées, notamment par les staliniens qui lui ont opposé le pavlovisme, la science des réflexes conditionnés. Toute une prose insipide a été produite sur cette question, notamment dans les pages de la plus stalinienne des revues, « La Nouvelle Critique ».

Or, cette querelle n'était pas nouvelle. Dès ses premiers pas sur la voie du pouvoir, la bureaucratie soviétique s'efforça de commander la science au nom d'une interprétation fallacieuse du matérialisme dialectique. Déjà à cette époque elle s'efforça d'opposer Pavlov à Freud, prônant le premier et interdisant l'enseignement du freudisme.

Dans cette période, l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky, menait une lutte acharnée contre la bureaucratie montante, contre le stalinisme, sur le plan social. Ce fut la période du « Cours nouveau », de la « Plate-forme de l'opposition de gauche »... Au cours de ce combat, Trotsky ne sous-estima pas la nécessité de lutter contre le commandement bureaucratique introduit dans la recherche scientifique. Parmi les pages qu'il écrivit à cette époque — et qui ont paru encore en U.R.S.S. en 1927, quelques mois avant son exclusion et sa déportation en Sibérie, dans un des derniers tomes des Œuvres complètes dont la publication avait été entreprise par le parti bolchevik — nous avons relevé deux courts passages qui ont trait à Freud et à Pavlov. L'un est extrait d'une lettre à Pavlov ; l'autre d'une brochure dont l'objet est précisément d'indiquer comment la révolution prolétarienne doit se comporter envers l'héritage culturel et scientifique du capitalisme dans la construction de la société socialiste.

Dans les lignes que nous publions, on verra comment, en quelques brèves pages, un coup d'éponge est passé sur toutes les inepties proférées par les staliniens sur ces questions du freudisme et du pavlovisme, et comment — en se servant magistralement de la dialectique matérialiste comme guide et moyen d'investigation et de contrôle — Trotsky expose en fait le point de départ à partir duquel il est possible d'étudier sérieusement ces questions d'un point de vue méthodologique et philosophique.

En maniant le commandement bureaucratique, prédisait Trotsky, on n'obtiendra que « préjudice et honte ». Paroles prophétiques ! Que tous les intellectuels communistes qui aujourd'hui rougissent des sottises et infâmies commises au nom du lyssenkisme, du « réalisme socialiste », etc., comprennent qu'il ne s'agit pas là d'une

aberration due à l'inexpérience ou, comme l'exposait Hervé, aux nécessités de répandre soudainement le marxisme, de le vulgariser à des millions et des millions d'hommes, mais d'une conséquence de la prise du pouvoir dans la société soviétique par une couche sociale conservatrice, la bureaucratie.

La lutte de l'Opposition de gauche contre la fraction Staline dans le parti, la lutte de Trotsky contre le commandement bureaucratique dans l'enseignement, ne constituaient qu'une seule et même lutte pour la défense des positions prolétariennes, des positions marxistes révolutionnaires.

" Culture et Socialisme "

(Extraits)

La critique marxiste de la science doit être non seulement vigilante mais également prudente, sinon elle pourrait dégénérer en un véritable sycophantisme, en une famousovtchina (1). Prenons par exemple la psychologie. L'étude des réflexes de Pavlov se situe entièrement sur la voie du matérialisme dialectique. Elle renverse définitivement le mur qui existait entre la physiologie et la psychologie. Le plus simple réflexe est physiologique, mais le système des réflexes donnera la « conscience ». L'accumulation de la quantité physiologique donne une nouvelle qualité, la qualité « psychologique ». La méthode de l'école de Pavlov est expérimentale et minutieuse. La généralisation se conquiert pas à pas : depuis la salive du chien jusqu'à la poésie (c'est-à-dire jusqu'à la mécanique psychique de celle-ci et non sa teneur sociale), bien que les voies vers la poésie ne soient pas encore en vue.

C'est d'une manière différente que l'école du psychanalyste viennois Freud aborde la question. Elle part, tout d'abord, de la considération que les forces motrices des processus psychiques les plus complexes et les plus délicats s'avèrent être des nécessités physiologiques. Dans ce sens général, cette école est matérialiste, si l'on écarte la question de savoir si elle ne donne pas une place trop importante au facteur sexuel au détriment des autres facteurs (mais c'est déjà là un débat qui s'inscrit dans le cadre du matérialisme). Pourtant le psychanalyste n'aborde pas expérimentalement le problème de la conscience, depuis les phénomènes primaires jusqu'aux phénomènes les plus élevés, depuis le simple réflexe jusqu'au réflexe le plus complexe ; il s'évertue à franchir d'un seul bond tous les échelons intermédiaires, de haut en bas, du mythe religieux, de la poésie lyrique ou du rêve, directement aux bases physiologiques de l'âme.

Les idéalistes enseignent que l'âme est autonome, que la « pensée » est un puits sans fond. Pavlov et Freud, par contre, considèrent que le fond de la « pensée » est constitué par la physiologie. Mais tandis que Pavlov, comme un scaphandrier, descend jusqu'au fond et explore minutieusement le puits, de bas en haut, Freud se tient au-dessus du puits et d'un regard perçant, s'évertue, au travers de la masse toujours fluctuante de l'eau trouble, de discerner ou de deviner la configuration du fond. La méthode de Pavlov, c'est l'expérimentation. La méthode Freud, la conjecture, parfois fantastique. La tentative de déclarer la psychanalyse « incompatible » avec le marxisme et de tourner le dos sans cérémonie au freudisme est trop simpliste, ou plutôt trop « simplette ». En aucun cas nous ne sommes tenus d'adopter le freudisme. C'est une hypothèse de travail qui peut donner — et qui incontestablement donne —

(1) Famousov, personnage de théâtre, petit bourgeois pédant, tout imbu de son pseudo-savoir. (Note du traducteur).

des hypothèses et des conclusions qui s'inscrivent dans la ligne de la psychologie matérialiste. La voie expérimentale amène, en son temps, la preuve. Mais nous n'avons ni motif ni droit d'élever un interdit à une autre voie, quand bien même elle serait moins sûre, qui s'efforce d'anticiper des conclusions auxquelles la voie expérimentale ne mène que bien plus lentement (*).

A l'aide de ces exemples, je voulais montrer, au moins partiellement, et la diversité de l'héritage scientifique et la complexité des voies par lesquelles le prolétariat peut en prendre possession. Si déjà, dans l'édification économique, l'affaire ne peut être résolue par un ordre et s'il faut « apprendre à faire du commerce », le pur et simple commandement dans les sciences ne pourra amener rien d'autre que le préjudice et la honte. Ici il faut « apprendre à apprendre ».

(*publié en* 1926-1927)

Lettre à l'Académicien I.P. PAVLOV

Très honoré Ivan Petrovitch,

Excusez-moi de me permettre, par la présente lettre, de venir vous arracher de vos travaux d'une importance exceptionnelle.

Je présenterai comme excuse que son sujet, bien qu'abordé en dilettante, me semble avoir un rapport direct avec la théorie fondée par vous. Il s'agit des rapports réciproques entre la théorie psychanalytique de Freud et la théorie des réflexes conditionnés.

Durant les quelques années de mon séjour à Vienne, j'ai coudoyé d'assez près les freudiens ; je lisais leurs travaux et fréquentais même leurs réunions. Dans leur manière d'aborder les problèmes psychologiques, j'ai toujours été frappé par le fait qu'ils allient un réalisme physiologique à une analyse quasi littéraire des phénomènes psychiques.

Au fond, la théorie psychanalytique est basée sur le fait que le processus psychologique représente une superstructure complexe fondée sur des processus physiologiques et par rapport auxquels il se trouve subordonné. Le lien entre les phénomènes psychiques « supérieurs » et les phénomènes physiologiques « inférieurs » demeure, dans l'écrasante majorité des cas, subconscient et se manifeste dans les rêves, etc.

Votre théorie sur les réflexes conditionnés, il me semble, englobe la théorie de Freud comme un cas particulier. La sublimation de l'énergie sexuelle — thème favori de l'école freudienne — est une création reposant sur les bases sexuelles des réflexes conditionnés n+1, n+2, et suivants.

Les freudiens ressemblent à des gens qui regardent dans un puits profond et assez trouble. Ils ont cessé de croire que ce puits est un abîme (l'abîme de « l'âme »), ils voient ou décrivent le fond physiologique et construisent toute une série d'hypothèses ingénieuses èt intéressantes, mais arbitraires du point de vue scientifique, sur les propriétés du fond, déterminant la nature de l'eau dans le puits.

La théorie des réflexes conditionnés ne se satisfait pas de méthodes semi-scientifiques et semi-« littéraires », d'observations faites de haut en bas, mais elle descend jusqu'au fond et revient expérimentalement vers le haut.

27 septembre 1923.

(*) Bien entendu, cette question n'a rien de commun avec la mode d'un certain freudisme qui n'est qu'espièglerie et polissonnerie érotique. Une telle démangeaison de la langue n'a aucun rapport avec la science et indique seulement un état de dépression : le centre de gravité se déplace du cerveau à la mœlle épinière... (L.T.)

Georges Valentinovitch PLEKHANOV

par Léon TROTSKY

Il y a cent ans naissait G.V. Plekhanov, fondateur du marxisme russe, mort en Finlande le 12 juin 1918.

De lui, Lénine devait écrire : « Il est impossible de devenir un véritable communiste sans étudier — étudier réellement — tout ce que Plekhanov a écrit en philosophie, comme ce qu'il y a de meilleur dans toute la littérature internationale du marxisme. »

Dans un court article écrit le 24 avril 1922 et paru pour la première fois dans la revue soviétique « Sous la bannière du marxisme » (Numéros 5-6, 1922), Trotsky dresse un bref bilan de l'œuvre de Plekhanov et de la place qu'il a occupée dans l'histoire de la pensée sociale en Russie et du mouvement ouvrier de ce pays. C'est cet article que nous reproduisons ici pour le centenaire de la naissance de Plekhanov.

La guerre a fait le bilan de toute une époque du mouvement socialiste ; elle a jugé et pesé les chefs de cette époque. Parmi ceux qu'elle a liquidé sans pitié, se trouve G.V. Plekhanov. C'était un grand homme. Il est attristant de penser que toute la jeune génération actuelle du prolétariat qui a rejoint le mouvement depuis 1914 ne connaît Plekhanov que comme protecteur des Alexinsky, collaborateur des Avksentiev et de pensée presque parallèle à celle de la trop célèbre Breshkovskaya (1). Cela revient à dire qu'ils ne connaissent de Plekhanov que l'homme de l'époque du déclin « patriotique ». Mais c'était véritablement un grand homme et une grande figure de l'histoire de la pensée sociale russe.

Plekhanov n'a pas inventé la théorie du matérialisme historique ; il ne l'a pas non plus enrichie de nouveaux résultats scientifiques. Mais il l'a introduite dans la vie de la Russie, et c'est là une réussite d'une grande signification. Il était nécessaire de dépasser les préjugés révolutionnaires nationaux de l'intelligentsia russe, dans lesquels s'exprimait une arrogance d'arriérés. Plekhanov « nationalisa » la théorie marxiste, et par là, « dénationalisa » la pensée révolutionnaire russe. A travers Plekhanov, elle commença à parler pour la première fois le langage de la véritable science : elle établit son lien idéologique avec le mouvement ouvrier mondial et ouvrit de véritables perspectives et possibilités pour la révolution russe en lui trouvant un fondement dans la loi objective du développement économique.

Plekhanov n'a pas inventé la dialectique matérialiste, mais il fut son défenseur convaincu, passionné et brillant en Russie depuis le début des années 80. Ceci exigeait la plus grande pénétration, une vision historique large et une pensée noble et courageuse. Chez Plekhanov, ces

(1) Alexinsky était un social-démocrate russe qui devint plus tard monarchiste et garde-blanc. Avksentiev était un socialiste révolutionnaire de droite, ministre du gouvernement de Kerensky, et aussi plus tard garde-blanc. Breshkovskaya participa au mouvement révolutionnaire russe des années 1870. Elle s'opposa à la Révolution d'Octobre. (Note de l'éditeur).

qualités étaient mêlées à une brillante expression et à un esprit doué. Le premier défenseur russe du marxisme maniait merveilleusement bien l'épée. Combien de blessures a-t-il données ! Certaines étaient fatales, comme celles qu'il infligea à Mikhailovsky, le talentueux épigone du narodnikisme. Afin d'apprécier la force de la pensée de Plekhanov, il faut comprendre combien était tendue cette atmosphère de préjugés narodnikistes, subjectivistes, idéalistes, qui dominaient dans les cercles radicaux de la Russie et de l'émigration russe. Et ces cercles représentaient la force la plus révolutionnaire qui surgit de Russie dans la deuxième partie du XIX[e] siècle.

Le développement de la conscience de l'actuelle jeunesse travailleuse avancée emprunte (heureusement) des chemins tout autres. Le plus grand soulèvement social dans l'histoire se situe entre nous et l'époque où eut lieu le duel Beltov-Mikhailovsky. (Sous le pseudonyme de Beltov, Plekhanov arriva à faire passer, malgré la censure tsariste, son pamphlet brillant et triomphal, « Sur la question du développement de la vision moniste de l'histoire ».) C'est pourquoi la forme des meilleures œuvres polémiques de Plekhanov, c'est-à-dire précisément les plus brillantes, ont vieilli, comme a vieilli la forme de l' « Anti-Duhring » d'Engels. Pour un jeune travailleur qui réfléchit, le point de vue de Plekhanov est infiniment plus compréhensible et plus près de lui que les points de vue qu'il détruisit. En conséquence, il faut au jeune lecteur plus d'attention et d'imagination pour reconstruire dans son esprit le point de vue des narodniki et des subjectivistes qu'il ne lui en faut pour apprécier la force et la justesse des coups de Plekhanov. C'est pourquoi ses livres ne peuvent avoir aujourd'hui une très grande diffusion. Mais le jeune marxiste qui a la possibilité de travailler régulièrement à l'élargissement et à l'approfondissement de sa vision du monde, se tournera inévitablement vers la source originale de la pensée marxiste en Russie — vers Plekhanov. Pour cela, il sera chaque fois nécessaire de se remettre rétrospectivement dans l'atmosphère idéologique du mouvement radical russe des années 60 aux années 90. Ce n'est pas une tâche facile, mais en échange, la récompense sera un élargissement des horizons théoriques et politiques, et le plaisir esthétique que donne l'effort couronné de succès vers la pensée claire dans la lutte contre le préjugé, la stagnation et la bêtise.

Malgré la grande influence qu'exercèrent les maîtres de la littérature française sur Plekhanov, il resta tout entier un représentant de la vieille école des publicistes russes (Bielinsky, Herzen, Tchernytchevsky). Il aimait écrire longuement, et n'hésitait jamais à faire des digressions ni à amuser le lecteur avec un trait d'esprit, une citation, encore une histoire spirituelle... A notre époque soviétique, qui coupe en morceaux les mots trop longs et puis comprime les parties de plusieurs mots en un seul, le style de Plekhanov semble être passé de mode. Mais il reflète toute une époque et, à sa manière, reste magnifique. Il bénéficia de l'influence française en ce qui concerne la justesse de la formulation et la lucidité de l'exposition.

A son avantage et à son désavantage, Plekhanov, comme orateur, se distinguait par les mêmes qualités qu'il possédait en tant qu'écrivain. Quand on lit des livres de Jaurès, même ses œuvres historiques, on a l'impression de lire le discours d'un orateur. Avec Plekhanov, c'était juste le contraire. Dans ses discours, on entend parler l'écrivain. La littérature oratoire aussi bien que le discours littéraire peuvent atteindre à de très grandes réussites. Mais malgré tout, la littérature et le discours sont deux domaines très différents, et deux arts bien distincts. C'est pourquoi les livres de Jaurès lassent par leur intensité oratoire. Pour la même raison, l'orateur Plekhanov donnait souvent l'effet double — donc refroidissant — d'être le lecteur habile de son propre article.

Il atteignit les hauteurs des controverses théoriques dans lesquelles des générations entières de l'intelligentsia russe n'étaient jamais lasses de se plonger, car là, la matière même de la controverse rapprochait davantage l'art de l'écriture et celui du discours. Sa plus grande faiblesse était dans les discours de caractère purement politique, c'est-à-dire ceux dont la tâche était de rapprocher l'auditoire par l'unité des conclusions concrètes, et de fondre ses volontés en une volonté unique. Plekhanov parlait comme un observateur, comme un critique, un publiciste, mais pas comme un dirigeant. Il ne devait jamais avoir la possibilité de s'adresser directement aux masses, de les appeler à l'action, de les conduire. Ses faiblesses avaient la même source que son plus grand mérite : c'était un précurseur, le premier défenseur du marxisme sur la terre russe.

Nous avons dit que Plekhanov n'avait guère laissé d'œuvres dont la classe ouvrière puisse faire un usage large et quotidien. La seule exception est peut-être l'*Histoire de la Pensée Socialiste Russe ;* mais cette œuvre est loin d'être irréprochable du point de vue de la théorie. Les tendances conciliatrices et patriotiques de la politique de Plekhanov dans la dernière période, réussirent — du moins partiellement — à miner ses fondements théoriques. S'enfonçant dans le cul-de-sac des contradictions du social-patriotisme, Plekhanov se mit à chercher des prémisses autres que la théorie de la lutte des classes, à la fois en ce qui concerne les intérêts nationaux et des principes éthiques abstraits. Dans ses derniers écrits, il fait des concessions monstrueuses à la morale normative, cherchant à en faire un critère politique (« la guerre défensive est une guerre juste »). Dans l'introduction à l'*Histoire de la Pensée Socialiste Russe,* il limite la sphère de l'action de la lutte des classes au domaine des relations intérieures ; dans les relations internationales, il remplace la lutte des classes par la solidarité nationale. (« Le cours du développement de toute société donnée, divisée en classes, est déterminé par le cours du développement de ces classes et de leurs relations mutuelles, c'est-à-dire d'abord par leur *lutte antagoniste* qui concerne l'ordre social interne, et deuxièmement par leur collaboration plus ou moins amicale où se pose la question de la défense du pays contre des attaques extérieures », G.V. Plekhanov, *Histoire de la Pensée Socialiste Russe,* Moscou, 1919, page 11, Edition russe.) Ici, il ne suit plus Marx, mais plutôt Sombart. Seuls ceux qui savaient comment il avait lutté avec succès, brillamment et sans relâche pendant des dizaines d'années contre l'idéalisme en général et la philosophie normative en particulier, contre l'école de Brentano et son falsificateur pseudo-marxiste Sombart — seuls ceux-là peuvent mesurer l'étendue de la décadence théorique de Plekhanov sous la pression de l'idéologie nationale-patriotique.

Mais cette décadence avait un fondement : le malheur de Plekhanov avait la même source que son mérite immortel : c'était un précurseur. Il n'était pas un dirigeant du prolétariat agissant, mais seulement son précurseur théorique. En polémique, il défendait les méthodes du marxisme, mais n'avait aucune possibilité de les appliquer dans l'action. Ayant vécu pendant plusieurs dizaines d'années en Suisse, il est resté un émigré russe. Le socialisme suisse municipal et cantonal, opportuniste et d'un très bas niveau théorique, ne l'intéressait guère. Il n'y avait pas de parti russe. Le « Groupe pour l'émancipation du travail » le remplaçait pour Plekhanov. C'était un petit cercle fermé de penseurs très proches les uns des autres (Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch et Deutsch, condamné aux travaux forcés en Sibérie). Manquant de racines politiques, Plekhanov s'efforçait d'autant plus de renforcer les racines théoriques et philosophiques de sa position. En sa qualité d'observateur du mouvement ouvrier européen, il laissait très souvent de côté des manifestations politiques d'une grande importance de mesquinerie, de lâcheté, d'esprit conciliateur de la part des partis socialistes. Cependant, il était toujours

sur le qui-vive en ce qui concernait l'hérésie théorique dans la littérature socialiste.

Ce manque d'équilibre entre la théorie et la pratique qui provenait des circonstances de la vie de Plekhanov, lui fut fatal. Malgré ses larges bases théoriques, il n'était pas préparé pour de grands événements politiques : déjà la révolution de 1905 le prit par surprise (2). Ce théoricien marxiste, brillant et profond, s'orienta dans les événements de la révolution par des moyens empiriques, par des évaluations essentiellement praticistes. Il se sentait peu sûr de lui et, chaque fois que c'était possible, il gardait le silence, évitait les réponses claires, résolvait les problèmes par des formules algébriques ou des anecdotes spirituelles auxquelles il prenait un grand plaisir.

Je vis Plekhanov pour la première fois vers la fin de 1902, c'est-à-dire à l'époque où il terminait ses superbes campagnes théoriques contre le narodnikisme et contre le révisionnisme, et se trouvait face à face avec les problèmes politiques de la révolution imminente. En d'autres termes, le déclin de Plekhanov avait commencé. Je n'ai eu qu'une fois le privilège de voir et d'entendre Plekhanov au sommet, pourrait-on dire, de sa force et de sa renommée ; c'était à la commission du programme du Deuxième Congrès du Parti (juillet 1903, à Londres). Les représentants du Groupe Rabotcheye Dielo, Martynov et Akimov, les représentants du Bund, Lieber et d'autres, et quelques délégués provinciaux essayaient de faire passer des amendements au projet de programme du parti qui était surtout l'œuvre de Plekhanov. Ces amendements étaient sur le plan théorique très incorrects et très mal venus. Dans les discussions de la commission, Plekhanov était inimitable et sans pitié. Sur chaque question et même sur chaque point de détail, il obligeait, en maniant sans effort son éclatante érudition, ses auditeurs, même ses contradicteurs, à se convaincre que le problème ne faisait que commencer là où les auteurs de l'amendement pensaient qu'il se terminait. Avec, dans son esprit, une conception claire, scientifique et totale du programme, sûr de lui-même, de son savoir et de sa force ; avec une étincelle joyeuse et ironique dans ses yeux ; avec une moustache en broussaille et joyeuse aussi ; avec des attitudes légèrement théâtrales, mais vivantes et expressives, Plekhanov qui était à la tribune, illuminait la nombreuse assistance comme un feu d'artifice humain d'érudition et d'esprit. Cela se reflétait dans l'admiration qui embrasait tous les visages, même ceux de ses adversaires, où le plaisir luttait avec l'embarras.

Dans la discussion des questions tactiques et organisationnelles à ce même congrès, Plekhanov était infiniment plus faible, paraissait parfois impuissant, rendait perplexes les mêmes délégués qui l'avaient admiré à la commission du programme.

Au Congrès International de Paris en 1889, Plekhanov avait déjà déclaré que le mouvement révolutionnaire en Russie vaincrait comme mouvement ouvrier ou pas du tout. Cela signifiait qu'en Russie, il n'y avait pas et ne pouvait y avoir de démocratie bourgeoise révolutionnaire capable de triompher. Mais de là s'ensuivait la conclusion que la révolution victorieuse, faite par le prolétariat, ne pouvait finir autrement que par la remise du pouvoir entre les mains du prolétariat. Mais Plekhanov reculait avec horreur devant cette conclusion. Ainsi il niait politiquement ses anciennes prémisses théoriques, sans en créer de nouvelles. D'où son impuissance et ses vacillations politiques, couronnées par sa grande déchéance patriotique.

En temps de guerre, comme au temps de la révolution, il ne restait

(Suite page 58.)

(2) Quand il eut la nouvelle de la révolution de 1905 en Russie, Plekhanov dit : « Il n'aurait pas fallu prendre les armes ». (Note de l'éditeur).

LES LIVRES

Die Toten kehren zurück

LES MORTS REVIENNENT de JOSEPH SCHOLMER (*)

L'auteur est un médecin berlinois, membre du P.C. allemand avant 1933, travaillant en Allemagne orientale au Ministère de la Santé, qui en 1949 fut condamné à 25 ans de travaux forcés par un tribunal soviétique pour « espionnage ». Il fut expédié à Vorkouta et retourna libre en Allemagne en janvier 1954.

Son livre est un récit de son arrestation, de ses interrogatoires, de ses prisons, de ses années de camp et de son retour.

Les témoignages de ces « morts qui reviennent » se font plus nombreux. Ils confirment tous la « méthode » qui permettait d'obtenir ces « aveux » qui ont si longtemps surpris ou trompé bien des gens. Méthode qui consistait à obtenir par la lassitude, par la fatigue croissante, par le désespoir des interrogés des déclarations répondant aux besoins de la politique stalinienne.

Dans ce livre l'auteur confirme également ce que rapportent les autres témoins sur la vie des camps soviétiques. Il ne s'agissait pas de méthodes sadiques de destruction volontaire des gens comme c'était le cas dans les camps allemands, mais d'un régime dur, inhumain, comme l'était toute la vie en U.R.S.S. dans laquelle tout, sous Staline, fut subordonné à « l'édification socialiste », c'est-à-dire seulement à la construction de l'économie sous le climat le plus rigoureux. Dans ce livre, une partie particulièrement frappante est celle où l'auteur montre le niveau de la médecine dans les camps. Les cas de « médecins » bourreaux étaient exceptionnels ; mais les médecins dans la plupart des circonstances n'avaient pas les moyens de donner des soins efficaces parce que la technique sanitaire en U.R.S.S. était dans la plupart des régions assez rudimentaire.

Le docteur berlinois a abandonné le communisme à la suite de cette tragédie de sa vie et nous ne discuterons pas les points de vue qu'il expose.

Nous relèverons dans ce livre très vivant tout d'abord une information qui nous touche tout particulièrement :

« Quand commença l'offensive des armées hitlériennes contre l'Union Soviétique, le N.K.V.D. fusilla des milliers de prisonniers dans les camps. Il s'agissait principalement de condamnés des grands procès de Moscou des années 1936-1938, de personnes qui avaient été condamnées pour trotskysme ou boukharinisme, pour leur appartenance aux cercles de Toukhatchevsky, Gamarnik et autres, de mencheviks, de membres des mouvements de résistance nationale d'Ukraine ou des Etats baltes. Les événements qui se produisirent alors au puits No 8 me furent décrits par un des témoins. » (p. 187-188)

Plus loin, l'auteur fait le tableau politique suivant des groupes d'opposition qui existaient clandestinement dans les camps :

« Les groupes de résistance nationaux sont caractérisés d'une part par leur opposition au système, d'autre part par leur hostilité aux Russes...

« Les groupes d'opposition russe ne peuvent être anti-russes, leur opposition au système résulte de leur revendication de la liberté individuelle. Ils s'identifient aux principes fondamentaux du système soviétique dans la mesure où ils concernent le socialisme. Ils reconnaissent les progrès qui ont été effectués dans le domaine social depuis 1917. Ils sont fiers des succès de l'industrie, des progrès du système scolaire et de l'Université de Moscou, ils approuvent la collectivisation de l'agriculture. Ce qu'ils rejettent c'est la dictature. Ils sont des partisans inconditionnels de la liberté individuelle et ils le sont de manière intransigeante, comme tout défenseur des libertés individuelles à l'ouest.

« S'efforçant d'obtenir un tableau objectif de la situation à l'ouest, ils sont les seuls qui abordent sans préjugé et systématiquement les problèmes du XX^e^ siècle. Une partie d'entre eux a connu l'Europe... Interrogés sur l'Amérique, ils disent : « Nous n'avons rien contre le standard de la classe ouvrière américaine. Nous ne l'atteindrons que dans 20 ou 30 ans. Mais qu'arrive-t-il chez eux quand on tombe malade ? Chez nous tu vas à l'infirmerie, on t'aide, tu reçois des médicaments et tu n'as rien à payer. Nos médecins peuvent être mauvais, mais un

(1) Editions Kiepenheuer & Witsch, Berlin - Cologne.

jour ils ne seront pas plus mauvais que ceux des Américains. Beaucoup de médicaments ne valent rien, les améliorer est une question de temps. Quand chez nous un kolkhozien a un fils doué, il peut le laisser étudier et ne paye pas un kopek. » (p. 190-191).

Et il ajoute une série de détails qui montrent bien des ignorances, mais aussi une sûre méthode de jugement sur les questions essentielles.

Et ces « morts » reviennent actuellement en U.R.S.S. par suite de la liquidation des camps. Il y a là une avant-garde des masses soviétiques dans la lutte contre le régime bureaucratique.

Correspondance
Fr. Engels - Paul et Laura Lafargue[1]

Le premier volume reproduisant la correspondance entre Engels d'une part, et la fille de Marx, Laura, et son compagnon Paul Lafargue d'autre part, qui vient de paraître, s'étend de 1868 à 1886. Deux autres volumes sont annoncés.

Ces lettres seront lues passionnément par tous ceux pour qui les créateurs du socialisme scientifique, les débuts du mouvement ouvrier actuel, ne sont pas de simples pages d'histoire mais des êtres et des moments encore très vivants.

Tout comme la correspondance Marx-Engels, ces pages qui n'ont pas été écrites pour la publication renferment, parfois pêle-mêle, tant les grandes heures du mouvement ouvrier que la petite histoire de celui-ci.

Dans ces lettres domine la figure remarquable d'Engels, encore insuffisamment bien appréciée, même parmi les marxistes. Dans ses lettres aux Lafargue, tout comme dans ses lettres à Marx, on voit se dégager un être aux dons et aux connaissances les plus étendus, et qui en même temps était d'une simplicité et d'une modestie extraordinaires, d'une large compréhension des hommes, en un mot le digne ami de Marx.

Quant à Marx, il n'apparaît en personne que dans le premier quart de ce volume. Ce sont les derniers moments de sa vie et il est tout plein de feu comme au premier jour.

De celui dont M. Hess écrivait le 2 septembre 1841 :

« Le Dr Marx, c'est ainsi que s'appelle mon idole, est un tout jeune homme, âgé tout au plus de 24 ans, qui donnera le coup de grâce à la religion et à la politique médiévales. Il joint à l'esprit philosophique le plus profond et le plus sérieux l'ironie la plus mordante ; représente-toi Rousseau, Voltaire, Holbach, Lessing, Heine et Hegel, je ne dis pas rassemblés, mais confondus en une seule personne, et tu auras le Dr Marx. »

Voici ce qu'en disaient les Lafargue en 1882, quelques mois avant sa mort :

« J'ai prêté une attention soutenue à sa conversation, qui a été très longue, elle a duré plusieurs heures ; il parlait tout le temps et pas une fois il n'y a eu erreur ou hésitation sur le choix d'un mot... (Paul Lafargue, 16 juin 1882.)

« Papa a l'incorrigible habitude d'avoir besoin de conversation dès que je prends la plume, et j'écris donc ces lignes sous un feu roulant d'esprit et de sagesse qui est tout à fait ahurissant... » (Laura Lafargue, 28 septembre 1882.)

Nous attendons avec impatience les volumes suivants.

(1) Editions Sociales, Paris.

Georges Valentinovitch PLEKHANOV

(Suite de la page 56.)

aux véritables disciples de Plekhanov que de mener contre lui une lutte irréconciliable.

Les admirateurs et les disciples de Plekhanov à l'époque de son déclin, souvent inattendus et toujours sans valeur, ont rassemblé depuis sa mort, tous ses pires écrits en une édition séparée. Par là, ils n'ont fait qu'aider à séparer le faux Plekhanov du vrai. Le grand Plekhanov, le vrai, nous appartient entièrement et totalement. Il est notre devoir de rendre à la jeune génération sa figure spirituelle dans toute sa grandeur.

DOCUMENTS

Adresse du Comité Exécutif International

Le C.E.I. de la IVe Internationale, salue la lutte des masses arabes qui se sont dressées contre l'agression des brigands impérialistes décidés à porter un coup à la Révolution coloniale montante dans le Moyen-Orient et en Afrique.

Il salue le prolétariat britannique qui a su mener une lutte décidée contre la guerre impérialiste et semer l'hésitation et la démoralisation dans les rangs de sa propre bourgeoisie.

Il salue la lutte intrépide, d'importance historique pour l'avenir du socialisme mondial, des masses polonaises et hongroises dressées contre le régime politique instauré par les agents de la bureaucratie soviétique.

Partout les masses ont démontré une volonté farouche d'arracher le bien-être et la liberté.

Les maîtres impérialistes du monde, les bureaucrates du Kremlin qui auraient tendance à résoudre leurs difficultés actuelles en précipitant l'humanité dans l'holocauste atomique, feraient bien de réfléchir sur le sort qui les attend.

Le courage, l'abnégation, l'ingéniosité des masses luttant pour le bien-être, la liberté, la culture, leur avenir socialiste n'ont pas de limites, ne connaissent ni crainte ni obstacle.

Le C.E.I. de la IVe Internationale appelle les masses à redoubler de vigilance devant le désarroi et la panique qui se sont emparés à nouveau des impérialistes et du Kremlin.

Ils les appelle à résoudre la tâche réellement fondamentale et décisive pour l'issue victorieuse de leurs luttes magnifiques : la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire faisant sien le programme du marxisme révolutionnaire, le programme de la IVe Internationale.

Vive la République des Conseils hongroise, indépendante et démocratique !

APPEL DE LA IVe INTERNATIONALE AUX OUVRIERS, AUX PAYSANS PAUVRES ET AUX INTELLECTUELS HONGROIS

Camarades,

La Quatrième Internationale qui groupe dans ses rangs des communistes oppositionnels de 30 pays du monde, y compris de l'Union Soviétique, et qui mène depuis près de 20 ans une lutte sans merci contre le capitalisme et le stalinisme, envoie aux masses populaires victorieuses de Hongrie son salut fraternel.

Salut aux ouvriers et aux étudiants héroïques de Budapest ! Vous avez montré que la volonté inflexible et unitaire du peuple travailleur est plus forte que toutes les armes modernes de l'oppression !

Salut aux vaillants ouvriers et paysans pauvres de province, aux conseils insurrectionnels des ouvriers, soldats et étudiants des innombrables villes et villages de Hongrie où le pouvoir est passé dans les mains du peuple travailleur !

Gloire éternelle aux victimes de votre grande insurrection qui a écrit une page glorieuse dans l'histoire du mouvement ouvrier international !

Haine et mépris à la clique pourrie des bureaucrates qui tenta de sauver son pouvoir par le feu des tanks russes en passant sur les cadavres de centaines de prolétaires hongrois massacrés. Cette clique n'a plus rien de commun avec le communisme, avec le socialisme.

Votre révolution victorieuse n'est pas terminée ; elle ne fait que commencer.

Mais les victimes de la démence bureaucratique ne doivent pas être tombées en vain.

Le pouvoir qui, aujourd'hui appartient au peuple hongrois, ne doit plus être perdu.

Les ouvriers et les étudiants de Budapest, de Miskolcz, de Debreczen et de Zalaegerczegs, ne se sont pas soulevés pour voir réapparaître à la place de la clique bureaucratique dominante, les anciens seigneurs de la Hongrie de Horthy, les capitalistes et les grands propriétaires fonciers.

Aujourd'hui, dans le vertige de la victoire qui vient d'être remportée, ce danger ne vous semble pas essentiel. Mais demain, par les frontières autrichiennes ouvertes, tout un flot d'émigrants va revenir dans le pays ; non seulement nos camarades sociaux-démocrates — qui, en tant que représentants d'un parti ouvrier, doivent profiter, selon nous, de tous les droits de la démocratie des conseils, même si nous, communistes oppositionnels, ne partageons par leurs idées politiques — mais viendront aussi les représentants de la plus noire réaction.

Les discussions sur une nouvelle Constitution, sur une nouvelle armée, sur un nouveau gouvernement, ne doivent pas être menées dans votre dos et sans votre participation active.

Ce que vous voulez, c'est une révolution politique, l'écroulement de la dictature bureaucratique, l'exercice du pouvoir par l'ensemble du peuple travailleur, **non une contre-révolution sociale**, non le retour au capitalisme privé et à la grande propriété foncière, non la fin de l'économie planifiée et de l'industrialisation.

C'est pourquoi nous vous appelons à faire preuve de la **plus grande vigilance**, et à vous engager sur la seule voie, la voie sûre, qui vous garantira pour toujours les fruits de votre victoire :

Dans chaque entreprise, dans chaque quartier et dans chaque ville, constituez un conseil des travailleurs, des soldats et des étudiants.

Dans chaque village, constituez un conseil des paysans pauvres.

Tout le pouvoir législatif et exécutif ne doit reposer que sur ces conseils élus à des élections libres, siégeant ouvertement et sous le contrôle de l'ensemble du peuple travailleur.

Tout le pouvoir armé doit être arraché non seulement à la police secrète stalinienne, mais aussi aux vieux officiers ; c'est pourquoi il faut exiger la dissolution de la police et de l'armée permanente : toutes les armes doivent être données aux travailleurs, organisés dans des milices d'ouvriers, d'étudiants et de paysans pauvres.

N'ayez aucune confiance en un quelconque parlement qui ferait appel à d'anciens et à de nouveaux politiciens. L'ensemble du pouvoir exécutif et législatif dans l'Etat n'appartient qu'à vous, les vainqueurs du 23 octobre. Exigez : **la convocation immédiate à Budapest d'un congrès des conseils pour toute la Hongrie, qui prenne le pouvoir dans l'ensemble du pays !**

Seul un tel congrès des conseils, dont les délégués travailleraient sous votre contrôle permanent, et que vous pourrez révoquer à toute heure si vous n'êtes pas d'accord avec leurs décisions, sera une expression réellement démocratique de la volonté du peuple travailleur de Hongrie !

Seul un tel congrès des conseils peut élaborer une nouvelle Constitution hongroise qui devra incorporer les principes suivants :

— Tout pouvoir repose sur les conseils élus démocratiquement par les ouvriers et les paysans pauvres.

— Toute acquisition privée de la terre et du sol, des grands moyens de production et des moyens de transport reste interdite selon la loi.

— Le plan économique d'ensemble est établi, exécuté et contrôlé avec la participation démocratique de l'ensemble des producteurs.

— Aucun fonctionnaire d'Etat ne reçoit un traitement supérieur à celui d'un ouvrier qualifié.

— La République démocratique hongroise des conseils est un Etat indépendant qui appartient au peuple travailleur et qui doit décider souverainement sans la présence de troupes étrangères et sans immixtion d'une puissance étrangère, de ses traités internationaux de commerce et de ses traités avec les autres Etats.

Ces résolutions doivent être prises par le Congrès des conseils de toute la Hongrie. Nous, communistes oppositionnels, qui sommes depuis 30 ans poursuivis sauvagement par Staline et la bureaucratie soviétique et dont le dirigeant Léon Trotsky, fut assassiné par les sbires de Staline, nous vous disons encore, au nom des centaines

de milliers de communistes soviétiques qui ont lutté et qui luttent contre la bureaucratie : ne vous laissez pas séduire par les promesses du capital international ! Les capitalistes britanniques, français et américains commirent et commettent en Malaisie, au Kenya, en Afrique du Nord, en Corée, au Guatemala et en Egypte les infamies que les bureaucrates commirent chez vous.

La tâche de la défense et de l'élargissement international des conquêtes du socialisme exige que vous restiez étroitement liés à tous les Etats ouvriers, mais comme les peuples polonais et yougoslaves, sur la base de l'indépendance absolue et de l'égalité des droits.

Communistes hongrois,

Les dernières semaines et les derniers jours furent pour vous comme un horrible réveil. Ce qu'auparavant on n'aurait jamais pu croire s'est maintenant vérifié : vos dirigeants criminels, Erno Gerœ en tête, ont cherché à maintenir leur pouvoir non contre la contre-révolution mais contre la classe des travailleurs en employant les moyens les plus sordides de la terreur la plus sanglante. Avec une brusque violence, s'est vérifiée pour vous la justesse de toutes les critiques et de tous les avertissements de **Trotsky et de l'Opposition communiste de gauche** qui, dès 1934, ont prévu l'inévitabilité d'une révolution politique contre le pouvoir d'exploitation et d'oppression de la bureaucratie.

Pensez aux crimes odieux de vos dirigeants d'hier. Souvenez-vous de l'avertissement de Lénine : la seule tactique, les seules manœuvres admissibles sont celles qui renforcent la confiance en soi et la conscience de classe des travailleurs et non celles qui l'affaiblissent ! Pensez aux principes décrits par Lénine dans « l'Etat et la Révolution » et qui concernent l'Etat ouvrier : un pouvoir des conseils où la masse des travailleurs doit disposer dans la plus grande mesure des droits démocratiques et non de droits moindres que dans la démocratie capitaliste !

Souvenez-vous de l'avertissement de Lénine selon lequel dans un Etat ouvrier déformé d'une manière bureaucratique, les syndicats doivent absolument défendre les droits des ouvriers contre l'Etat, et où les droits de grève et de manifestation doivent être absolument garantis.

Il n'y a pas de raison de désespérer ou de se résigner. **Ce n'est pas la cause du communisme qui a subi une défaite en Hongrie, mais c'est la cause d'un système bureaucratique inhumain que les meilleurs communistes ont combattu d'une manière conséquente depuis des dizaines d'années.**

Le moment est venu de tirer les enseignements de ces expériences sanglantes.

Resserrez les rangs ! Introduisez dans votre parti une démocratie sans limites ainsi que la liberté d'une lutte d'opinion et de tendance. Etudiez et diffusez les écrits de Léon Trotsky et de l'Opposition communiste internationale qui doivent être imprimés et vendus librement en Hongrie.

Sous la direction de Staline et de Rakosi, la cause du communisme fut salie et déshonorée ! Sous le drapeau de Lénine et de Trotsky le communisme sera victorieux chez vous comme dans le monde entier !

Si aujourd'hui, à l'avant-garde du peuple travailleur et sur la base de la démocratie prolétarienne la plus large, vous acceptez de mener le combat pour la République des conseils de Hongrie, indépendante et démocratique, l'avenir est à vous.

Les exigences du véritable internationalisme prolétarien impliquent aujourd'hui plus que jamais la coordination internationale de la lutte contre le capitalisme, l'impérialisme et la bureaucratie. Vive la nouvelle Internationale Communiste ! Vive la Section hongroise de la Quatrième Internationale !

Ouvriers, étudiants, soldats, communistes de Hongrie !

Toute l'humanité travailleuse a les yeux fixés sur vous. De la manière dont vous serez prêts à progresser sur la voie de la démocratie socialiste et à ne tolérer aucun recul soit vers la dictature stalinienne, soit vers le capitalisme exploiteur, peuvent dépendre les destins de centaines de millions d'hommes.

Dans la plus pleine confiance en la conscience que vous avez de vous-mêmes, de vos responsabilités et de votre conviction socialiste, nous vous crions :

Vive la République des conseils de Hongrie, indépendante et démocratique !

Vive la révolution socialiste mondiale !

Le Secrétariat International de la IVe Internationale,
(Parti Mondial de la Révolution Socialiste).

30 octobre 1956

Manifeste du Comité Exécutif de la IVe Internationale pour le 39e Anniversaire de la Révolution Russe

CAMARADES TRAVAILLEURS,

Le 39e anniversaire de la Révolution d'Octobre s'ouvre sur une étape nouvelle de la plus grande expérience sociale de l'Histoire. **Des forces puissantes agissent de nouveau pour faciliter l'épanouissement du contenu socialiste de la Révolution et assurer sa victoire rapide sur l'échelle internationale.**

Les forces réactionnaires ou conservatrices de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, quoique décidées toujours à se défendre avec acharnement contre l'avance triomphante de la Révolution Socialiste mondiale, sont manifestement en recul.

Au moment où le régime politique sanglant et absolutiste de Staline, instauré sur les ruines de la démocratie prolétarienne du temps de Lénine et de Trotsky, vacille miné dans ses fondements même, aussi bien en U.R.S.S. que dans les Démocraties populaires **un bilan s'impose de l'œuvre accomplie par la Grande Révolution d'Octobre, de son expérience, ainsi qu'une esquisse des perspectives nouvelles qui s'en dégagent.**

La justification historique de l'action victorieuse menée en Russie par le prolétariat russe et le parti de Lénine en 1917 n'est plus à démontrer. Elle est éclatante et a une importance historique. Elle éclaire d'une lumière puissante la voie à suivre pour toute l'humanité. **L'économie étatisée et planifiée, rendue possible grâce à la Révolution d'Octobre, s'est avérée une conquête fondamentale déterminant un essor prodigieux des forces productives, incompatible avec les conditions du capitalisme décadent.**

Malgré l'isolement de l'U.R.S.S. jusqu'à la dernière guerre mondiale; malgré la gestion bureaucratique de l'Etat et de l'économie, ses gaspillages, ses erreurs, ses limitations, l'U.R.S.S. est devenue la deuxième puissance industrielle du monde et se prépare à disputer dans les années à venir la première place dans diverses branches de la production industrielle.

Quelques chiffres illustrent la gigantesque marche en avant des forces productives déclenchée par le système social qu'a instauré la victoire d'Octobre. Le taux d'accroissement annuel de la production industrielle soviétique s'établit en moyenne à plus du double du taux correspondant des pays capitalistes industriels en période d'essor continu non interrompu par les « récessions » et les crises.

Sur la base d'un tel rythme, vers 1960, au terme du nouveau plan quinquennal, la production d'acier par tête d'habitant en U.R.S.S. dépassera celle qu'aura à cette date toute l'Europe occidentale unie, et la production globale de charbon dépassera celle des Etats-Unis. Quelques années plus tard, vers 1965, l'industrie lourde soviétique rejoindra celle de l'Europe occidentale toute entière, et vers 1970 elle égalera celle des Etats-Unis.

Certes, même à cette date la production soviétique par tête d'habitant risque de rester inférieure à celle des Etats-Unis, l'écart étant sensiblement plus grand en ce qui concerne les matières et les produits de consommation

en provenance de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie légère. Mais dans la compétition entre les deux systèmes économiques et sociaux, y compris dans le domaine de la production par tête d'habitant, l'U.R.S.S. a pris manifestement maintenant une avance décisive et irréversible.

L'économie étatisée et planifiée n'a pas manqué de faire aussi ses preuves de supériorité tant dans l'exemple des Démocraties populaires que dans celui de la Chine. La production industrielle des Démocraties populaires est en train de dépasser, pour environ le même nombre total d'habitants, celles de la France et de l'Italie réunies. Quant à la Chine, ses progrès déjà étonnants se mesurent aussi bien par rapport à la stagnation qui a marqué ce pays dans son évolution d'avant la Révolution que par rapport à ceux qui sont réalisés actuellement par un pays comme l'Inde s'industrialisant sous un régime bourgeois.

Ainsi, dans le domaine décisif de l'accroissement des forces productives, à un taux continu, supérieur par rapport à celui du capitalisme, le système de l'économie étatisée et planifiée a démontré déjà toute sa supériorité historique.

Cependant les conditions concrètes dans lesquelles a eu lieu jusqu'à maintenant ce développement ne cadrent pas avec celles qui furent prévues par les maîtres du marxisme révolutionnaire et avec le contenu donné par eux à la notion du régime socialiste. Le développement économique de l'U.R.S.S. et des Démocraties populaires s'est réalisé dans des conditions matérielles plus que pénibles pour la grande masse des ouvriers et des paysans de ces pays, sous un régime politique bureaucratique, policier et absolutiste. **Or le socialisme ne mérite son nom qu'en tant que régime synonyme d'une constante et substantielle élévation du niveau de vie des masses et de leur association démocratique au contrôle et à la gestion de l'Etat et de l'économie.**

Le régime stalinien en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, qui fondamentalement subsiste encore, est la négation d'une telle conception du socialisme. La poussée des masses qui tend actuellement à le renverser ne pourra y aboutir que guidée par une avant-garde véritablement léniniste, consciente des raisons profondes qui ont provoqué la déformation bureaucratique monstreuse du régime politique instauré par la Révolution d'Octobre, et capable d'apporter une solution aux problèmes créés par ce régime.

CAMARADES TRAVAILLEURS,

La principale ressource de l' « accumulation primitive » aussi bien en U.R.S.S. que dans les autres Etats ouvriers était et reste le produit non consommé par les masses productives de la paysannerie et du prolétariat. C'est en prélevant sur ce produit que l'Etat trouve les moyens nécessaires à l'édification de l'industrie — de l'industrie lourde en premier lieu.

Dans les conditions d'un pays arriéré et isolé du marché international, comme ce fut le cas de l'U.R.S.S. et actuellement de la Chine et des autres Démocraties populaires, prélever sur la consommation pour construire un puissant appareil d'industrie lourde peut signifier restreindre pour une période la consommation de toute une série de produits et soumettre toute la population à un régime d'austérité sévère. Le caractère arriéré du pays et son isolement du marché mondial déterminent, outre une masse globale de capital impressionnante à trouver, un coût de revient hors de comparaison avec celui du marché mondial. D'où, à la fois, la tendance à procéder au drainage draconien de toutes les ressources provenant des restrictions de la consommation et du niveau de vie en général des masses, et la disproportion criante entre les prix industriels et les prix agricoles.

bases matérielles et techniques pour une telle transformation, les régimes staliniens ont imposé aux masses un fardeau disproportionné aux possibilités économiques réelles et à leur utilisation rationnelle, qui a strictement limité leur consommation pour des années durant et miné la collaboration volontaire et confiante entre l'Etat, le prolétariat et la paysannerie.

C'est celle-ci qui du reste a le plus souffert de cette orientation, ce qui explique et le retard général de l'agriculture dans tous ces pays et le divorce accentué des masses paysannes avec le pouvoir politique. Les masses paysannes pauvres se sentent frustrées de leur produit de travail dans les conditions désavantageuses de leurs échanges avec l'Etat. D'autre part, elles boudent toujours une collectivisation qui se fait par des moyens de pression administrative et non sur une base d'adhésion volontaire, par l'attrait des conditions matérielles et techniques fournies par l'Etat aux membres des collectifs : possibilités d'approvisionnement à bon marché en produits industriels abondants et divers, mécanisation poussée de l'agriculture.

La gestion bureaucratique de l'économie a d'autre part aggravé encore plus les inconvénients découlant de son orientation fausse. Si, dans une toute première phase, la gestion bureaucratique supplée aux besoins des pays arriérés et isolés d'assimiler de cette manière la technique et la science modernes, très rapidement elle devient une source de gaspillages, de frais disproportionnés aux services rendus, d'incompétence et de frein de l'initiative créatrice des masses. La prolifération d'une couche bureaucratique dominante, ainsi que la gestion bureaucratique de l'Etat et de l'économie, réduisent effectivement si elles n'éliminent pas complètement les avantages de l'Etat ouvrier par rapport à l'Etat capitaliste en matière de ressources pour l'industrialisation, provenant du produit autrefois accaparé par l'impérialisme, les féodaux, les capitalistes.

Les conditions politiques du régime stalinien n'étaient pas et ne sont toujours pas faites pour alléger les difficultés économiques dans lesquelles se débattent encore les larges masses de ces pays. Au contraire. Etant en réalité la raison fondamentale de l'orientation économique fausse, le régime politique stalinien qui représente le pouvoir de la couche bureaucratique privilégiée, en tout premier lieu de la bureaucratie soviétique, maintient et aggrave le divorce des masses d'avec ce régime.

Or, il ne peut exister applanissement des difficultés économiques et gestion bon marché de l'Etat ouvrier que dans la démocratie prolétarienne la plus large, que dans l'association démocratique la plus large des masses productrices au contrôle et à la gestion de l'Etat et de l'économie.

Le régime politique stalinien est devenu à la fois le régime le plus antiéconomique et le plus antipopulaire. Il freine désormais le développement des forces productives de l'économie étatisée et planifiée aux possibilités insoupçonnées, et détériore les rapports sociaux, plus particulièrement entre le prolétariat et la paysannerie.

CAMARADES TRAVAILLEURS,

Toutes ces plaies du régime stalinien, dénoncées depuis de longues années exclusivement par l'Opposition communiste de gauche que dirigea Trotsky et que continua la IVe INTERNATIONALE, sont apparues au grand jour depuis la mort de Staline.

La crise du stalinisme international, qui mûrissait plus particulièrement depuis la fin de la dernière guerre et dans l'essor des forces révolutiannaires dans le monde, a éclaté avec fracas. La pression des masses soviétiques et de celles des Démocraties populaires est à la base de la « destalinisation » à

Ce dernier phénomène, s'il pèse également sur le niveau de vie de la classe ouvrière, écrase plus particulièrement la paysannerie. En effet sous un régime comme celui de l'U.R.S.S., de la Chine, des Démocraties populaires, les prix agricoles devaient rester, même sans l'intervention arbitraire de l'Etat, au niveau atteint par la productivité sous l'ancien régime, et même leur être inférieurs, vu les progrès de la productivité par la collectivisation et la mécanisation plus poussée de l'économie agricole. Par contre, la hausse des prix des produits industriels dépasse de beaucoup le niveau des prix sous l'ancien régime qui profitait du libre accès au marché mondial.

Ainsi, c'est surtout la paysannerie qui contribue encore plus que le prolétariat à l' « accumulation primitive » de l'Etat ouvrier et qui **paie sur sa consommation la plus grande partie des frais de cette accumulation.**

Un tel processus est naturellement dans une certaine mesure possible même sous un régime politique autre que le régime stalinien, aussi longtemps que subsistent le caractère arriéré du pays en question et son isolement, par le monopole du commerce extérieur, du marché mondial, souvent aggravé d'un isolement forcé.

La seule solution radicale à ce problème réside dans l'extension rapide de la Révolution socialiste sur l'arène internationale, dans la jonction rapide du pays arriéré qui construit le socialisme avec les pays économiquement développés gagnés aux aussi au socialisme.

C'est là le premier enseignement fondamental à tirer de l'expérience stalinienne, qui donne toute la mesure du caractère criminel de celle-ci et la condamne irrévocablement.

La politique stalinienne, basée sur la théorie du « socialisme dans un seul pays », tournait en effet délibérément le dos à la Révolution mondiale, tout en accentuant par sa fausse orientation et l'isolement de l'économie soviétique du marché mondial et la disproportion désastreuse entre les branches fondamentales de l'économie : l'agriculture, l'industrie légère, l'industrie lourde. Ce faisant, elle aggravait les conditions objectives défavorables au développement véritablement socialiste de l'U.R.S.S., découlant du caractère arriéré et de l'isolement international du pays.

La condamnation des résultats de la politique stalinienne aussi bien en U.R.S.S. que dans les Démocraties populaires, tout en tenant compte de ces handicaps objectifs, repose essentiellement sur son orientation subjective, fausse et criminelle, qui a précisément théorisé ces handicaps et leurs conséquences sur le plan du niveau de vie des masses et leurs libertés, en les identifiant au socialisme, et même au « socialisme parachevé » !

Le régime stalinien est le principal responsable du niveau de vie actuel des masses en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, ainsi que du déséquilibre fondamental de leur économie. Si des millions d'ouvriers et de paysans vivent encore dans ces pays avec des salaires de 300 et même de 200 roubles par mois, c'est-à-dire de dix mille francs français et même au-dessous, comme viennent de le démontrer les récents relèvements des bas salaires en U.R.S.S. et les événements de Poznan en Pologne, ceci n'est pas dû aux difficultés objectives de la construction du socialisme dans des pays arriérés, isolés du marché international, mais à l'orientation fausse de l'économie sous le régime stalinien, aggravée par sa gestion bureaucratique.

En orientant l'économie vers des plans autarciques visant à la construction du « socialisme parachevé dans un seul pays » ; en accordant une priorité absolue et démesurée à l'industrie lourde sans tenir compte de la nécessité d'un développement parallèle important de l'industrie légère et de l'agriculture ; en procédant à la collectivisation de celle-ci sans qu'existent les

de l'application pour toute une période d'une nouvelle politique économique audacieuse et souple, particulièrement dans l'agriculture. Une marche arrière dans le domaine de la collectivisation administrative forcée peut s'avérer ici et là absolument nécessaire, parallèlement à une substantielle hausse des prix des produits agricoles achetés par l'Etat et à un développement puissant de l'industrie légère.

La nécessité d'asseoir de nouveau sur une base matérielle et technique solide les rapports de la paysannerie avec l'Etat et son alliance avec le prolétariat se fait sentir partout impérieusement, y compris en U.R.S.S.

Non moins importante est la nécessité de relever rapidement le niveau de vie des masses urbaines et leurs conditions de logement. Seul le développement substantiel de l'industrie légère, en interaction avec le développement parallèle de l'agriculture, peut porter dans ce domaine des remèdes. L'articulation des différents plans nationaux, selon une division du travail sur la base de l'ensemble des Etats ouvriers et de l'apport possible du reste du marché international fournirait d'autre part le cadre plus général d'une planification saine.

Cependant la réorientation de la planification, avant tout au profit immédiat des masses productrices, est impossible sans leur association démocratique à son élaboration et à son exécution à tous les échelons. Ce qui pose déjà la question politique fondamentale d'un véritable pouvoir ouvrier, d'une véritable démocratie prolétarienne et socialiste.

CAMARADES TRAVAILLEURS,

La IV[e] INTERNATIONALE vous déclare que toutes les tentatives auxquelles se livrent actuellement les épigones de Staline pour « démocratiser » le régime bureaucratique ne sauraient être qu'un leurre **aussi longtemps qu'elles maintiendront le régime politique du Parti monolithique unique.** En effet le mécanisme de la démocratie prolétarienne et socialiste est faussé à la base par l'existence d'un tel régime, qui ne fonctionne qu'au profit d'une bureaucratie pratiquement incontrôlable. Ni l'élection démocratique des comités à la base, dans les usines et les collectifs, ni la gestion économique à la base, des usines et des collectifs par ces comités, ni l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, si importantes qu'elles soient, ne suffisent à assurer aux travailleurs le véritable contrôle et la véritable gestion de l'Etat et de l'économie.

Ces tâches sont de nature politique, effectivement assumées sur l'échelle nationale. Sans la possibilité d'une libre expression politique sur le plan national des différentes fractions de la population travailleuse, la démocratie politique est vidée de tout sens.

Seul le droit à la formation de plus d'un parti politique représentant les vues et les intérêts momentanés de telle ou telle fraction des masses, dans la voie de la construction du socialisme, peut assurer un fonctionnement effectif de la démocratie prolétarienne. Seule la pluralité des partis ouvriers peut donner un sens à l'existence des comités démocratiques, c'est-à-dire réellement représentatifs de tous les courants politiques du prolétariat et de la paysannerie, et aux élections pour un parlement ou un Conseil national suprême désignant à son tour un gouvernement véritablement responsable devant lui.

L'argument stalinien, qui n'est toujours pas renié, y compris par les dirigeants yougoslaves actuels, selon lequel la soi-disant disparition des classes dans un régime ouvrier après la victoire sur la bourgeoisie enlève la base objective à l'existence d'autres partis que le parti monolithique unique,

laquelle se sont vus obligés de recourir pour survivre les sommets de la direction politique de la bureaucratie soviétique et ses hommes de paille dans les Démocraties populaires.

Certains doutaient de l'existence de cette pression, parlaient d'une « autoréforme » des directions staliniennes, espéraient et souhaitaient un passage à froid, sous les mêmes hommes, de l'absolutisme policier et bureaucratique de Staline à un palier de bureaucratisme « éclairé », à l'exemple du régime yougoslave.

Les événements de juin 1953 en Allemagne Orientale, les grèves dans les camps de concentration en U.R.S.S., les événements de Poznan en juin de cette année et maintenant de Varsovie, en Pologne, et de Hongrie, ont fourni une réponse éclatante : les masses donnent l'assaut contre le régime politique de la bureaucratie et tentent de replacer le développement de tous ces pays **dans la voie du socialisme véritable, synonyme de l'accroissement continu et substantiel du niveau de vie, et de la plus large association démocratique des masses au contrôle et à la gestion de l'Etat et de l'économie.**

C'est là le sens le plus profond des événements qui secouent actuellement les pays de l'orbite soviétique ; c'est là la perspective ultime des développements en cours.

La crise actuelle du stalinisme a tout remis en question ; elle a touché cette fois-ci les problèmes fondamentaux de la politique prolétarienne et socialiste. Durant de longues années, ces questions furent discutées et éclairées théoriquement par une avant-garde numériquement très restreinte, soumise à la pression conjointe la plus formidable de l'impérialisme et du stalinisme : l'Opposition communiste de gauche dirigée par Léon Trotsky, que continue aujourd'hui la IV[e] INTERNATIONALE.

Maintenant ces questions sont, de manière explicite ou implicite, au centre des préoccupations de millions d'hommes qui vivent en U.R.S.S., en Chine, dans les Démocraties populaires, et de tout le mouvement communiste international !

Sur la base d'une expérience riche mais tellement amère et si chèrement payée, le contenu du socialisme est à repréciser aussi bien dans le domaine économique que politique.

CAMARADES TRAVAILLEURS,

L'expérience a suffisamment démontré que la planification de l'économie, rendue possible par son étatisation, ne profite aux masses que dans la mesure où s'établit dès le début un rapport de développement équilibré et harmonieux entre l'industrie lourde, l'industrie légère et l'agriculture. La priorité indispensable à donner pour toute une période à l'industrie lourde ne doit pas devancer démesurément le développement parallèle de l'industrie légère et de l'agriculture, qui fournissent les matières premières à l'industrie lourde et approvisionnent les masses en produits alimentaires et en moyens de consommation.

D'autre part, seule une telle orientation du plan peut donner les bases matérielles et techniques nécessaires à une collectivisation progressive, volontaire et solide de l'économie agricole.

La révision dans ce sens des plans économiques s'impose actuellement partout, que ce soit en U.R.S.S., en Chine ou dans les Démocraties populaires.

Plus encore. Le déséquilibre fondamental de l'économie de ces pays auquel vient d'aboutir la gestion stalinienne, et ses conséquences sociales sur le plan des rapports des masses avec l'Etat ainsi qu'entre le prolétariat et la paysannerie, **imposent actuellement une réforme profonde dans le sens**

ne résiste ni aux critères de la théorie ni aux enseignements de l'expérience.

Les classes et leurs couches diverses ne disparaissent qu'administrativement, juridiquement, avec la victoire politique du prolétariat, mais économiquement leurs racines subsistent pour toute une période. Leur disparition effective est liée au développement impétueux des forces productives atteignant l'abondance.

D'autre part, la construction du socialisme différencie sur de nouveaux problèmes économiques, sociaux et culturels et par de nouveaux antagonismes les masses aussi bien prolétariennes que paysannes. La société qui succède au capitalisme, loin d'être dès le début homogène, est pour toute une période — jusqu'à l'avènement du communisme — sérieusement différenciée.

Sans une démocratie pour les masses travailleuses **plus ample** que celle jamais connue sous le capitalisme, il est impossible d'assurer un développement harmonieux de la société issue de la victoire sur le capitalisme, qui ne soit au profit d'une seule couche privilégiée, boureaucratique et absolutiste.

Ce qui est arrivé effectivement avec l'U.R.S.S. et le régime stalinien.

Le parti monolithique unique est l'instrument de la domination politique d'une couche bureaucratique sur l'ensemble de la population travailleuse. Il est à rejeter totalement et sans hésitation si on veut faire revivre et enrichir le contenu de la démocratie prolétarienne et socialiste du temps de Lénine et de Trotsky.

Dans le cadre d'un système de pluralité de partis tous défendant les bases économiques et sociales du régime issus de la victoire sur la bourgeoisie, le véritable Parti révolutionnaire a toute chance de rester le parti effectif de la majorité écrasante de la population travailleuse. Mais seuls le droit à la formation éventuelle d'autres partis et l'existence d'un véritable régime démocratique dans ses rangs peuvent donner la preuve effective de son caractère et de l'adhésion volontaire de la population à son drapeau.

La suprématie du véritable Parti Révolutionnaire doit être un combat continu à gagner, dans le cadre d'une effective démocratie politique pour la classe et non pas un privilège à imposer arbitraitement et par la violence policière et bureaucratique.

CAMARADES TRAVAILLEURS,

Pour ces raisons, la IV^e^ INTERNATIONALE vous déclare qu'il ne peut pas y avoir une véritable instauration de la démocratie prolétarienne en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers **aussi longtemps que le droit à la pluralité des partis ouvriers ne sera pas reconnu, ainsi que le droit aux tendances idéologiques au sein du parti se réclamant du marxisme-léninisme.**

Si importantes que soient les éventuelles réformes démocratiques auxquelles se verraient acculés sous la pression montante des masses les directions actuelles des Etats ouvriers, elles n'altéreront fondamentalement pas le régime bureaucratique tant que le système du parti monolithique unique sera maintenu.

⁂

CAMARADES TRAVAILLEURS,

Les conditions qui prévalent actuellement dans le monde sont éminemment favorables aussi bien à l'instauration de la véritable démocratie socialiste dans les pays ouvriers qu'à un essor révolutionnaire général. **En réalité les conditions sont telles, du point de vue objectif et subjectif, que nous sommes au début d'un gigantesque épanouissement des germes semés par**

la Grande Révolution d'Octobre. L'action, la pensée, les réalisations prolétariennes et socialistes connaîtront un essor insoupçonné.

L'humanité possède actuellement de nouvelles forces productives formidables qui s'appelent l'énergie atomique et l'automation. Leur utilisation en masse fera pâlir tous les progrès du passé et transformera la vie sur notre planète.

Ces forces, appartenant par nature au socialisme, ne pourront être utilisées en grand et sans conséquences sociales désastreuses que par le socialisme. Quand les Etats ouvriers les emploieront sur une vaste échelle, ils acquerront une avance décisive par rapport au capitalisme, y compris sur le terrain économique, qui assurera définitivement la supériorité du socialisme.

Entre temps, le rapport de forces global sur l'échelle internationale entre le capitalisme et la Révolution évolue favorablement pour celle-ci. Les échecs subis par l'impérialisme depuis la dernière guerre plus particulièrement contre la Révolution coloniale montante le démontrent de manière éclatante. Même son recours à la guerre générale, qui n'est toujours pas exclu, ne pourra plus renverser cette situation. Dans un tel cas également, l'impérialisme serait battu par le sursaut général des forces des Etats ouvriers, de la révolution coloniale, du mouvement ouvrier métropolitain.

En réalité, seuls l'opportunisme, la couardise, les trahisons des directions bureaucratiques traditonnelles du prolétariat, de la social-démocratie et du stalinisme, gaspillent les chances révolutionnaires énormes et freinent l'essor impétueux possible des forces révolutionnaires dans tous les domaines. De ce point de vue, il est vrai par exemple que, dans le processus de la **nouvelle révolution,** de la **révolution politique** entamé actuellement dans les Etats ouvriers, des dangers peuvent surgir par la réactivisation des éléments non éliminés des anciennes classes dépossédées dans ces pays, par l'exaspération de couches arriérées de la paysannerie et même du prolétariat, due avant tout aux excès et à la faillite du régime stalinien, et par la jonction de ces forces avec celle de l'impérialisme.

Les événements récents de Hongrie ont donné à ce propos un avertissement aussi significatif qu'alarmant.

Le principal danger dans ce domaine provient du fait que les Partis communistes de ces pays, transformés en instruments dociles de la bureaucratie régnante, se sont aliéné toute sympathie des masses et ont perdu tout contact avec elles.

Le système du parti monolithique unique, érigé en régime policier et absolutiste, a détruit d'autre part toute autre alternative politique prolétarienne légale pour les masses, il les a privées de toute autre direction prolétarienne légale.

Pour conjuguer ce danger également, il n'y a actuellement qu'un remède : **légaliser sans tarder tous les courants politiques prolétariens.**

D'autre part, seul le renforcement de la démocratie politique prolétarienne peut contrebalancer efficacement les forces néo-capitalistes qui ne manqueraient de surgir d'une réorientation, rendue maintenant nécessaire, de l'économie, de l'agriculture en particulier.

Sinon on risquerait de voir cette réorientation économique accompagnée d'une nouvelle forme de régime bonapartiste. Un tel régime, même plus souple, plus indépendant du Kremlin, plus « national », ne saurait manquer de s'appuyer fondamentalement sur la bureaucratie étatique et sur la police, et non sur la démocratie politique prolétarienne, **seule base possible pour un développement sain et harmonieux du socialisme international.**

CAMARADES TRAVAILLEURS de l'U.R.S.S., de la Chine, de la Yougoslavie, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Allemagne orientale et des autres Démocraties populaires,

Face aux tentatives des directions et des hommes complices de Staline, tous éduqués à son école, de « réformer », de « démocratiser », de replâtrer, de sauver en réalité **in extremis** le régime politique bureaucratique et policier des Etats ouvriers érigé sous la gestion stalienne, la IVe INTERNATIONALE qui n'a jamais pactisé avec Staline, tout en luttant pour la défense inconditionnelle des Etats ouvriers contre l'impérialisme et la réaction indigène,

VOUS APPELLE A LUTTER POUR

— la légalisation de tous les courants politiques prolétariens, et par conséquent des sections de la IVe INTERNATIONALE dans vos pays ;
— leur droit à entretenir des rapports de collaboration avec les organisations prolétariennes de l'extérieur, selon leurs affnités idéologiques, et sans une immixtion quelconque de l'Etat ;
— le droit aux tendances idéologiques au sein du Parti se réclamant du marxisme-léninisme ;
— l'indépendance stricte des partis et des syndicats par rapport à l'Etat ouvrier ;
— la constitution de comités démocratiquement élus par tous les courants politiques prolétariens dans les usines, les collectifs, les quartiers, les villages ;
— des élections libres, sur la base d'un tel système de démocratie politique prolétarienne et socialiste, pour un Parlement ou un Conseil National Suprême qui désigne à son tour le gouvernement et le contrôle effectivement ;
— l'élaboration et l'application du plan économique par les masses, pour les masses ;
— l'élimination des privilèges de toute sorte de la bureaucratie, et le retour à une rémunération égalitaire, selon le travail fourni par chacun ;
— l'épuration de l'administration de l'Etat et de l'économie des éléments bureaucratiques, coupables des crimes et des abus contre les masses, et leur juste châtiment par les tribunaux populaires[e] ;
— la révision des procès et des condamnations prononcés contre les victimes prolétariennes de la terreur stalinienne, et leur réhabilitation solennelle ;
— l'abolition de toutes les lois réactionnaires frappant plus particulièrement la femme en matière de divorce et de maternité volontaire ;
— l'indépendance des organisations politiques de la jeunesse, aussi bien par rapport à l'Etat que par rapport aux organisations politiques adultes ;
— la création absolument libre dans la littérature et les arts ; la liberté absolue dans la recherche et la discussion dans les sciences ;
— le retour à une véritable politique extérieure révolutionnaire et internationaliste.

CAMARADES TRAVAILLEURS de Pologne,

CAMARADES MEMBRES du Parti Ouvrier Unifié,

La IVe INTERNATIONALE salue les résultats magnifiques, d'importance historique, de votre action courageuse, intrépide pour la démocratie prolétarienne et socialiste dans votre pays !

Elle vous appelle à poursuivre votre action jusqu'à sa conclusion radicale, la remise effective de la gestion de l'Etat et de l'économie aux travailleurs polonais.

Elle vous appelle à exiger :

— la légalisation de tous les courants politiques prolétariens, et par conséquent de la section polonaise de la IVe INTERNATIONALE ;
— la libre publication et diffusion de leur littérature, et par conséquent des œuvres de L. Trotsky et la presse de la IVe Internationale ;
— l'instauration du droit aux tendances idéologiques au sein du Parti Ouvrier Unifié.

Votre victoire totale sur la bureaucratie soviétique et ses alliés indigènes ne pourra être assurée qu'à ces conditions.

CAMARADES TRAVAILLEURS DE HONGRIE,

Malgré la faillite lamentable aussi bien sur le plan économique que politique de la gestion de vos dirigeants inféodés au Kremlin ; malgré leur incompréhension bureaucratique obstinée, jusqu'à la dernière minute, de vos revendications, de vos aspirations profondes, vous avez héroïquement lutté non pour le retour au régime social féodo-capitaliste ancien, mais pour une Hongrie socialiste, indépendante et libre, alliée sur un pied d'égalité aux autres Etats ouvriers.

La IVe Internationale salue votre victoire éclatante remportée sur la bureaucratie soviétique et ses agents indigènes. Elle vous appelle à assurer également cette victoire sur les forces sociales indigènes hostiles au socialisme qui, maintenant, veulent profiter du vide politique créé par l'écroulement du régime stalinien, afin de restaurer la capitalisme.

Une phase de votre Révolution politique est close ; une autre commence.

Maintenez vos Comités dans les usines, les quartiers, les villages !

Exigez que tout le pouvoir soit remis aux Comités démocratiques des travailleurs !

Exigez la légalisation des partis se réclamant du socialisme ! Opposez-vous à la reconstitution des partis des anciens maîtres féodo-capitalistes du pays !

CAMARADES MEMBRES des Partis communistes des pays capitalistes et dépendants,

La IVe INTERNATIONALE vous appelle à vous débarrasser des hommes de Staline, responsables de la dégénérescence opportuniste et bureaucratique de vos organisations.

Aucune confiance n'est possible dans les hommes enfoncés dans les crimes, les mensonges, les trahisons de Staline ! Aucun renouveau n'est concevable avec essentiellement les mêmes équipes et les hommes de la période stalinienne !

— Pour le retour à la véritable politique révolutionnaire de Lénine ; contre toute forme de collaboration de classe ; contre l'opportunisme néo-réformiste des « voies nouvelles au socialisme », de la marche au socialisme soi-disant par la voie des parlements bourgeois !
— Pour l'Internationale Communiste, Parti mondial démocratique-centraliste ; contre la soi-disant autonomie « nationale » de chaque parti que prêchent maintenant des hommes qui furent soit les instruments, soit même ensuite les vicitimes de l'Internationale stalinienne dominée par le Kremlin. La plus haute forme de conscience et d'efficacité aussi bien dans la lutte contre l'impérialisme que contre la bureaucratie « étrangère » ou « nationale » reste plus que jamais la **fusion sur un pied d'égalité des partis nationaux du prolétariat dans une Association internationale révolutionnaire !**

— Vive l'immortelle REVOLUTION D'OCTOBRE !
— Vive leur alliance sur un pied d'égalité !
— Vive l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers !
— Vive la nouvelle révolution politique en marche contre la bureaucratie !
— Vive la renaissance de la démocratie politique prolétarienne et socialiste !
— Vive la Révolution Socialiste mondiale !
— Vive l'Internationale Communiste de tous les travailleurs !

1er novembre 1956.

LE COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL
DE LA IVe INTERNATIONALE.

SALUT AUX TRAVAILLEURS POLONAIS !

Texte du télégramme envoyé par le Comité Exécutif International de la IVe Internationale au

COMITE CENTRAL PARTI OUVRIER UNIFIE - Varsovie

Quatrième Internationale salue action historique intrépide travailleurs polonais ouvrant voie véritable démocratie socialiste.

Elle demande légalisation tous courants politiques prolétariens et leur littérature. Par conséquent également mouvement et littérature Quatrième internationale.

Retour à Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg !
Vive la Pologne socialiste ! Vive la démocratie socialiste !
Vive l'alliance dans l'égalité de tous Etats ouvriers !
Vive l'Internationale de tous les travailleurs !

POUR LE COMITE EXECUTIF DE LA IVe INTERNATIONALE :
José Maria CRISPIM (Brésil)
Pierre FRANK (France)
Leslie GUNAWARDENE (Ceylan)
Livio MAITAN (Italie)
Hugo G. MOSCOSO (Bolivie)

22 octobre 1956.

TELEGRAMME A IMRE NAGY

Imre Nagy, Premier Ministre, Budapest.

IVe Internationale s'élève contre emploi armée soviétique pour combattre soulèvement populaire. C'est aux travailleurs hongrois de prouver qu'ils veulent et peuvent défendre régime social contre forces sociales hostiles.

L'intervention étrangère ne peut suppléer à ce rôle sans défigurer caractère de la lutte et compromettre irrémédiablement ceux qui l'appellent et s'appuient sur elle.

Les travailleurs hongrois déçus de lamentable faillite économique et politique gestion stalinienne et de l'incompréhension bureaucratique obstinée dirigeants, ne défendront régime social que rendus effectivement maîtres d'Etat, économie, en pleine indépendance et liberté.

IVe Internationale appelle travailleurs hongrois défendre eux-mêmes régime social et assurer vraie solution progressive : une Hongrie socialiste libre et démocratique, alliée sur un pied d'égalité aux autres Etats ouvriers.
27 octobre 1956.

Pour le 5e Congrès Mondial de la IVe Internationale

La Révolution Coloniale depuis la fin de la 2me guerre mondiale

A l'ordre du jour du prochain Congrès Mondial de la IVe Internationale est la question de la révolution coloniale après la fin de la deuxième guerre mondiale. Ce sujet embrasse les pays les plus divers qui ont une caractéristique commune, un statut colonial ou semi-colonial. Le Comité Exécutif International a décidé que le texte sur cette question serait constitué par une introduction générale qui serait suivie par une série d'études (analyse, perspectives) relatives à des pays ou à des zones présentant des caractéristiqus plus particulières (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afrique noire, Inde, Birmanie, Indonésie, Amérique latine, etc.). Ces textes particuliers seront préparés au cours de la période préparatoire au Congrès. La discussion sur cette question s'ouvrira sur l'introduction générale adoptée par le Comité Exécutif International, que nous reproduisons ci-après.

1. — **Le fait dominant dans le monde, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, est la révolution coloniale qui englobe dans son mouvement les trois-quarts de la population de la terre, et qui se développe sur tous les continents qui ont été colonisés.**

La première guerre mondiale et la victoire de la Révolution d'Octobre avaient contribué à l'éveil des peuples colonisés, particulièrement en ASIE. L'Internationale Communiste attira, pour la première fois, l'intérêt du mouvement ouvrier métropolitain sur les soulèvements des peuples coloniaux comme élément de la lutte pour la révolution mondiale et formula les principes de la tactique et de la stratégie communistes dans les mouvements des masses coloniales.

Dans les douze années qui viennent de s'écouler depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la révolution coloniale a connu une ampleur croissante et continue à déferler sur toutes les régions qui furent colonisées dans les siècles passés. (ASIE, MOYEN-ORIENT, AFRIQUE, AMERIQUE LATINE...).

La révolution coloniale a triomphé en 1949 comme révolution prolétarienne en CHINE, puis en COREE du NORD et au NORD-VIETNAM.

La victoire de la révolution en CHINE a énormément contribué à déplacer le rapport des forces sociales et l'a établi désormais en faveur des masses et de la cause du socialisme à l'échelon du monde.

Les mouvements révolutionnaires qui ne cessent de se poursuivre non seulement attestent ce déplacement du rapport de forces global mais, dans de nombreux cas, l'ont encore accentué dans un sens plus défavorable à l'impérialisme et plus favorable aux masses et à la révolution mondiale. Les défaites subies par les masses n'ont été que partielles et limitées.

La révolution coloniale a placé l'impérialisme mondial — en dépit de sa supériorité technique et matérielle présente — dans une situation qui, en dehors de tentatives pour contenir ou repousser la révolution coloniale sur des secteurs restreints, n'a d'autre perspective pour lui que la troisième guerre mondiale contre l'alliance Etats ouvriers-Révolution coloniale pour rétablir globalement son équilibre désormais rompu.

Dans ce sens, les deux grands impérialismes du 19e siècle, Grande-Bretagne et France, acculés aujourd'hui dans leurs derniers retranchements, ont montré cette tendance en engageant la guerre en EGYPTE, dans un effort désespéré.

La révolution coloniale met en mouvement les masses les plus arriérées économiquement et culturellement, en vue de leur faire franchir dans des délais historiquement courts le chemin jadis parcouru par les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et le chemin de la construction de la société socialiste. Si, sur le plan politique, la victoire de la révolution en CHINE et la progression de la révolution coloniale ont désormais assuré la victoire de la révolution mondiale dans

le choc décisif que sera la 3e guerre mondiale, les problèmes économiques et culturels posés par cette propulsion de la très grande majorité de l'humanité ne pourront être résolus qu'avec la victoire de la révolution dans les pays capitalistes les plus évolués.

En déplaçant le rapport des forces mondiales en faveur des masses, la révolution coloniale a entraîné en conséquence une modification des rapports de force entre les masses et les bureaucraties — que ce soit la bureaucratie dirigeante du Kremlin et ses serviteurs, ou les bureaucraties réformistes. Elle a donc puissamment contribué à la crise du régime bureaucratique dans les Etats ouvriers et des vieilles directions ouvrières dans le monde capitaliste.

Sur le plan théorique, la révolution coloniale a apporté une vérification éclatante de la théorie de la révolution permanente, vérification forte du poids de 600 millions de Chinois dans l'histoire actuelle, et a fait pénétrer déjà des parties de cette théorie dans la pensée de communistes à formation stalinienne. Elle a aussi enrichi cette théorie, et par conséquent le marxisme.

2. LA REVOLUTION COLONIALE EST UNE PARTIE INTEGRANTE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE

a) **En raison de son développement propre.**

La marche de la révolution chinoise — depuis 1911 jusqu'en 1949 — a montré, tant par les lourdes défaites qu'elle a connues que par sa victoire finale, qu'il n'y a pas, dans la structure du monde actuel, de possibilité d'une étape démocratique bourgeoise de la révolution coloniale, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de possibilité pour la bourgeoisie indigène d'accomplir les tâches fondamentales de la révolution démocratique (indépendance nationale économique et politique, unité nationale, réforme agraire) et d'instaurer un régime bourgeois stable dans lequel les forces productives connaîtraient une longue période de développement, à la manière des révolutions des 17e, 18e et 19e siècles.

En dépit de variations du rythme de progression résultant surtout, comme on le verra plus loin, du rôle joué par le gouvernement soviétique et les directions de partis contrôlés par lui, la marche de la révolution coloniale dans le monde ne trouve aucune solution effective sous une direction bourgeoise et sa victoire ne peut être assurée que par une direction prolétarienne.

A ce sujet, la comparaison la plus éclatante est donnée entre la CHINE et l'INDE : entre la Chine, où la révolution se poursuit sous une direction ouvrière (très empirique et opportuniste) et l'Inde, où la bourgeoisie indigène dirigeante dispose à présent de l'appui financier de l'impérialisme et de l'aide politique et matérielle du gouvernement soviétique. Une telle comparaison aboutit aux conclusions suivantes :

— L'Inde n'a pas résolu les tâches essentielles de la révolution démocratique : l'indépendance politique a été acquise, mais pas l'indépendance économique ; l'unité nationale n'est pas achevée ; la réforme agraire n'a pas été effectuée ;
— Le régime bourgeois de l'Inde ne présente aucune stabilité réelle et durable ; il se prolonge avant tout grâce aux traditions et à l'autorité du parti du Congrès, acquises dans les luttes anciennes contre l'impérialisme britannique, et à la personnalité de Nehru ;
— Le développement des forces productives en Inde est bien moindre que celui de la Chine, alors que ces deux pays se trouvaient à l'origine à des niveaux comparables (la Chine étant même à un niveau inférieur) et que l'Inde ne rencontre pas d'obstacles majeurs dans ses relations tant avec le monde capitaliste qu'avec les Etats ouvriers, à la différence de la Chine qui subit un boycott des Etats-Unis ;
— L'Inde ne pourra s'ouvrir la voie vers un développement de ses forces productives comparable à celui de la Chine que par le bouleversement du régime capitaliste et la réalisation de la réforme agraire.

Dans tous les pays qui, depuis la fin de la 2e guerre mondiale, ont accédé à l'indépendance politique formelle, ce changement d'ordre politique a rapidement dissipé les illusions sur « l'unité nationale » de toutes les couches sociales, et les masses ont aussitôt mis en avant avec vigueur, en opposition aux objectifs de la bourgeoisie indigène, leurs revendications propres, sans lesquelles l'indépendance nationale ne serait qu'une forme vide pour elles.

Dans tous les mouvements coloniaux est apparu ce que Nasser a dépeint empiriquement comme la marche simultanée de « deux révolutions », c'est-à-dire, en termes marxistes, le caractère permanent de la révolution coloniale.

Les peuples coloniaux ne revendiquent pas seulement une égalité formelle de droits avec les nations occidentales. A l'égalité politique, et pour que celle-ci ne soit pas une forme dépourvue de substance, ils ajoutent l'égalité des conditions d'existence. C'est pourquoi dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux l'idée de l'industrialisation exerce une influence profonde sur toutes les couches de la population. De ce fait, et du fait du processus d'industrialisation qui commence à s'opérer même dans le cadre colonial, les positions du prolétariat des colonies se renforcent et celui-ci pourrait plus aisément revendiquer et obtenir la direction de la lutte, s'il n'y avait la trahison stalinienne et réformiste pour le mettre à la remorque de la bourgeoisie indigène.

La deuxième loi de la révolution permanente (transformations révolutionnaires et développement par bonds dans tous les domaines après l'établissement du pouvoir

prolétarien) se trouve à présent confirmée en CHINE, comme elle l'avait été en U.R.S.S.

A ce sujet, le rythme du développement économique dans les pays coloniaux et semi-coloniaux après la victoire sur l'impérialisme dépend dans une large mesure de l'aide que peut leur apporter la révolution victorieuse dans les pays industriellement avancés. La tâche formidable de la révolution coloniale, c'est d'assurer en un temps relativement court à près de deux milliards d'êtres humains un niveau d'existence de l'ordre de celui que possèdent à présent quelques centaines de millions de personnes, condition indispensable pour pouvoir aborder vraiment la construction du socialisme. Si ces pays sont obligés de résoudre ces problèmes essentiellement avec leurs propres forces ou avec une aide inévitablement réduite de l'U.R.S.S. — et tel est encore le cas pour la Chine — ils ne pourront le faire que lentement, avec de grands sacrifices et des dangers de déformations bureaucratiques, même sous une direction authentiquement révolutionnaire.

b) **Par ses effets sur la stabilité des régimes capitalistes dans les métropoles.**

Dans une période où la lutte révolutionnaire des masses européennes a été freinée par les directions social-démocrates et staliniennes, où la poussée révolutionnaire de 1944-1945 a pu être contenue en raison d'une part du soutien américain aux forces bourgeoises, et d'autre part de l'impuissance des partis communistes orientés sur les objectifs de la diplomatie du Kremlin, le monde capitaliste dans les métropoles même n'a pas pu rétablir une stabilité économique et politique durable à cause des efforts qu'il devait dépenser contre la révolution coloniale.

L'extension de la révolution coloniale n'a pas seulement affaibli l'économie des pays impérialistes, elle a aussi constitué un frein efficace à l'extension des exportations de capitaux, causant ainsi une pléthore de capitaux dans certains pays (ETATS-UNIS, SUISSE, BELGIQUE, en partie GRANDE-BRETAGNE et ALLEMAGNE) et un retard persistant de l'industrialisation, même de type colonial, de certaines régions du monde, ce qui accentue à la fois la crise des pays coloniaux et la crise du système capitaliste mondial dans son ensemble.

Ce sont évidemment les deux grandes puissances colonialistes du 19e siècle, la GRANDE-BRETAGNE et la FRANCE, qui ont subi les effets les plus importants de la révolution coloniale.

Le capitalisme britannique, malgré une politique relativemenu souple dans un grand nombre de territoires de son ex-empire, a perdu position sur position, tant du point de vue stratégique qu'économique. Dans le MOYEN-ORIENT se trouve posée une question de vie ou de mort pour son commerce et son industrie, pour son existence comme pays capitaliste.

L'impérialisme français depuis 1946 n'a pas cessé un seul jour d'être en guerre avec des peuples colonisés. Il a cédé ses positions en EXTREME-ORIENT et se bat le dos au mur en AFRIQUE du NORD, la défaite en ALGERIE entraînant l'écroulement de son empire africain. Les guerres coloniales grèvent lourdement le budget. Des centaines de milliers d'hommes sont mobilisés pour elles. L'armée a été profondément entamée dans son moral. Le capitalisme français n'a survécu que grâce à l'aide des Etats-Unis et à la politique désastreuse et criminelle des directions du P.C.F. et du P.S.

Quant à l'impérialisme américain qui bénéficie encore d'un équilibre social depuis longtemps disparu en Europe, toute sa structure économique se trouve minée par le fait qu'il n'a pas de réelles perspectives d'expansion en raison de la révolution coloniale. Il ne peut pas trouver, comme la Grande-Bretagne du 19e siècle, les débouchés adéquats à ses forces productives. Alors que celles-ci sont considérables, il se trouve en face d'un monde capitaliste qui se réduit, et c'est seulement aux dépens de ses « alliés » qu'il a des possibilités restreintes d'expansion. En outre, même aux Etats-Unis, sur le plan politique et social, la première source d'instabilité est constituée par le mouvement de revendication des Noirs qui, dans une grande mesure, est influencé par les succès des mouvements d'émancipation des peuples colonisés.

En résumé, tant par la logique de son propre développement que par ses effets sur la stabilité des régimes capitalistes dans les métropoles, la révolution coloniale est partie intégrante de la révolution socialiste mondiale et, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à ce jour, elle a constitué l'élément le plus important dans la révolution mondiale.

3. LES DIRECTIONS ACTUELLES DES REVOLUTIONS COLONIALES

La révolution coloniale se développe à des rythmes différents et sous des directions diverses quant à leur nature de classe, suivant les pays.

En CHINE, dans une partie de la COREE et du VIETNAM, elle a triomphé sous une direction ouvrière d'origine stalinienne.

A CEYLAN, elle progresse sous une direction marxiste révolutionnaire.

En BOLIVIE, ses chances et ses succès dépendent avant tout de la capacité de la direction marxiste révolutionnaire à remplir son rôle de manière efficace.

Dans la plupart des cas, même là où existent des formations politiques ouvrières assez puissantes, elle se trouve à présent sous une direction bourgeoise ou petite bourgeoise.

Les causes de cette situation résident beaucoup moins dans les conditions objectives spécifiques des pays coloniaux ou semi-coloniaux (jeunesse ou faiblesse du pro-

létariat, poids de la paysannerie et des classess moyennes indigènes) que dans la politique des directions ouvrières des métropoles, réformistes ou staliniennes, et dans la politique du Kremlin. Elles préconisent dans les colonies l'alliance des ouvriers et des masses paysannes et petites bourgeoises pauvres avec la bourgeoisie indigène sous la direction de celle-ci et sur son programme. Staliniens et réformistes ont enfin paralysé les travailleurs des métropoles au lieu de les appeler à des actions de solidarité envers des peuples coloniaux. Dans ces conditions, ceux-ci ne voient pas encore dans le socialisme, le communisme, une réponse à leurs besoins, et tendent à se tourner vers des idéologies formulées par les leaders bourgeois ou petits bourgeois (justicialisme, panarabisme, etc...).

4. LES PAYS COLONIAUX ET LA SITUATION INTERNATIONALE

Au cours des années d'après-guerre, entre la coalition atlantique des pays impérialistes et l'alliance des Etats ouvriers, les pays à structure coloniale qui ont accédé à l'indépendance politique formelle en ASIE et en AFRIQUE ont constitué le bloc de Bandoeng qui cherche à tirer le maximum de profit économique et politique de l'équilibre précaire qui s'était établi entre l'Est et l'Ouest et de leur antagonisme.

Les Etats latino-américains ont beaucoup moins bien réussi à constituer un bloc. Ils n'hésitent pas à utiliser à leur profit les rivalités économiques inter-impérialistes sur leur continent. A l'occasion, ils manifestent leurs sympathies envers les gouvernements bourgeois des pays du bloc de Bandoeng contre les visées impérialistes, mais il sont nettement alignés derrière l'impérialisme américain contre l'U.R.S.S., étant d'ailleurs liés à lui par un réseau d'accords économiques, politiques et militaires dans l'Organisation des Etats Américains, précisément à cause de la peur que leur inspirent les sympathies grandissantes des masses latino-américaines envers l'U.R.S.S. et la Chine.

a) La politique des impérialistes.

Les impérialistes ont eu une politique différenciée suivant les régions et variable avec le temps.

Tandis que la GRANDE-BRETAGNE accordait l'indépendance politique formelle à l'INDE, à CEYLAN et à la BIRMANIE dès le lendemain de la guerre, partout ailleurs les impérialistes s'efforçaient de défendre chacun leurs propres positions (HOLLANDE en Indonésie, FRANCE au Vietnam, GRANDE-BRETAGNE en Malaisie). D'autre part, les ETATS-UNIS, tout en affectant d'accorder l'indépendance formelle aux PHILIPPINES, y consolidaient un régime complètement à leur soumission.

En EXTREME-ORIENT, les Français et les Hollandais ont perdu leurs positions essentielles. La Grande-Bretagne ne maintient qu'une domination précaire en Malaisie.

Economiquement ce sont les ETATS-UNIS qui tendent à supplanter les anciens impérialismes déchus. L'impérialisme américain qui, en raison de sa puissance écrasante par rapport aux vieux impérialismes et de son rôle dirigeant dans la coalition impérialiste, a prôné une politique de « modération » et de « compréhension » pour associer les bourgeoisies indigènes dans la lutte générale contre la révolution socialiste montante, n'en a pas moins montré en AMERIQUE LATINE (Guatémala, Argentine...) qu'il est tout disposé à organiser des opérations de force là où il lui apparaît que ses intérêts vitaux peuvent être affectés par un mouvement de masse que ne pourrait endiguer la bourgeoisie indigène, ou lorsque des ailes de la bourgeoisie s'écartent de façon dangereuse de son orbite. Il a montré en COREE et dans sa politique à l'égard de l'IRAN, qu'il n'hésitera pas à agir ainsi en n'importe quel point du globe.

Au cours des toutes dernières années, les impérialistes français et anglais qui voient leurs derniers retranchements d'Afrique menacés, ont eu une politique différenciée dans ce continent, accordant — sous une pression irrésistible — l'indépendance à une bourgeoisie indigène plus ou moins développée (MAROC, TUNISIE, TOGO, COTE DE L'OR...), mais se livrant à une répression forcenée dans les pays qui occupent des positions stratégiques (Kenya) ou dans lesquels le mouvement des masses est difficile à canaliser (ALGERIE).

D'une façon générale, au moment où en Afrique se décompose la vieille structure tribale et existent des structures combinées, et où les masses montrent leurs aspirations à un monde correspondant aux possibilités des forces productives modernes, la politique des impérialistes anglais et français, fidèles à la vieille maxime « diviser pour règner », tente d'exploiter les frontières arbitrairement tracées à la fin du 19e siècle par les conquérants impérialistes et qui ne correspondent nullement à l'existence de véritables nations, pour balkaniser l'Afrique afin d'y retarder la marche de la révolution coloniale.

Au MOYEN-ORIENT, l'impérialisme anglais (appuyé par l'impérialisme français pour des raisons spécifiques relatives à l'Afrique du Nord) n'a pas hésité à recourir à la force, au risque d'affaiblir la coalition atlantique et de disloquer le Commonwealth, pour arrêter la succession de défaites qu'il avait subies (renvoi de Glubb pacha, nationalisation du canal de Suez, élections jordaniennes). Cette tentative désespérée qui a dû être stoppée au bout de quatre jours, par son échec, ouvre une nouvelle phase décisive dans la lutte pour le contrôle du Moyen-Orient et de l'Afrique, et dans la marche à un conflit mondial, à la guerre-révolution.

b) La politique de l'U.R.S.S. et de la CHINE.

Parce qu'ils n'ont aucun intérêt économique de nature impérialiste dans les pays

coloniaux et semi-coloniaux, Moscou et Pékin ont eu, à la différence des impérialistes, l'attitude la plus amicale envers les gouvernements des bourgeoisies indigènes du bloc de Bandoeng. Il les ont appuyés dans leur résistance aux visées impérialistes, mais ils appuyent en même temps ces gouvernements contre les revendications des masses travailleuses de ces pays (INDE, INDONESIE, MOYEN-ORIENT...).

L'influence du Kremlin s'accroît d'autant plus que, sur le plan économique, l'U.R.S.S. se trouve actuellement en état de fournir une aide relativement substantielle à ces pays coloniaux et semi-coloniaux dans leurs plans d'industrialisation et dans leurs besoins d'armements, grâce aux possibilités de l'industrie soviétique et aux stocks d'armements fabriqués au cours de la « guerre froide » et qui sont actuellement remplacés par un armement plus moderne, et d'assurer en échange, à ces pays, une garantie d'écoulement croissant de leurs productions en matières premières et en produits agricoles dont l'U.R.S.S. a un besoin grandissant.

De ce fait, les pays du bloc de Bandoeng ont montré une attitude « neutraliste » marquée cependant par une inclination plus favorable envers l'U.R.S.S. qu'envers les Etats capitalistes.

La coalition Etats ouvriers-Pays du bloc de Bandoeng est fragile du point de vue des intérêts particuliers des directions ; devant le danger des masses, les directions nationales bourgeoises se retourneront du côté de l'impérialisme américain. Par contre les intérêts des masses coloniales et des masses des Etats ouvriers vont dans le sens d'un renforcement de cette coalition.

Les directions des pays du bloc de Bandoeng ont elles-mêmes des intérêts divergents de pays à pays, dans certains cas existent même de fortes oppositions entre eux (divergences entre Etats arabes du Moyen-Orient ; divergences Inde-Pakistan). Fondamentalement, les dirigeants de ces pays sont des bourgeois ou des chefs féodo-capitalistes soucieux du maintien du système capitaliste, source de leurs profits. Mais ils se tournent du côté des dirigeants soviétiques, représentants de la bureaucratie dirigeante, parce que ceux-ci leur donnent un appui à la fois contre les visées impérialistes et contre les revendications des masses.

Mais ni les uns ni les autres ne sont actuellement en état de ne pas tenir compte des masses qui, tant dans les Etats du bloc de Bandoeng que dans les Etats ouvriers, sont en montée révolutionnaire. Et, comme nous l'avons exposé plus haut, les aspirations des masses des pays colonisés rejoignent celles des masses des Etats ouvriers : détruire l'impérialime et le capitalisme, construire un monde de bien-être et de liberté.

Aussi, au fur et à mesure que s'accentue la poussée révolutionnaire des masses — et celles-ci se stimulent les unes les autres d'un pays à l'autre — se renforce la coalition des Etats ouvriers et des Etats voulant se libérer du colonialisme.

5. LES GOUVERNEMENTS BONAPARTISTES

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à ce jour, l'équilibre international instable qui a été caractérisé par un déclin accentué du capitalisme et un affaiblissement des positions impérialistes d'une part, et par le développement économique grandissant de l'U.R.S.S. et l'opportunisme le plus grossier du Kremlin freinant les mouvements de masses d'autre part, cet équilibre instable a fait surgir dans une série de pays coloniaux et semi-coloniaux des gouvernements de type bonapartiste (Nasser, Sœkarno, et autrefois Péron...).

Les hommes qui sont à la tête de ces gouvernements paraissent souvent portés par l'ensemble de la nation ou, du moins, par les grandes masses de leur pays. Ils agissent aussi de façon bonapartiste, en arbitre par rapport aux diverses couches sociales de leur pays. Mais l'examen de leur programme montre sans aucun doute possible qu'ils expriment les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie indigène, cherchant à s'assurer une place plus grande par rapport aux propriétaires fonciers et à la bourgeoisie compradore alliés à l'impérialisme, à créer un marché indigène plus grand dans la paysannerie et, éventuellement, à élargir ce marché à des pays limitrophes.

Ces hommes disposent d'un pouvoir disproportionné par rapport aux forces propres de la bourgeoisie indigène.

Leur force essentielle provient de la possibilité que leur laisse la politique stalinienne, celle d'utiliser l'antagonisme Est-Ouest et la grande combativité des masses ouvrières et paysannes contre l'impérialisme, les propriétaires fonciers et les compradores, en n'accordant aux masses que de menus avantages (réforme agraire limitée, assurances sociales...).

L'exemple de Peron a cependant montré les limites de tels gouvernements. Ils ne peuvent poursuivre une lutte conséquente contre l'impérialisme et les autres classes possédantes, à la fois en raison des liens qu'ils possèdent également avec elles et de leur faiblesse intrinsèque en face des masses dont ils utilisent la combativité. Ils sont ainsi amenés, en périodes de difficultés économiques, à se retourner contre les masses et à leur reprendre une partie des avantages que celles-ci avaient obtenus dans la première partie de la lutte. Au moment où le soutien des masses leur fait défaut, l'impérialisme et les autres couches possédantes n'hésitent pas à s'attaquer à eux, spéculant essentiellement sur l'impossibilité pour ces gouvernements de faire le saut mortel hors du cadre capitaliste, en armant les masses et en s'attaquant à la propriété capitaliste.

Les mêmes hésitations qui caractérisent l'attitude politique de la bourgeoisie indigène — ballottée entre le mouvement de masse et l'impérialisme — caractérisent aussi sa politique économique, non seulement en ce qui concerne des problèmes de structure comme la réforme agraire, mais aussi et surtout envers le problème de l'industrialisation. Les résultats importants qui ont été obtenus dans certains cas comme celui du Brésil ne l'ont été que dans des secteurs qui ont été stimulés par des capitaux étrangers. L'industrialisation par les moyens propres de la bourgeoisie indigène n'a nulle part atteint des résultats importants.

En outre, en dépit d'une industrialisation plus grande des pays à structure coloniale, leur rythme de développement reste inférieur à celui des pays métropolitains. Il en résulte que leur situation relative dans le monde est loin de s'améliorer : ainsi dans la période de bonne conjoncture de l'économie capitaliste qui sévit depuis 1954, cette conjoncture n'a atteint que les pays capitalistes évolués, tandis que les pays colonisés, notamment en AMERIQUE LATINE, connaissaient de sérieuses difficultés économiques. Il s'établit une nouvelle structure des échanges dans le monde capitaliste qui réduit leurs débouchés pour une crise de leurs produits.

En résumé, ces gouvernements de type bonapartiste ont eu une puissance apparente, mais au fond très limitée dans ses capacités, en raison d'une conjonction de circonstances internationales, du conflit Est-Ouest et de la politique de trahison du Kremlin envers les mouvements de masse menaçant le **statu quo.**

6. LA PAYSANNERIE DANS LA REVOLUTION COLONIALE ET SA LIAISON AVEC LE PROLETARIAT

Avec la question de la libération du joug impérialiste, la question agraire est la question dominante dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, celle qui est la plus explosive en raison de la grande misère des masses paysannes et de leur poids numérique dans ces pays.

La structure sociale de la paysannerie dans ces pays est variée à l'extrême, d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays. Mais qu'il y ait des grands propriétaires fonciers avec une structure semi-féodale ou de minuscules petites propriétés ne permettant pas à la paysannerie de vivre de son travail, il n'existe nulle part de « partis paysans ». La paysannerie suit, pour la défense de ses intérêts économiques et politiques, des formations politiques urbaines (bourgeoises, petites bourgeoises ou prolétariennes).

Là où existent des plantations se trouve un prolétariat agricole, dont les caractéristiques essentielles sont celles du prolétariat, et il relève du prolétariat comme formation sociale.

La révolution coloniale triomphante, c'est — en résumé — le soulèvement de la paysannerie dirigé par le prolétariat. En Chine la victoire a été acquise sans intervention de la classe ouvrière, par la seule lutte d'armées paysannes dirigées par un parti ouvrier. Mais il ne s'agit que d'un cas unique, dû à des circonstances tout à fait exceptionnelles (décomposition extrême du régime bourgeois, disproportion numérique considérable entre la paysannerie et le prolétariat, politique du P. C. chinois envers les villes, traditions anciennes de guerres paysannes...).

La tâche du parti révolutionnaire pour assurer la victoire de la révolution coloniale est de combiner la lutte des prolétaires des villes avec celle de la paysannerie.

Cette combinaison trouve une de ses expressions les plus élevées dans les guérillas, qui — face aux forces armées de l'impérialisme et de l'Etat bourgeois — se montrent un puissant moyen de lutte et un facteur non moins puissant d'organisation politique.

Ces guérillas ne peuvent vivre, se développer et vaincre qu'en étant formées d'individus possédant un moral révolutionnaire très élevé et en étant liées aux masses du pays. C'est dire qu'elles tendent à devenir une sélection d'avant-garde élaborant et appliquant une politique correspondant aux intérêts des masses.

En plus de leur importance politique essentielle, les guérillas se montrent aussi une forme de lutte « économique », nécessitant un encadrement limité, un petit nombre de combattants, peu de moyens matériels et entraînant une paralysie et une démoralisation de forces ennemies considérables.

7. LE PROLETARIAT DANS LA REVOLUTION COLONIALE

En dépit de sa faiblesse numérique, le prolétariat des pays coloniaux a tendu, dès sa formation, à jouer un rôle dirigeant dans la révolution coloniale, se faisant dans les luttes anti-impérialistes le porte-parole des autres couches de la population laborieuse, et en premier lieu de la paysannerie, dont il était fraichement issu. Il pourrait puiser une force immense dans le fait qu'il appartient au prolétariat mondial, seule classe sociale qui ne se trouve pas fondamentalement divisée par des intérêts locaux ou nationaux. Mais, précisément parce que le prolétariat des pays coloniaux n'a pas reçu des prolétaires des pays métropolitains la solidarité internationale nécessaire, il s'est trouvé affaibli dans sa lutte pour la direction de la révolution coloniale.

Tandis que le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux présente

des caractéristiques variables sur le plan politique d'un pays à l'autre, qu'il se trouve parfois sous une direction stalinienne et, le plus souvent, sous des directions bourgeoises et petites bourgeoises, une de ses caractéristiques principales pour tous les pays, c'est la création de puissantes organisations syndicales.

Ce fait est à la fois le produit du développement de la conscience de classe des prolétaires des pays coloniaux et de la nécessité objective pour le capitalisme du 20e siècle d'avoir un marché du travail organisé.

La révolution coloniale étant encore le plus souvent sous une direction bourgeoise ou petite bourgeoise, il en résulte fréquemment que la direction des syndicats est entre les mains d'hommes appartenant à des partis bourgeois ou petits bourgeois. Néanmoins cette appartenance politique des directions n'altère nullement le fait que les syndicats sont des organisations ouvrières, des organisations de classe, et non des appendices des partis bourgeois ou petits bourgeois. Même les dirigeants de ces syndicats ne peuvent pas servir simplement les intérêts de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie au sein de ces syndicats. Ils subissent d'une façon plus ou moins accentuée la pression des masses ouvrières. Très souvent, les dirigeants des organisations syndicales sont obligés de se placer à gauche au sein des partis bourgeois ou petits bourgeois.

Etant donné la situation dans laquelle se trouvent les pays coloniaux ou semi-coloniaux, il y a inévitablement une combinaison de la lutte politique avec la lutte syndicale. En l'absence de partis ouvriers de masse reconnus par celles-ci, les syndicats ont tendance à déborder le cadre syndical et à jouer, le cas échéant, un rôle de parti et un rôle d'organisation du pouvoir ouvrier dans les grands moments de crise.

Le fait que la classe ouvrière des pays coloniaux ou semi-coloniaux commence **son expérience comme classe** par le canal de l'organisation syndicale aura des conséquences importantes dans le développement de la classe ouvrière de ces pays sur le plan politique. Dans ces pays, il n'y a pas de doute que le mouvement syndical sera appelé à jouer un rôle important dans la formation du parti ouvrier de masses.

8. LES PARTIS SOCIALISTES DES PAYS COLONIAUX

Il existe dans certains pays coloniaux et semi-coloniaux des partis socialistes, ou bien des partis à idéologie socialisante.

Il n'est pas possible de mettre sur le même plan, au point de vue de leur nature de classe, les partis socialistes des pays capitalistes et les partis socialistes des pays coloniaux. Les partis socialistes des métropoles, tout en étant des organisations à politique réformiste, sont historiquement et socialement des organisations de la classe ouvrière ; pour des pays aussi importants que l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ce sont les partis de masse des ouvriers. Par contre, les partis socialistes des pays coloniaux et semi-coloniaux, même quand ils ont une activité politique militante, révolutionnaire, ne sont généralement pas des partis de la classe ouvrière d'une manière spécifique.

Dans la plupart des cas, ce sont des formations politiques petites bourgeoises, à idéologie socialisante. Historiquement, leur sort ne peut pas faire de doute : ils sont appelés à se disloquer entre l'action de l'impérialisme et celle des masses travailleuses. Pratiquement, dans certains pays, ces partis — du fait qu'ils commencent par rassembler des éléments venant de toutes les couches sociales et notamment les plus combattifs doivent être considérés comme un milieu de travail pour y former des cadres marxistes et une aile prolétarienne.

9. LE STALINISME ET LES PAYS COLONIAUX

Tous les partis à direction stalinienne ont placé les intérêts du Kremlin, les objectifs de la diplomatie soviétique au-dessus des intérêts des masses, notamment des masses des pays coloniaux.

Pour les partis des métropoles, cette subordination a eu les conséquences les plus scandaleuses en France, où le P.C.F., désireux d'obtenir par la pression un accord de la bourgeoisie française avec le Kremlin (contre la politique de réarmement de l'Allemagne), luttant pour « l'indépendance nationale » par rapport à la politique des Etats-Unis, a tant au moment de la guerre du Vietnam que, maintenant, dans la guerre d'Algérie, eu tout au plus une politique d'opposition parlementaire dépourvue de vigueur ; en fait il a laissé faire la politique impérialiste et, sous prétexte d'amener les socialistes à faire le front unique, il a fait voter les pouvoirs spéciaux pour la guerre d'Algérie. Par cette politique, le P.C.F. s'est discrédité auprès des mouvements révolutionnaires des coloniaux et a mis dans une position difficile les Partis communistes des pays coloniaux.

Les P.C. des pays coloniaux ont, eux aussi, suivi la politique dictée par le Kremlin, et l'exemple le plus célèbre de trahison d'un mouvement révolutionnaire est celui de l'Inde en 1942. Actuellement leur politique principale est l'alliance avec les bourgeoisies indigènes, sur le programme de celles-ci.

La crise des P.C. se développant depuis le 20e congrès a, en raison de la place de la révolution coloniale dans la lutte révolutionnaire actuelle, porté dans plusieurs pays au centre des débats soit la politique des Partis communistes dans la question

coloniale, soit la politique envers la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux.

Les direction staliniennes dans les pays coloniaux ont retenu des travaux du 20e Congrès les aspects les plus droitiers de celui-ci : coexistence pacifique, voies nouvelles... pour accentuer leur orientation de collaboration avec les bourgeoisies indigènes, sur le programme de celles-ci et au détriment des intérêts propres de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres.

Dans ces conditions, les Partis communistes des pays coloniaux seront amenés à connaitre des crises de plus en plus graves, dans lesquelles se posera la question de leur existence.

10. LES P.C. DES METROPOLES ET LA REVOLUTION COLONIALE

D'une façon générale, les partis socialistes des métropoles manifestent des sentiments de sympathie envers les peuples coloniaux dans la mesure où les mouvements de ces peuples n'affectent pas les intérêts de leur propre bourgeoisie. Dans ce cas, par contre ces partis se montrent sous leur véritable nature « social-impérialiste », comme Lénine les avait qualifiés pendant la première guerre mondiale.

L'exemple le plus marquant, à présent, et le plus odieux est fourni par le Parti socialiste de France. C'est à son secrétaire général que la bourgeoisie a confié la tâche d'écraser la révolution algérienne, et c'est aussi lui qui s'est montré le plus acharné dans la préparation et la poursuite de la guerre contre l'Egypte. Il n'a décroché que lorsque la Grande-Bretagne a déclaré renoncer à poursuivre le combat.

Quant au Labour Party britannique, son attitude sur la question coloniale reflète l'évolution vers un centrisme encore très droitier qu'il a subie. Il fait une opposition parlementaire aux manifestations de politique impérialiste du gouvernement britannique.

Sur le plan politique, le centrisme social-démocrate rejoint le stalinisme pour encourager les travailleurs des pays coloniaux à suivre leur bourgeoisie indigène. Dans ce domaine, les sociaux-démocrates transplantent dans les pays coloniaux leur propre politique dans les métropoles.

11. LA IVe INTERNATIONALE ET LA REVOLUTION COLONIALE

La IVe Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, soutient inconditionnellement toutes les luttes des peuples colonisés contre l'impérialisme, indépendamment de leur direction momentanée.

Cette participation à ces luttes se fait en toute indépendance politique. La IVe Internationale, au cours de ces mouvements des peuples colonisés, lutte pour les objectifs ci-après :

— La IVe Internationale lutte pour la formation de partis ouvriers de masse, indépendants des formations politiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ;

— La IVe Internationale lutte pour que les partis ouvriers de masse et les organisations de masse de la classe ouvrière (les syndicats en particulier) aient une politique prolétarienne révolutionnaire indépendante de la bourgeoisie nationale.

— La IVe Internationale lutte pour que ces révolutions coloniales visent à l'instauration d'un pouvoir des travailleurs, de gouvernements ouvriers et paysans ;

Avec ces objectifs et dans ces perspectives, les sections de la IVe Internationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux définissent une tactique appropriée à l'état du mouvement de masses à l'étape actuelle.

Dans les pays capitalistes, et plus particulièrement là où la bourgeoisie est en lutte contre des mouvements coloniaux, les sections de la IVe Internationale accordent leur soutien sans réserve aux révolutions coloniales et ont également comme tâche impérieuse de lutter pour assurer l'aide des prolétaires des métropoles à la lutte des peuples coloniaux. Les sections de la IVe Internationale des métropoles doivent tout particulièrement combattre dans les rangs ouvriers la politique des directions réformistes et staliniennes qui — même quand elles dénoncent le colonialisme — le font au nom de pseudo intérêts nationaux qui seraient mis en danger par un colonialisme suranné et non en fonction des intérêts du socialisme mondial. Une telle idéologie loin de stimuler l'appui des masses des métropoles aux révolutions coloniales, a une base sociale bourgeoise, tend politiquement à la recherche de bourgeois « de bonne volonté », humanitaires, etc., et désarme le mouvement ouvrier.

12. LA PLACE DE LA REVOLUTION COLONIALE DANS LA MARCHE DE LA REVOLUTION MONDIALE

Après la vague révolutionnaire de 1917-1923, la marche de la révolution mondiale, commencée en Russie, fut bloquée à l'Ouest par suite d'une combinaison de la résistance du capitalisme, du rôle joué par le réformisme et des conséquences de la victoire de la bureaucratie soviétique dans le mouvement communiste.

Après plusieurs lourdes défaites qui ont culminé dans la victoire du fascisme en Allemagne et le déclenchement de la 2e guerre mondiale, la révolution mondiale a commencé par percer à l'Est par la victoire de la révolution coloniale en Chine. Le bouleversement social effectué en Europe orientale l'a été, sauf en Yougoslavie, avant tout par l'action militaire et policière des armées soviétiques et, pour cette raison, n'a pas été un stimulant pour l'action révolutionnaire des masses en Europe occidentale, toujours freinées par les directions traditionnelles.

La percée à l'Est a modifié de façon capitale le rapport des forces ; elle a contribué décisivement à la crise du stalinisme ; elle a stimulé le déclenchement de la montée révolutionnaire dans les Etats ouvriers, mais elle n'a pas apporté par elle-même, étant donné le niveau politique des problèmes qu'elle avait à résoudre immédiatement et de la direction chinoise, les éléments pour résoudre la question de la direction révolutionnaire mondiale.

Le déclenchement de la montée dans les Etats ouvriers, U.R.S.S. et Démocraties populaires, et surtout la révolution politique actuellement en cours en Pologne et en Hongrie, ont posé dans tout le mouvement communiste international les questions les plus décisives, y compris celle de la direction révolutionnaire mondiale, de la IVe Internationale. Elle met également à l'ordre du jour la révolution européenne, étape décisive sur la voie de la révolution mondiale.

La révolution coloniale aura donc été le chaînon entre la Révolution d'Octobre et la victoire de la révolution mondiale.

Novembre 1956.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Le 18e Plenum du Comité Exécutif International

En novembre s'est tenu le 18e Plenum du Comité Exécutif International.

Plusieurs délégués fraternels des différentes organisations de l'Internationale y assistaient.

A son ordre du jour, étaient inscrits les points suivants :

1. Rapport sur la situation internationale.
2. Rapport sur la préparation du 5e Congrès Mondial de la IVe Internationale.
3. Rapports sur les deux documents soumis à la discussion préparatoire au Congrès Mondial : « La révolution coloniale depuis la 2e guerre mondiale », « Déclin et chute du stalinisme ».
4. Rapports des sections et questions diverses.

Avant de commencer ses travaux proprement dits, le Plenum a pris connaissance de la mort d'André Marty et adopté l'adresse d'un salut aux masses coloniales arabes, au prolétariat britannique, aux masses polonaises et hongroises.

Le camarade M. Pablo a présenté le rapport sur la situation internationale qui fut suivi d'une très ample discussion.

Le texte du rapport politique est publié dans le numéro de « IVe Internationale » de décembre 1956.

Le Plenum a décidé que les deux documents sur lesquels s'ouvrira la discussion préparatoire au Congrès Mondial, portant sur « le déclin et la chute du stalinisme » et sur « le développement de la révolution coloniale depuis la dernière guerre » devront être prêts vers le milieu de décembre 1956.

Le troisième document portant sur les développements de la situation internationale et ses perspectives sera donné un peu plus tard.

Le préambule du document sur la révolution coloniale adopté par le Plenum est publié dans le numéro de décembre de « IVe Internationale ».

Le Plenum a décidé la création immédiate par toutes les sections d'un fonds spécial pour le Congrès de l'Internationale.

Le camarade Pierre Frank a présenté le rapport sur le document concernant la révolution coloniale.

Le camarade Germain a présenté le rapport sur la partie déjà préparée du document concernant « le déclin et la chute du stalinisme ».

Une très ample discussion a suivi ces deux rapports, particulièrement le second.

Le Plenum s'est prononcé à l'unanimité pour ces deux textes.

Le camarade L... a donné un rapport sur les développements en Amérique latine, l'activité du B.L.A., l'apparition d'un nouveau numéro de la « Revista marxista latino-american » en insistant plus particulièrement sur les aspects prometteurs de la crise du stalinisme pour notre mouvement.

Les rapports des camarades Frank et Maitan sur les progrès réalisés en France et en Italie, et les possibilités très grandes qu'offre le développement de la crise du stalinisme dans ces deux pays, ont retenu toute l'attention du Plenum.

Ce dernier a d'autre part beaucoup apprécié le rapport du camarade S... sur les événements hongrois, le camarade S... ayant eu la possibilité de se trouver à Budapest lors de leur déroulement.

Tant par la qualité des discussions politiques et théoriques, que par l'ampleur des informations données sur les événements politiques et sur l'activité de l'Internationale, le 18e Plenum du Comité Exécutif International fut de l'opinion unanime de ses très nombreux participants un des plus importants de ces dernières années.

Décembre 1956.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL

LA PRESSE THEORIQUE DE L'INTERNATIONALE

Un nouveau numéro de la « **Revista Marxista Latino-americana** » est paru (Octobre 1956).

Plus volumineux que d'habitude (106 pages) il est caractérisé par un contenu aussi abondant que varié. Nous signalons particulièrement son article éditorial sur la croissance des économies latino-américaines, l'article du camarade Emilio Prado sur le développement et l'évolution des tendances de gauche dans les partis socialistes latino-américains, l'article du camarade Ortiz sur les préparatifs de guerre de l'impérialisme en Amérique Latine, l'article du camarade Hector Lucero sur la révolution agraire et l'alliance ouvrière et paysanne en Bolivie, l'article du camarade Roberto Cervi sur la contre-offensive de la classe ouvrière argentine.

Nous rappelons l'adresse de la revue : Csilla de Correo 1204, Montevideo, Uruguay.

La revue théorique en langue allemande de l'Internationale « **Die Internationale** » a publié un numéro spécial entièrement consacré à la révolution politique en Pologne et en Hongrie.

Adresse de la revue : Postfach 96, Postamt Wien 82, Autriche.

La revue théorique en langue anglaise « **The Workers International Review** » publie son deuxième numéro en décembre, également consacré en grande partie aux événements de Pologne et de Hongrie, ainsi qu'à la crise de l'impérialisme dans le Moyen-Orient.

Adresse de la revue : Sam Bornstein 21 Sidney St. London E 1, Angleterre.

Italie

PUBLICATION DE « LA REVOLUTION TRAHIE »

Le livre de Trotsky, « La Révolution Trahie » vient de paraître pour la première fois en Italie. Dès la première semaine de sa publication, cet ouvrage capital pour la compréhension de l'U.R.S.S. et du stalinisme a connu un grand succès.

Nous apprenons que la maison d'éditions Schwartz, de Milan, qui a sorti ce livre prépare maintenant la publication d'un autre ouvrage fondamental de Trotsky : « l'I. C. après Lénine ».

France

CRISE DANS LE P. S. ET LE P. C.

La crise combinée de l'impérialisme et du stalinisme a en France des effets curieux :

A l'O.N.U., le gouvernement fichera le camp quand on se prononcera sur l'Algérie.

A l'Internationale socialiste, la délégation du P.S. fiche le camp quand on vote sur l'expédition d'Egypte.

S'il y avait une assemblée internationale des P.C., la direction Thorez serait probablement amenée à sortir quand il s'agirait de la « déstalinisation ». Il est vrai qu'elle ne serait pas toute seule, elle jouirait de la compagnie de Molotov et d'Enver Hodja...

Ce parallèle n'est pas fortuit. La France est le pays d'Europe occidentale le plus profondément affecté et son personnel politique — bourgeois ou ouvrier — est le plus borné et le plus rétif aux grands changements actuels.

Cette résistance — le seul point où Mollet et Thorez réalisent un front unique **de facto**... contre les travailleurs — est d'autant plus grande que ces bureaucrates savent les grandes potentialités des travailleurs français : juin 1936, Libération 1944-1945, grève de 1947, août 1953, Nantes 1955.

Mais la crise sévit déjà dans les deux partis traditionnels.

Dans le P.S., depuis le mois de novembre, des voix se sont élevées. Bien timidement d'ailleurs. Personne n'attend de D. Mayer, de Depreux ou d'A. Philip une opposition révolutionnaire. Guy Mollet, qui n'a pas trop de mots contre les méthodes staliniennes, a refusé une tribune de discussion, un congrès extraordinaire, et a engagé une procédure disciplinaire contre A. Philip.

Le sort de Guy Mollet est largement dépendant de celui de Thorez. Le jour — et il n'est plus si lointain — où les ouvriers communistes balayeront chez eux la direction Thorez, les militants socialistes s'empresseront de nettoyer leur maison.

Dans le P.C.F., la direction se montre la plus rétive à tout changement dans le sens d'une déstalinisation. « Il n'y a pas de stalinisme », affirme effrontément Thorez devant le C.C., alors qu'il y a quelques années il se vantait — et à juste titre — d'être le « meilleur stalinien » en France. Le rapporteur du B.P. devant le C.C., Guyot, fit un discours déchaîné contre tous : Polonais, Yougoslaves, Hongrois, Italiens... personne — sauf les Albanais — ne trouvait grâce devant lui. « L'Humanité » avait envoyé un correspondant à Varsovie qui oublia de dire ce qu'il y avait vu et s'empressa de filer sur Budapest pour y trouver une ville « qui retrouve son sourire », des « conseils ouvriers » provisoires et contre-révolutionnaires, composés de fascistes qui, en minorité, parvenaient à terroriser les ouvriers des grandes usines et à leur faire faire une grève générale qui cessait chaque jour pendant près de trois semaines.

Mais cette furie d'une équipe qui sait que sa dernière heure approche se heurte à une opposition croissante dans le Parti.

Tout d'abord, à l'exception de quelques membres de l'appareil, les intellectuels — écrivains, artistes, médecins, professeurs — sont tous hostiles à la politique de la direction et au régime qu'elle impose au parti.

Les pétitions, les déclarations se multiplient, ainsi que ce que la direction condamne, les « cercle Petoefi ».

La plus remarquable des déclarations est celle que « l'Humanité » appelle des

« dix », car elle est signée de dix noms, pour éviter de dire que parmi ceux-ci se trouve celui de Picasso. La direction qui exclut un professeur comme Rolland, blâme des écrivains comme R. Vailland, se garde de dire aux ouvriers que Picasso, Wallon et d'autres, parmi les plus grands noms, non seulement refusent de suivre la direction sur la question hongroise, mais ont demandé un Congrès extraordinaire pour discuter les questions les plus fondamentales du communisme qui ont été soulevées au cours des derniers mois.

La direction du P.C.F. s'est pratiquement trouvée mise en minorité au Mouvement de la Paix et a dû accepter un texte qui demande « le retrait des forces soviétiques au terme d'un accord négocié entre la Hongrie et l'U.R.S.S. et le plein exercice de la souveraineté hongroise », ainsi que l'abrogation des pactes de l'Atlantique, de Varsovie et de Bagdad, et le retrait de toutes les troupes étrangères.

Dans la classe ouvrière la situation n'est pas encore aussi évoluée. Dans le P.C.F., les militants ouvriers se sont temporairement resserrés autour du parti après les assauts des fascistes du 7 novembre. Mais le trouble est grand sur la question hongroise. Un phénomène déjà visible avant le Congrès du Havre en juillet, un absentéisme dans les cellules ouvrières, s'accentue. Il n'y a pas là départ à proprement parler, mais attente.

Bien que la direction affirme que les intellectuels subissent la pression de la bourgeoisie et que les travailleurs restent fermes, les militants ouvriers savent mieux que quiconque que les travailleurs ne suivent pas le P.C. sur la question hongroise. Aussi la direction de la C.G.T. a-t-elle dû procéder avec une certaine souplesse. Tandis qu'en 1948, quand se produisit l'affaire yougoslave, on excluait de la C.G.T. ceux qui refusaient de dénoncer Tito comme un fasciste, cette fois-ci la direction de la C.G.T. déclare qu'elle ne prend pas position, parce qu'elle rassemble des travailleurs de tous points de vue et laisse pleine liberté aux organisations adhérentes (fédérations, unions, syndicats) de prendre publiquement la position qui leur convient à ce sujet. La direction de la C.G.T., composée en majorité de membres du P.C.F., savait qu'elle ne pouvait sans grand danger pour ses effectifs approuver l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie.

A une récente session de la direction de la C.G.T., Frachon a déclaré en substance : cette affaire hongroise s'oubliera et nous connaîtrons bientôt des difficultés économiques qui nous rendront la direction des luttes ouvrières. Il peut y avoir une partie de vrai dans ce point de vue. Mais Frachon en bureaucrate impénitent croit que les ouvriers n'ont pas de mémoire. Il se trompe. Quand viendront les difficultés économiques — on débauche déjà dans l'automobile chez Simca — bien des militants s'apercevront qu'ils sont handicapés pour réaliser le front unique par l'affaire hongroise et qu'ils ne peuvent pas aboutir avec une politique de fragmentation des luttes. C'est probablement à ce moment là que l'opposition débordera les milieux intellectuels et prendra de l'ampleur dans les cellules ouvrières.

PREMIER CONGRES DES ARTISTES ET ECRIVAINS NOIRS

« Laissez entrer les peuples noirs sur la grande scène de l'histoire ! »

Aimé CESAIRE

Le premier Congrès des écrivains et artistes noirs a tenu ses assises à Paris. Des représentants de tous les peuples de culture nègre sont venus apporter leur contribution à l'œuvre dont quelques pionniers — parmi lesquels les éditeurs de « Présence Africaine » — ont jeté les bases. L'étendue et la profondeur de toutes les interventions ont visiblement surpris la presse qui a dû accorder à cette manifestation une place dans ses colonnes.

L'effort d'élaboration d'une littérature et d'une pensée basées sur les traditions proprement africaines a permis la révélation de remarquables talents. Césaire, Depestre, Jacques Rabemananjara parmi tant d'autres poètes, Stephen Alexis parmi tant d'autres romanciers sont au premier rang des écrivains de notre époque. Mais leur œuvre a une signification générale, qui ne peut s'exprimer sur le seul plan littéraire : elle est le cri de guerre anti-impérialiste des peuples noirs, relégués jusqu'à maintenant au ban de toutes les nations.

Demander le libre développement d'une culture nègre qui, tout en englobant les découvertes de la pensée moderne, ne tire ses caractères propres que des traditions populaires africaines, c'est remettre en question toute la domination politique et économique de l'impérialisme. Celui-ci a cherché à renforcer son implantation parmi les pays nègres en étouffant leur personnalité : pas d'éducation scientifique, si ce n'est après référence aux maîtres à penser de la métropole. Secouer un pareil joug n'est possible qu'à condition de liquider le colonialisme !

La portée révolutionnaire du Congrès est renforcée encore par le fait que tous les représentants des pays participants, interprètes de situations variées, avaient un seul ennemi, aux masques divers : l'impérialisme occidental qui, américain, britannique ou français, opprime avec la même férocité la minorité noire des Etats-Unis, les peuples noirs et mulâtres des Antilles, les populations africaines. Aussi peut-on dire, sans aucune hésitation, que le Congrès des écrivains et artistes noirs a marqué, dans un domaine particulier, une étape du développement général de la révolution coloniale.

La meilleure preuve en est la progression parallèle du mouvement d'émancipation des peuples noirs. Ainsi, en Afrique Noire « française », les provocations incessantes de l'administration n'ont abouti qu'au renforcement du mouvement national qui, sur le plan politique comme sur le plan syndical, tend à l'unification. La majorité de ses membres rejette l'hypocrite « loi-cadre », qui ne vise qu'à perpétuer la domination colonialiste et le morcellement des territoires africains. Pour eux, le problème de demain est l'élimination de l'impérialisme.

A l'avant-garde, la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France joue un rôle important. Elle a besoin de l'aide du mouvement ouvrier français. Que font à cet égard les directions socialistes et communistes, cette dernière tout particulièrement ? Rien de plus qu'accorder un soutien propagandiste, chichement mesuré, alors qu'il faudrait une aide théorique, politique et pratique de tous les instants ! Serait-ce parce que les revendications des peuples africains entrent mal dans le cadre d'une Union Française, qu'on la veuille fédérative, démocratique ou toute autre ?

Les marxistes révolutionnaires se doivent de soutenir la lutte des peuples noirs pour leur émancipation ; elle constitue une étape décisive de la révolution mondiale de demain.

J.R.

Bolivie

LE GOUVERNEMENT CONTRE LA PRESSE TROTSKYSTE

Le 29 novembre le gouvernement a fait saisir et détruire le plomb du journal « Lucha Obrera », organe du P.O.R. section (bolivienne de la IVe Internationale).

Le camarade Jorge Velarde, responsable du journal a été arrêté.

Le gouvernement a motivé cette mesure en prenant prétexte d'un article intitulé « A bas le plan impérialiste de stabilisation de la misère » qui dévoilait les clauses secrètes du plan gouvernemental Eder-Siles. Ce plan vise à rejeter sur les travailleurs les conséquences de la politique économique et financière du gouvernement du M.N.R.

Des mesures analogues ont été prises à l'encontre du journal « Masas » de la fraction Lora.

Le P.O.R. a élevé une très vive protestation contre ces mesures de répression et porté le cas devant toutes les organisations ouvrières du pays et devant le Parlement.

Pérou

LES TROTSKYSTES SORTENT DE L'ILLEGALITE

Lucha Obrera, organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste) a publié son premier numéro. Le Parti Ouvrier Révolutionnaire a tenu une conférence nationale. Celle-ci a adopté une série de résolutions sur la situation politique au Pérou et les tâches qui se posent au parti. Pendant huit ans le Parti a été obligé de vivre dans l'illégalité, sans pouvoir assurer la parution légale de ses publications car elles étaient interdites par la dictature d'Odria. A présent le gouvernement de Prado est obligé de donner certaines possibilités de fonctionnement légal, ce qui permet l'édition légale de la presse et un fonctionnement public du parti.

Quelques membres de la direction, des militants et des dirigeants syndicaux qui se trouvaient en prison ont été remis en liberté et ils ont repris leur activité dans le Parti et dans les syndicats.

Brésil

LA CRISE DANS LE P. C.

La crise du Parti Communiste brésilien se développe à grands pas. La direction du parti Prestes-Arruda, s'est opposée à toute discussion du rapport Khrouchtchev et du 20e Congrès du P.C.U.S. Il en est résulté une pression des militants de base, des protestations, des discussions dans les cellules, dont la majorité demandait la tenue d'un congrès extraordinaire pour discuter la situation du Parti, les conséquences du 20e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., la politique à suivre dans la prochaine période, la critique de la politique suivie par la direction.

La discussion s'est développée dans les cellules et a imposé une tribune de discussion à la direction Prestes-Arruda. La direction a fait une autocritique dans le but d'amortir les accusations et les critiques des militants du Parti et d'esquiver les réponses aux principales critiques. La direction s'est vue obligée de reconnaître certaines erreurs et le sui-

visme par rapport à la politique du P.C. de l'U.R.S.S.

Dans la tribune de discussion qui paraît dans un quotidien du Parti, la grande majorité des lettres traite des points suivants : nécessité d'une véritable démocratie interne ; droit de discuter tous les problèmes intéressant le Parti et les militants ; discussion des expériences résultant du 20e Congrès et du rapport Khrouchtchev ; rupture avec le suivisme envers le P.C. de l'U.R.S.S. ; discussion d'une politique de classe contre les tendances de la direction conciliatrice, collaboratrice et opportuniste.

C'est la première fois que dans le Parti Communiste brésilien les militants peuvent exposer avec une certain liberté leurs pensées. Dans les cellules les discussions se poursuivent sur des plans plus élevés, les militants étant encouragés par le fait d'avoir obligé la direction à céder sur la tribune de discussion.

Une série de lettres sont parvenues à la tribune de discussion posant le problème de la révision du procès intenté à José Maria Crispim et de son expulsion, demandant que le Parti ait connaissance du document que Crispim adressa au Parti en critiquant sa politique opportuniste et conciliatrice vis-à-vis de la bourgeoisie brésilienne, que soit réalisé un 5e Congrès national et que Crispim y participe. D'autres lettres demandent que Crispim soit réadmis dans le Parti. D'autres encore prennent position contre l'attitude de l'armée soviétique en Pologne et exigent l'application de l'autodétermination des peuples en accord avec les résolution de l'Internationale Communiste et avec les positions exposées par Lénine en 1917 sur les problèmes de Finlande, etc. (toutes ces lettres ont été envoyées à la direction avant les événements de Hongrie).

Une cellule envoya collectivement à la tribune de discussion un article exposant une critique marxiste de la position des philosophes du Parti. L'article considère la position philosophique du Parti comme pragmatique et positiviste. Cet article reçut un accueil si favorable que Prestes lui-même répondit à ses critiques.

Tout en étant obligée de céder sur le problème de la tribune de discussion, la direction Prestes-Arruda oriente sa politique vers la collaboration et la conciliation avec le gouvernement Kuibitschek-Goulart ; elle prépare un hommage au ministre de la guerre Lott et oriente la politique du Parti vers la soumission et l'appui au gouvernement.

Sentant le danger de la continuation de la tribune de discussion, Prestes désire terminer la discussion et terroriser l'opposition dans le Parti. Mais il y a une grande résistance à cette attitude.

La préparation d'une tendance oppositionnelle dans le P.C.B., le développement d'une compréhension politique plus grande et la nécessité d'une véritable politique et d'un véritable Parti Communiste ont considérablement avancé dans le P.C.B. et le moment est proche où la crise aboutira à la constitution d'une force puissante d'opposition dans le Parti, orienté vers la réalisation d'une politique marxiste révolutionnaire.

Uruguay

EN FACE DES EVENEMENTS HONGROIS

La crise du stalinisme s'exprime de diverses manières en Uruguay. Pendant une réunion sur les événements de Hongrie réalisée par l'U.G.T. dirigée par les staliniens, deux dirigeants de la centrale ouvrière, membres du P.C., prirent la parole. Tous deux exprimèrent des positions différents. Pendant que l'un d'eux défendait l'attitude et l'intervention des troupes soviétiques ; l'autre, sans la condamner, repoussait l'intervention des troupes soviétiques.

A la faculté d'architecture, devant 120 étudiants une réunion eut lieu pour discuter et adopter des positions sur les problèmes de Hongrie. Un étudiant, dirigeant trotskyste connu, exposa la position de la IVe Internationale sur les événements de Hongrie. Les membres délégués et militants staliniens présents approuvèrent la position défendue par le délégué étudiant trotskyste et adoptèrent à l'unanimité sa proposition de résolution.

Argentine

UNE VAGUE DE GREVES

Dans la base ouvrière et étudiante du Parti communiste existe un profond mécontentement sur l'attitude de l'armée soviétique et du Parti Communiste de l'U.R.S.S. sur les problèmes de Pologne et de Hongrie. Sans qu'il apparaissent déjà clairement à l'extérieur, tous les symptomes de crise existent qui s'expriment particulièrement chez les militants syndicaux et les étudiants.

Les ouvriers en grève, les ménagères dans les queues montrent qu'ils comprennent le sens de l'action des masses hongroises en disant : « ici il faut faire comme le peuple hongrois ».

Une vague de grève, d'arrêts de travail, d'occupations d'usines s'est développée et continue encore en partie en Argentine. Pendant 9 mois les ouvriers firent pression pour obtenir que le gouvernement et le patronat discutent les accords, acceptent de réaliser les élections syndicales et d'établir de nouveaux accords collectifs de travail.

Pendant des mois, le gouvernement en accord avec le patronat, tout en faisant des promesses n'organisait pas d'élections et ne discutait pas. Pendant ce temps l'armée occupait les usines, arrêtait des centaines de dirigeants et de militants syndicaux. L'armée paradait autour des usines pour intimider les ouvriers. La police violait les domiciles des ouvriers, les sequestrait, les torturait et les envoyait dans le Sud du pays (la Sibérie argentine). Tout un régime et une action de terreur déchaînée contre les masses. A la tête des syndicats investis on plaçait des généraux, des capitaines et des officiers de marine.

Malgré la terreur, la répression criminelle, les déportations, les renvois et la campagne répressive du patronat, les ouvriers ont résisté à toutes les campagnes lancées contre eux. Ils parvinrent à imposer dans la majorité des usines des commissions internes et des délégués d'usines élus par eux, contre les décisions prises par le gouvernement pour que soient élus ceux qu'il désignerait. Dans la majorité des usines et dans des corporations importantes comme les frigorifiques, la métallurgie, les ouvriers parvinrent, par leur mobilisation, à expulser les militaires et à les remplacer par des ouvriers des usines mêmes. Les interventions militaires contre les syndicats et la C.G.T. avaient pour but d'empêcher les péronistes, les trotskystes et les communistes d'être candidats aux élections syndicales. Seuls devaient avoir des chances les candidats désignés par le gouvernement.

Le patronat et le gouvernement n'offraient que 10 % d'augmentation et des conditions de travail intensifié. Le gouvernement interdit que les ouvriers désignent dans les usines mêmes les commissions pour discuter les accords et représenter les ouvriers. Les ouvriers devaient présenter les listes que le représentant militaire dans les syndicats avait pouvoir d'accepter ou non, se réservant le droit de désigner en dernière analyse les commissions d'ouvriers.

Les ouvriers réussirent à s'organiser, à nommer des comités de grèves d'usines, à se regrouper par quartier et organisèrent les grèves des frigorifiques, des textiles et de la métallurgie, du livre. Des milliers d'initiatives surgirent toujours de la base même des ouvriers pour faire front à la répression et maintenir les grèves. Toutes les grèves ont été déclarées illégales et le gouvernement a menacé de déclarer le pays en état de guerre pour obliger les ouvriers à retourner au travail. Pourtant le gouvernement et le patronat ont été obligés de céder dans presque toutes les corporations 36% d'augmentation des salaires et à reconnaître de fait les comités d'ouvriers élus par eux. Dans quelques usines d'ex-dirigeants péronistes et socialistes ont trahi et firent le jeu de l'intervention militaire ; mais cela ne se produisit que dans quelques cas. Dans la plus grande partie des corporations les ouvriers ont maintenu leur cohésion et ont obtenu en général des augmentations. La grève de la métallurgie se poursuit.

La plus importante conclusion de ces manifestation, c'est la solidarité et l'unité de la classe qui se sont manifestées. Sans parti et sans centrale ouvrière les ouvriers ont trouvé le moyen d'organiser leur grève pour imposer leurs délégués et leurs comités. Ces actions sont le prélude de plus grandes actions pour la reconquête des syndicats et de la C.G.T. et d'actions politiques de plus grande envergure. L'expérience progresse à grands pas, une nouvelle direction prolétarienne se développe. Ces luttes ont puissamment influencé les secteurs de la petite bourgeoisie et poussé en avant l'opposition de la petite bourgeoisie contre les plans réactionnaires et dictatoriaux du gouvernement.

Au moment de mettre sous presse, nous recevons :

a) Une brochure imprimée sur les événements de Hongrie et d'Egypte, éditée par nos camarades grecs.

b) Une note d'un de nos correspondants au Moyen-Orient. Nous regrettons de l'avoir reçue trop tardivement pour la publication.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

« Quatrième Internationale », revue trimestrielle du Comité Exécutif International de la IVe Internationale, est l'unique organe théorique en langue française du marxisme révolutionnaire vivant.

« Quatrième Internationale » défend et développe, dans les conditions historiques actuelles, les idées et le programme élaborés par les classiques du marxisme ; Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky et par les mouvements et organisations qu'ils ont animés.

« Quatrième Internationale » développe et défend plus particulièrement les idées et le programme de la IIIe Internationale du temps de Lénine et Trotsky, et de la IVe Internationale, héritière du programme du bolchevisme.

« Quatrième Internationale », dans l'actuelle période de crise du stalinisme et de rénovation du mouvement communiste, a un rôle irremplaçable à remplir. Elle veut améliorer son contenu, sa présentation, son rayonnement. Mais cela ne dépend pas seulement de ses rédacteurs et de son administration.

« Quatrième Internationale » a besoin d'élargir son assise financière, constituée avant tout par ses **abonnements.**

Le montant de l'abonnement annuel est des plus modestes : les 4 numéros : 500 francs pour la France ; l'équivalent de 1,5 dollar pour l'étranger, auquel il faut ajouter s'il y a lieu les frais d'envoi par avion. Abonnement de soutien : 1.000 francs.

A CEUX QUI RECUEILLERONT TROIS ABONNEMENTS, NOUS ENVERRONS GRATUITEMENT UN EXEMPLAIRE DU TOME I DES « ECRITS DE LEON TROTSKY (1928-1940) », UN LIVRE MAGISTRAL, DONT LE PRIX DE VENTE EN LIBRAIRIE EST DE MILLE FRANCS.

Amis de **« Quatrième Internationale »,** vous tous qui vous intéressez à ce que la presse marxiste révolutionnaire vive et grandisse, souscrivez et faites souscrire des abonnements à **« Quatrième Internationale ».**

Abonnés possibles à prospecter

Noms et adresses :

NOTRE NOUVEAU PRIX D'ABONNEMENT

Nous devons établir un nouveau prix des abonnements en fonction de nos frais d'impression et de poste.

Compte tenu que nous assurons la parution régulière de « Quatrième Internationale » tous les trois mois, les prix seront les suivants :

L'abonnement d'un an de 4 numéros (pour la France) .... 500 francs
— (pour l'étranger) l'équivalent de 1,5 dollar
(plus les frais postaux pour envoi par avion)

COMMANDEZ A NOTRE SERVICE DE LIBRAIRIE :

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I ..... 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

Une série de cours ronéotés publiés par le S.I. :

M. PABLO. — Le matérialisme de Lucrère à Marx.
P. FRANK. — Le matérialisme de Marx à nos jours.
E. GERMAIN. — Les théories marxistes de l'impérialime et ses critiques bourgeoises.
M. PABLO. — Les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition.
P. FRANK. — La révolution coloniale depuis la 2e guerre mondiale.
L. MAITAN. — Rapports entre l'avant-garde communiste et le mouvement des masses.

Chaque cours : 75 francs — étranger 0,25 dollar ou équivalent.

Notre N° de Compte Postal :

P. FRANK — 64, rue Richelieu, C.C.P. 12648-46 — Paris

Chaque quinzaine :

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

organe du P.C.I. (section française de la IVe Internationale)
64, rue de Richelieu, Paris-2e (Bureau 30). Tél. : RIC. 03-52.

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)
La brochure : 80 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)
La brochure : 200 francs.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK
Diffusé par le N.M.P.P.
Société Parisienne d'Impression, 4, rue Saulnier - Paris (9e)

Imprimé en France
Prix : 150 francs